

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 18/07/2018

N° : 2018/089

SOMMAIRE

| | |
|--------------------------------|----------|
| ↳ <u>Fonctionnement</u> | page 4 |
| ↳ <u>Vie urbaine</u> | page 16 |
| ↳ <u>Proximité</u> | page 76 |
| ↳ <u>Vie économique</u> | page 131 |

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SÉANCE DU 15 MAI 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

15 MAI 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 15 mai 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLOT - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nourati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Jean-Claude GAUDIN - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAU - Isabelle SAVON - Emmanuelle SINOPOLI - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Janine MARY - Loïc BARAT représenté par Jeanne MARTI - Mireille BENEDETTI

représentée par Mireille BALOCCO - Roland BLUM représenté par Jean MONTAGNAC - Jean-Louis BONAN représenté par Fabrice JULLIEN-FIORI - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Marie-Christine CALATAYUD représentée par Michèle EMERY - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sophie CELTON représentée par André MOLINO - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Nathalie FEDI représentée par Lionel ROYER-PERREAU - Céline FILIPPI représentée par Catherine PILA - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Régine GOURDIN représentée par André GLINKA-HECQUET - Annie GRIGORIAN représentée par Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE représentée par Bernard MARTY - Nathalie LAINE représentée par Lionel VALERI - Stéphane MARI représenté par Garo HOVSEPIAN - Martine MATTEI représentée par Michel ILLAC - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC représentée par Danielle MILON - Patrick PAPPALARDO représenté par Richard FINDYKIAN - Claude PICCIRILLO représenté par Anne DAURES - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michel AZOULAI - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Cédric URIOS représenté par Emmanuelle SINOPOLI.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandra DALBIN - Jean-Claude DELAGE - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Bruno GILLES - Martine GOELZER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Claudette MOMPRIVE - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Grégory PANAGOUDIS - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Véronique PRADEL - Stéphane RAVIER - Jean ROATTA - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

■ **Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Compte de Gestion de l'exercice 2017**

**Avis du Conseil de Territoire
FCT 001-15/05/18 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations 2017 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaires et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2017 comme suit :

Le résultat de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est le suivant :

En recettes 216 910 066,06 euros
En dépenses 216 910 066,06 euros

Résultat 0,00 euros

Article 2 :

Est d'avis d'adopter et de déclarer que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 002-114/18/CT■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le Territoire Marseille Provence - Comptes de Gestion de l'exercice

Avis du Conseil de Territoire FCT 002-15/05/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitement des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du crématorium, des Opérations d'aménagements, du Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations 2017 prouvant le Budget primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'adoption des Comptes de gestion de l'exercice 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes de gestion de l'exercice 2017 comme suit :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 des Comptes de gestion des budgets annexes du territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Section d'investissement euros | - 221 011,80 |
| Section de fonctionnement euros | 41 233,78 euros |
| Solde euros | - 179 778,02 |

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Section d'investissement euros | 747 167,22 |
| Section de fonctionnement euros | 5 253 526,88 |
| Solde euros | 6 000 694,10 |

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

| | |
|---------------------------------|----------------------|
| Section d'investissement euros | 16 781 413,96 |
| Section de fonctionnement euros | 2 112 917,63 |
| Solde euros | 18 894 331,59 |

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

| | |
|---------------------------------|-------------------|
| Section d'investissement euros | 725 543,27 |
| Section de fonctionnement euros | 60 559,30 |
| Solde euros | 786 102,57 |

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Section d'investissement euros | 1 206 263,96 |
| Section de fonctionnement euros | 2 449 991,28 |
| Solde euros | 3 656 255,24 |

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Section d'investissement euros | 468 124,17 |
| Section de fonctionnement euros | - 1 286 609,97 |
| Solde euros | - 818 485,80 |

Article 2 :

Est d'avis d'adopter et de déclarer que les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitements des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du crématorium et des Opérations d'aménagements du Territoire dressés par le Receveur pour l'exercice 2017, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 003-115/18/CT

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Compte Administratif de l'exercice 2017**

Avis du Conseil de Territoire FCT 003-15/05/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Compte Administratif de l'exercice 2017 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 17 mai 2018 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole. En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparaît dans le Compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Les délibérations 2017 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaires et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2017 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est arrêté aux montants exécutés suivants :

| | |
|-------------|----------------------|
| En recettes | 216 910 066,06 euros |
| En dépenses | 216 910 066,06 euros |
| Résultat | 0,00 euros |

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2017 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de Gestion 2017 de Monsieur le receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2017.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 91 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 39 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO
Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Muriel PRISCO - Nouriaty DJAMBAE - Gérard POLIZZI

FCT 004-116/18/CT

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le Territoire Marseille Provence - Comptes Administratifs de l'exercice 2017

Avis du Conseil de Territoire DBP 18/16325/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement sont présentés au vote du prochain Conseil de Métropole du 17 Mai 2018.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels

qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations 2017 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017 comme suit :

D'approuver les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

Reconnait l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2017.

TABEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE DEBITEUR : - 179 778,02 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 | RESULTATS DE CLOTURE 2017 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | -924 288,77 | | 703 276,97 | -221 011,80 |
| FONCTIONNEMENT | 965 522,55 | 924 288,77 | 0,00 | 41 233,78 |
| TOTAL | 41 233,78 | 924 288,77 | 703 276,97 | -179 778,02 |

TABEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 6 000 694,10 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 | RESULTATS DE CLOTURE 2017 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 2 347 035,85 | | -1 599 868,63 | 747 167,22 |
| FONCTIONNEMENT | 5 558 858,76 | | -305 331,88 | 5 253 526,88 |
| TOTAL | 7 905 894,61 | 0,00 | -1 905 200,51 | 6 000 694,10 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SOLDE CREDITEUR : 18 894 331,59 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 | RESULTATS DE CLOTURE 2017 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 9 758 182,14 | | 7 023 231,82 | 16 781 413,96 |
| FONCTIONNEMENT | 5 542 695,60 | 2 000 000,00 | -1 429 777,97 | 2 112 917,63 |
| TOTAL | 15 300 877,74 | 2 000 000,00 | 5 593 453,85 | 18 894 331,59 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 786 102,57 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 | RESULTATS DE CLOTURE 2017 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | -514 469,37 | | 1 240 012,64 | 725 543,27 |
| FONCTIONNEMENT | 704 573,43 | 514 469,37 | -129 544,76 | 60 559,30 |
| TOTAL | 190 104,06 | 514 469,37 | 1 110 467,88 | 786 102,57 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 3 656 255,24 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 | RESULTATS DE CLOTURE 2017 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 1 209 532,77 | | -3 268,81 | 1 206 263,96 |
| FONCTIONNEMENT | 2 191 245,80 | | 258 745,48 | 2 449 991,28 |
| TOTAL | 3 400 778,57 | 0,00 | 255 476,67 | 3 656 255,24 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 818 485,80 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 | RESULTATS DE CLOTURE 2017 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 1 013 322,76 | | -545 198,59 | 468 124,17 |
| FONCTIONNEMENT | -1 325 315,27 | | 38 705,30 | -1 286 609,97 |
| TOTAL | -311 992,51 | 0,00 | -506 493,29 | -818 485,80 |

Article 2 :

Est d'avis de donner acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

| | |
|----------------------------------|--------------------|
| En recettes de | 257 764 490,74 |
| euros | |
| Reprise des résultats antérieurs | - 883 054,99 |
| euros | |
| En dépenses de | 257 061 213,77 |
| euros | |
| Solde | -179 778,02 |
| euros | |

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

Article 4 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

| | |
|--|---------------------|
| En recettes de euros | 55 388 815,46 |
| Reprise des résultats antérieurs euros | 7 905 894,61 |
| En dépenses de euros | 57 294 015,97 |
| Solde euros | 6 000 694,10 |

Article 5 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

| | |
|--|----------------------|
| En recettes de euros | 43 239 284,32 |
| Reprise des résultats antérieurs euros | 13 300 877,74 |
| En dépenses de euros | 37 645 830,47 |
| Solde euros | 18 894 331,59 |

Article 6 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe des Ports de plaisance, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

| | |
|--|-------------------|
| En recettes de euros | 14 365 733,87 |
| Reprise des résultats antérieurs euros | - 324 365,31 |
| En dépenses de euros | 13 255 265,99 |
| Solde euros | 786 102,57 |

Article 7 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe du Crématorium, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

| | |
|--|---------------------|
| En recettes de euros | 2 167 650,90 |
| Reprise des résultats antérieurs euros | 3 400 778,57 |
| En dépenses de euros | 1 912 174,23 |
| Solde euros | 3 656 255,24 |

Article 8 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

| | |
|--|---------------------|
| En recettes de euros | 108 451 163,34 |
| Reprise des résultats antérieurs euros | - 311 992,51 |
| En dépenses de euros | 108 957 656,63 |
| Solde euros | - 818 485,80 |

Article 9 :

Reconnait la sincérité des restes à réaliser.

Article 10 :

Reconnait l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2017.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 91 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 39 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Muriel PRISCO - Nouriaty DJAMBAE - Gérard POLIZZI

FCT 005-117/18/CT ■ Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public et paiement de la cotisation annuelle 2018

**Information du Conseil de Territoire
FCT 005-15/05/18 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une Association Loi 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFPF) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

L'Union du Pôle Funéraire Public qui regroupe la plupart des responsables de services funéraires publics, occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- faire valoir l'éthique du service public funéraire,
- défendre les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession, tant au niveau national qu'europpéen,
- organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- assurer une veille juridique.

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public s'affirme, depuis sa création, comme un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

Le Territoire Marseille Provence, anciennement Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2018 est de 504 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS-003-2186/10/CC du 28 juin 2010 portant sur l'approbation de l'adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter la délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et le paiement de la cotisation annuelle 2018 du Crématorium Saint-Pierre.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et le paiement de la cotisation annuelle 2018 du Crématorium Saint-Pierre.

FCT 006-118/18/CT

■ Délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire FCT 006-15/05/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par délibération HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 a délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence l'exercice de compétences avec pour objectif que soient garanties la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. Pour la mise en œuvre des délégations consenties au Conseil de Territoire, celui-ci a été autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état principal de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

A ce titre, la délibération FCT 002-057/18/CT du 20 mars 2018 organise la délégation d'attributions du Conseil de Territoire au Président. Il convient de compléter le dispositif dans certaines matières.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire n° FCT 002-057/18/CT du 20 mars 2018 portant délégation au Président du Conseil de Territoire.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt, dans un objectif de bonne administration de déléguer des compétences au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, dans le cadre de la délégation de compétences du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

La délibération FCT 002-057/18/CT du 20 mars 2018 est complétée ainsi qu'il suit :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

- conclure, réviser, résilier les conventions spéciales de déversement ;
- délivrer les autorisations de déversement ;
- délivrer les exonérations temporaires à l'obligation de raccordement aux réseaux d'assainissement ;

- délivrer les permissions de voirie et autres autorisations d'occupation temporaires liées aux travaux de voirie sur le périmètre du Territoire Marseille Provence ;
- fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme sur le périmètre du Territoire Marseille Provence ;

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à subdéléguer par arrêté aux Vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 3 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, Monsieur le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-119/18/CT

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16317/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Conseil Municipal de Marseille a saisi le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille.

Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée car le projet d'AVAP faisait apparaître des incompatibilités avec le PLU de Marseille. Or, les dispositions du code du patrimoine applicable aux AVAP stipulent que lorsque le projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en comptabilité selon la procédure prévue par le code de l'urbanisme.

Aussi, afin de permettre la création de l'AVAP de Marseille, qui assure la préservation des enjeux majeurs du territoire en matière de patrimoine, tout en permettant à l'architecture et aux espaces urbains et paysagers d'évoluer dans leur contexte contemporain, le PLU de Marseille devait être mis en compatibilité.

Par conséquent, par délibération du 29 mars 2017, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a sollicité la

Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 30 mars 2017, le Conseil de Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Conformément aux textes en vigueur, le projet n'a pas été soumis à évaluation environnementale.

Comme le prévoit le Code de l'Urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'un examen conjoint avec les personnes publiques associées et a été soumis à enquête publique.

L'examen avec les personnes publiques associées s'est tenu le 13 octobre 2017 et a fait l'objet d'un procès-verbal.

Puis, par arrêté n° 17/369/CM du 21 décembre 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Bernard AUBINEAU, a été désigné par décision n° E17000177/13 du 23 novembre 2017 du Tribunal Administratif de Marseille. L'enquête s'est déroulée du lundi 14 janvier au mercredi 15 février 2018, soit pendant 31 jours consécutifs. Cette enquête publique unique portait à la fois sur la création de l'AVAP et sur la mise en compatibilité du PLU au regard de ce projet.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les pièces administratives en lien avec la procédure ;
- Une notice de présentation synthétisant le projet ;
- Les 5 tomes du règlement du PLU ;
- Les 13 planches graphiques impactées.

Ce dossier était disponible, pendant toute la durée de l'enquête publique :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille-Provence : « le Pharo » 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille. Une version numérique du dossier était également consultable grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur dédié.
- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la Ville de Marseille : 40 rue Fauchier 13002 Marseille.
- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire de Marseille Provence à l'adresse www.marseille-provence.fr

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon Marseille (13007)

- **Lundi 15 janvier 2018 de 14h00 à 17h00**
- **Mardi 23 janvier 2018 de 14h00 à 17h00**
- **Vendredi 2 février 2018 de 16h00 à 19h00**
- **Vendredi 9 février 2018 de 16h00 à 19h00**
- **Mercredi 14 février 2018 de 9h00 à 12h00**

- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)

- **Lundi 15 janvier 2018 de 9h00 à 12h00**
- **Mardi 23 janvier 2018 de 09h00 à 12h00**
- **Vendredi 2 février 2018 de 09h00 à 12h00**
- **Vendredi 9 février 2018 de 09h00 à 12h00**
- **Mercredi 14 février 2018 de 14h00 à 17h00**

Un avis au public est paru dans les annonces légales de la Provence et de la Marseillaise : le mardi 26 décembre 2017 dans les deux journaux, le mardi 2 janvier 2018 dans la Marseillaise, le mercredi 3 janvier 2018 dans la Provence et le mardi 16 janvier 2018 dans les deux journaux. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique sur les deux lieux d'enquêtes suscités ou par voie dématérialisée à l'adresse enquetepubliqueavap@ampmetropole.fr

A l'issue de l'enquête publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a enregistré aucune remarque concernant ladite procédure. Le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions d'enquête reçus en date du 16 mars 2018 a émis un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- Les 5 tomes du règlement du PLU : le tome 1 (les dispositions générales, les règlements UA (zone et sous-secteurs) et UB), le tome 2 (les 4 zones), le tome 3 (la partie patrimoine et l'annexe 10), le tome 4 (la liste des emplacements réservés), et le tome 5 (la liste du patrimoine du PLU).
- Les 13 planches graphiques impactées : les planches A 48, 49, 58, 59 60, 61, 70, 71, 72,

les planches C 1 et 2, et les deux planches de détails 59zs1 et 2.

Monsieur le Président précise que le dossier d'enquête publique de la présente procédure ne sera pas modifié suite à l'enquête publique puisqu'il n'y a eu aucune observation ni requête.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 28 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal du 6 février 2017 saisissant le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ;
- La délibération 29 mars 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ;
- La délibération 30 mars 2017 du Conseil de Métropole engageant ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'arrêté n° 17/369/CM du 21 décembre 2017 du Président du Conseil de la Métropole prescrivant l'ouverture et organisant les modalités de l'enquête publique ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenu le 13 octobre 2017 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur contenu dans son rapport et ses conclusions d'enquête en date du 16 mars 2018 ;
- Le courrier de la Ville de Marseille donnant un avis favorable sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune pour la création de l'AVAP de Marseille.
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Marseille pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de

l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Marseille pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 002-120/18/CT

■ Approbation de la déclaration de projet relative à la création des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16301/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la déclaration de projet relative à la création des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence détermine les secteurs d'aménagement et doit « prendre en considération les Programmes d'Aménagement d'Ensemble » (Art. L5215.20 du CGCT).

Par délibération n° URB 010-1163/07/CC du 21 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en œuvre d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble à vocation d'habitat.

Le secteur concerné représente environ 14 hectares. Les ouvrages publics rendus nécessaires par l'urbanisation projetée sont les suivants et leurs montants prévisionnels s'élèvent à 6 596 165 euros H.T. (y compris le coût des terrains d'assiette des équipements) :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave, y compris les carrefours de raccordement entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille ;
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, de télécommunications, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation ;
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre).

Par délibération n° URB 001-375/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau Métropolitain a demandé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de diligenter de manière conjointe, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ainsi qu'une enquête parcellaire nécessaire à la maîtrise foncière des terrains impactés par le projet.

Par décision du 20 juin 2017, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné le commissaire enquêteur pour conduire conjointement, sur la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'enquête portant l'utilité publique, le parcellaire et la mise en compatibilité subséquente du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille, en vue de la réalisation des voies U372 et U378.

Par arrêté du 22 septembre 2017, le Préfet des Bouches-du-Rhône a prescrit l'ouverture d'une enquête unique, préalable à l'utilité publique de la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence des voies U372 et U378 sur le territoire de la commune de Marseille, et le parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération.

L'enquête s'est déroulée pendant 31 jours consécutifs du 30 octobre 2017 au 29 novembre 2017 inclus. Dans son rapport du 24 janvier 2018, transmis par les services préfectoraux le 21 février 2018, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur l'utilité publique du projet de l'aménagement des voies U372 et U378 et des voies connexes au plan d'aménagement d'ensemble P.A.E. « les Parankes / la Claire » Marseille 13^{ème} arrondissement, ainsi que la mise en compatibilité subséquente du plan local d'urbanisme de la commune de Marseille, et le parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération.

Cette opération présente un certain nombre d'avantages, en ce sens qu'elle permet de mettre en évidence le bien fondé de ces aménagements et l'occasion ultime de répondre aux habitants et autres personnes concernées par le Programme d'Aménagement d'Ensemble de la commune de Château-Gombert.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit se prononcer sur une déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération projetée.

En conséquence la Métropole Aix-Marseille-Provence confirme son intention de réaliser les voies U372 et U378 qui seront échelonnées dans le temps :

- Opération 1 : réalisation de la voie U372 et de la liaison U372 / chemin de la Grave,
- Opération 2 : élargissement du chemin de la Grave et réalisation pour partie de la voie U378,

et demande au Préfet la délivrance de l'arrêté de déclaration d'utilité publique dudit projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 010-1163/07/CC du 21 décembre 2017 approuvant la mise en œuvre du Programme d'Aménagement d'Ensemble ;
- La délibération n° URB 001-375/16/BM du 30 juin 2016 demandant l'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la réalisation des voies U372 et U378 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation de la déclaration de projet relative à la création des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité que la Métropole Aix-Marseille-Provence se prononce par une déclaration de projet sur l'intérêt général du projet de réalisation des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Approbation de la déclaration de projet relative à la création des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

**VU 003-121/18/CT ■ Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 6s et définition des modalités de la mise à disposition du public - Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence
DUFSV 18/16314/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis a fait l'objet de plusieurs procédures de modifications, révisions simplifiées et modifications simplifiées ; la modification simplifiée approuvée au conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portait sur l'inscription d'un secteur de mixité sociale et la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 11, sise avenue Alphonse Daudet, pour la réalisation de logements locatifs sociaux.

Par délibération du 14 novembre 2017, la commune de Cassis a sollicité du Conseil de Territoire Marseille Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s afin de corriger une erreur matérielle émanant de la procédure susvisée ; en effet, le projet bénéficiant d'une assiette plus étendue, il convient d'inscrire un secteur de mixité sociale et d'étendre la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 10, mitoyenne de la parcelle CM 11, sise avenue Alphonse Daudet.

Les adaptations du POS envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cassis en date du 14 novembre 2017 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis en vigueur.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la commune de Cassis a sollicité le Conseil de Territoire en date du 15 février 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du POS afin de corriger une erreur matérielle en inscrivant un secteur de mixité sociale et en étendant la majoration des règles de hauteur sur la parcelle CM 10 sise avenue Alphonse Daudet ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU (ou POS) envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par une procédure de modification simplifiée, avec mise à disposition du public, pendant un mois, du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire demande au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 6s du Plan d'Occupation des Sols de Cassis, sous la forme simplifiée.

Article 2 :

Sous condition de l'engagement de la procédure de modification simplifiée par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les modalités de mise à disposition du public sont ainsi définies, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme :

Pendant un mois, un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées ainsi que des registres pour consigner les observations seront mis à disposition du public en Mairie de Cassis - Place Baragnon – 13260 Cassis et dans les locaux du Conseil de territoire de

Marseille Provence à l'adresse suivante : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13007 Marseille aux jours et heures d'ouverture au public. Une adresse mail sera également créée pour recevoir les observations et une version numérique du dossier sera consultable grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur dédié. Le dossier sera également consultable sur le site internet de la Métropole ainsi que du Conseil de Territoire www.marseille-provence.com et de la commune.

Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du dossier au public, un avis précisant la période et les modalités de cette mise à disposition sera affiché au siège du Conseil de Territoire de Marseille Provence et en mairie de Cassis et publié dans deux journaux diffusés dans le département.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 004-122/18/CT

■ Instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur les zones UC et UD du PLU sur le territoire de la Commune de Septèmes-les-Vallons

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16290/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur les zones UC et UD du PLU sur le territoire de la Commune de Septèmes-les-Vallons » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L 211-2, 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose qu'un Etablissement Public de coopération intercommunale est compétent en matière du Plan Local d'Urbanisme. Cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption. La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière du Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n° URB 008-1161/07/CC en date du 17 décembre 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence a fixé les conditions d'exercice du droit de préemption urbain simple sur l'ensemble des zones U et AU du territoire septémois, à la demande de la commune en application du droit de préemption mis en place dès 1988.

Toutefois, l'article L 211-4 du code de l'urbanisme exclut de ce droit de préemption urbain simple les cas suivants :

- A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai.
- A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires.
- A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Le même article prévoit que la commune, par délibération motivée, peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit. Il

s'agit dans ce cas d'un droit de préemption urbain renforcé.

Ainsi, par délibération n° EPPS 003-1434/09/CC en date du 22 juin 2009, Le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence a alors mis en place un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à sa demande.

Aujourd'hui, il convient que ce droit de préemption urbain renforcé soit étendu à l'ensemble des zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme, afin de disposer d'un outil de maîtrise foncière plus complet et d'alimenter l'observatoire des transactions immobilières opérées sur le territoire communal. En effet, à ce jour, beaucoup de copropriétés de plus de 10 ans et d'immeubles récemment achevés situés dans les zones urbanisées de la commune ne sont pas concernées par l'obligation de déclarer l'intention d'aliéner dans le cadre du régime du droit de préemption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur « Instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé aux zones UC et UD du PLU sur le territoire de la Commune de Septèmes-les-Vallons ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons a demandé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan d'Occupation des Sols et de lui permettre de disposer d'un outil de maîtrise foncière plus complet sur son territoire ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur les zones UC et UD du PLU sur le territoire de la Commune de Septèmes-les-Vallons ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 005-123/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique aux consorts Longubardo de trois parcelles de terrain situées chemin de Pluence à Marseille 11ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16272/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique de trois parcelles de terrain situées chemin de Pluence à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Longubardo» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par acte contenant attestation immobilière du 27 janvier 2010, les consorts Cassarin – Longubardo sont devenus propriétaires de la parcelle 869 B 225 située chemin de Pluence à Marseille 13011.

La parcelle 869 B 225 ci-dessus citée a depuis été divisée en 403 – 404 et 405.

Par courrier du 1^{er} mars 2017, Monsieur Yvon Longubardo, représentant les consorts Cassarin – Longubardo a proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de céder les parcelles 869 B 423 – 424 et 426 provenant de la parcelle 869 B 405 à l'amiable dans le cadre d'un arrêté de non opposition à la déclaration préalable n° 013055 16 02294P0 du 9 février 2017.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Cassarin – Longubardo, ces derniers ont accepté de céder les parcelles de terrain cadastrées sous les numéros 869 B 423 – 424 et 426 à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique aux consorts Longubardo de trois parcelles de terrain situées chemin de Pluence à Marseille 11^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition des parcelles 869 B 423 – 424 et 426 permettra leur intégration dans le domaine public ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique aux consorts Longubardo de trois parcelles de terrain situées chemin de Pluence à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 006-124/18/CT■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier d'une parcelle de terrain située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16300/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier d'une parcelle de terrain située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public routier» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires

qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une parcelle de terrain déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie qui sert d'assiette à la rue Paul Préboist, réservée au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille n°13-341 (création de voie nouvelle) et qui a fait l'objet d'un transfert à la Métropole Aix-Marseille.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de un euro auprès de la Société Bouygues Immobilier, représentée par Monsieur Patrick ALARY, Directeur Général Région Arc Méditerranée, une parcelle de terrain de 1 984 m² environ cadastrée 880 E 0106 située rue Paul Préboist pour permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le Protocole Foncier ;

- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société BOUYGUES IMMOBILIER d'une parcelle de terrain située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public routier».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle cadastrée 880 E 106 auprès de la Société Bouygues Immobilier située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier d'une parcelle de terrain située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public routier ».

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 007-125/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la - SNC 65 chemin de la Grave - 13013 Marseille au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Paranques/La Claire - lots 3, 6, 5, 9**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16302/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la «SNC 65 chemin de la Grave – 13013 Marseille » au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Paranques – La Claire. » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Paranques – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 Chemin de la Grave 13013 Marseille s'est substituée à la BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur les lots 3, 6, 5 et 9 et dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ou le Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Paranques – la Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la « SNC 65 Chemin de la Grave

13013 Marseille » les lots 3-6-5 et 9 ci-après désignés d'une superficie de 827 m² correspondant à la proposition d'acquisition sous forme numéraire.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n°2015-102V2790 du 10 décembre 2015 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la «SNC 65 chemin de la Grave – 13013 Marseille » au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes – La Claire ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de ces parcelles auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille d'une superficie totale de 827 m² permettra la réalisation de deux voies

nouvelles U 372 et U 378 entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes / La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

- Que cette acquisition foncière se fait sous forme numéraire ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la «SNC 65 chemin de la Grave – 13013 Marseille » au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes – La Claire ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 008-126/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille au titre du programme d'aménagement d'ensemble les Parankes - La Claire à Marseille - lots 4, 7, 10, 12

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16341/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la « SNC 65 chemin de la Grave – 13013 Marseille » au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Paranges – La Claire à Marseille » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Paranges – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 CHEMIN DE LA GRAVE 13013 Marseille s'est substituée à la BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur les lots 4, 12, 7 et 10 et dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ou le Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire. Le programme des équipements publics du PAE des Paranges – la Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre des ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la « SNC 65 CHEMIN DE LA GRAVE 13013 MARSEILLE » les lots 4-12-7 et 10 ci-après désignés d'une superficie de 1 550 m² correspondant à la proposition d'acquisition sous forme numéraire.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- .Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n°2015-102V2790 du 10 décembre 2015 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la «SNC 65 chemin de la Grave – 13013 Marseille » au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes – La Claire à Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de ces parcelles auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille d'une superficie totale de 1 550 m² permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes / La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que cette acquisition foncière se fait sous forme numéraire ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la «SNC 65 chemin de la Grave – 13013 Marseille » au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes – La Claire à Marseille ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 009-127/18/CT■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain - auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire - lot 11

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16299/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain (lot 11) auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire à Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parantes – la Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 CHEMIN DE LA GRAVE 13013 Marseille s'est substituée à la BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur le lot 11 et dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent d'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Paroisses – La Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRDF,
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC 65 CHEMIN DE LA GRAVE 13013 MARSEILLE, le lot 11, ci-après désigné, d'une superficie de 675 m² environ correspondant aux cessions volontaires dues au titre du permis n° 13055.12.M1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n°13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013, conformément à l'article R 123-10 du code de l'urbanisme, permettant que la constructibilité du terrain soit déterminée en prenant en compte la surface totale de la propriété sans déduire la surface occupée par les Emplacements Réservés.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le Protocole Foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-213V3669 du 31 mars 2016 ;

- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain (lot 11) auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra la réalisation de la voie U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement d'ensemble Les Parantes/La Claire ;
- Que cette acquisition foncière correspond aux cessions volontaires dues au titre des permis n° 13055.12.M.1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain (lot 11) auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 010-128/18/CT■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain - auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire - lot 13

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16328/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain (lot 13) auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/ LaClaire» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parantes – la Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille s'est substituée à la BNP PARIBAS IMMOBILIER PROMOTION RESIDENTIEL dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur le lot 13 et dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent d'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Paroisses – La Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF,
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-

Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille, le lot 13, ci-après désigné, d'une superficie de 2 597 m² environ correspondant aux cessions volontaires dues au titre du permis n° 13055.12.M1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013, conformément à l'article R 123-10 du code de l'urbanisme, permettant que la constructibilité du terrain soit déterminée en prenant en compte la surface totale de la propriété sans déduire la surface occupée par les Emplacements Réservés.

Cette transaction s'effectuera moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le Protocole Foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-213V3669 du 31 mars 2016 ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de parcelles

de terrain (lot 13) auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra la réalisation de la voie U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement d'ensemble Les Parantes/La Claire ;
- Que cette acquisition foncière correspond aux cessions volontaires dues au titre des permis n° 13055.12.M.1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain (lot 13) auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 011-129/18/CT■ Cession onéreuse à la SOLEAM de deux lots de copropriété situés 11 rue Jean Roque à Marseille 1er arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16285/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession onéreuse de deux lots de copropriété situés 11 rue Jean Roque à Marseille 1^{er} arrondissement à la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

L'engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille approuvé par le conseil de communauté de Marseille Provence Métropole, prévoit la requalification du centre-ville et par diverses interventions coordonnées au nombre desquelles le développement de l'attractivité résidentielle et commerciale.

L'opération de renouvellement urbain « grand centre-ville », concédée dans ce cadre à la SOLEAM prévoit dans ses objectifs, la production de 1 500 logements nouveaux, notamment par la restauration d'immeubles dégradés, ainsi que la production de 13 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

Conformément à ce programme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé son droit de préemption sur les lots 4 et 8 dépendant de l'immeuble situé 11 rue Jean Roque cadastré sous le n° 803 B 174, appartenant à Monsieur et Madame BENSARD, moyennant le prix de 50 000 euros.

Dans le cadre de cette concession, la SOLEAM s'est engagée à racheter cet immeuble auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l’élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L’avis de France Domaine en cours ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession onéreuse à la SOLEAM de deux lots de copropriété situés 11 rue Jean Roque à Marseille 1^{er} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession des lots 4 et 8 dépendant de l'immeuble rue Jean Roque permettra leur restauration par la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession onéreuse à la SOLEAM de deux lots de copropriété situés 11 rue Jean Roque à Marseille 1^{er} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 012-130/18/CT

■ Versement d'une indemnité d'éviction à Monsieur Daniel Garcia en vue de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16291/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Versement d'une indemnité d'éviction amiable à M. Daniel GARCIA suite à la résiliation d'un bail commercial » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées. Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard

Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les locataires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon (section Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse) s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

L'ordonnance d'expropriation n° RG 17/00094 a été rendue par Monsieur le juge de l'expropriation du TGI de MARSEILLE en date du 14/12/2017. Cette ordonnance transfère la propriété à la Métropole Aix-Marseille-Provence et éteint tous les droits réels et personnels existants sur les immeubles expropriés.

En l'espèce, les travaux du BUS nécessitent l'intervention des services métropolitains et des entreprises de travaux mandatées par ses soins sur des terrains appartenant à Monsieur GALDON et occupés par Monsieur GARCIA en vertu d'un bail commercial en date du 1^{er} juillet 2008, dont la superficie a été estimée à 58m².

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite obtenir la libération du local commercial occupé par M. GARCIA au 9 mars 2018 et, à ce titre, elle sollicite auprès du locataire la libération des emprises foncières listées ci-dessous afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet, moyennant une indemnité de 27 571 euros, conformément à l'avis de France Domaine :

| Référence cadastrale | | | | | N° du plan | Emprise | | Reste | |
|----------------------|----|--------|--------------------|---------|------------------|---------|---------|-------|---------|
| Sect. | N° | Nature | Lieu-Dit | Surface | | N° | Surface | N° | Surface |
| 857 B | 47 | SOL | Rue d'André Bardon | 358 | | | 58 | | 300 |
| | | | | | | Total | 58 | | |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le bulletin d'indemnité d'éviction ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Versement d'une indemnité d'éviction amiable à Monsieur Daniel GARCIA suite à la résiliation d'un bail commercial ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence verse l'indemnité d'éviction afin que le locataire du bail commercial quitte les lieux en mettant fin à son bail et afin que les travaux du Boulevard urbain Sud puissent être réalisés.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de la délibération portant sur « Versement d'une indemnité d'éviction à M. Daniel GARCIA en vue de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 013-131/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique de huit parcelles de terrain situées avenue Matraja à Sausset-les-Pins appartenant à la commune**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16298/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique de huit parcelles de terrain situées avenue Matraja à Sausset-les-Pins appartenant à la commune » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé des travaux sur la commune de Sausset-les-Pins consistant en l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja.

Cet aménagement a pour objectif de sécuriser les déplacements des cyclistes et des piétons.

Pour ce faire, la cession de parcelles de terrain appartenant à la commune est nécessaire.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve l'acquisition de ces parcelles de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de huit parcelles de terrain situées avenue Matraja à Sausset-les-Pins appartenant à la commune ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de huit parcelles de terrain permettra l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de huit parcelles de terrain situées avenue Matraja à Sausset-les-Pins appartenant à la commune. »

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 014-132/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière cadastrée BS n° 123 nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16306/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Les travaux d'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des propriétaires indivis de la parcelle BS n°123 d'une emprise foncière de 89 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 située le clos de l'Arène à Cassis.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 acceptent de céder ce terrain moyennant la somme de 1 780 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d’une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l’aménagement de l’avenue du Revestel à Cassis».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’acquisition à titre onéreux d’une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l’aménagement de l’avenue du Revestel à Cassis ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d’une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l’aménagement de l’avenue du Revestel à Cassis»

Adoptée à l’unanimité,
des membres présents et représentés

VU 015-133/18/CT

■ Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de La Ciotat des emprises foncières nécessaires à la réalisation d’une gare routière métropolitaine sise avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16312/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la Métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de La Ciotat des emprises foncières nécessaires à la réalisation d’une gare routière métropolitaine sise avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat » satisfait les conditions de l’article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La création d'une gare routière métropolitaine le long de l'avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de la commune de La Ciotat de quatre emprises foncières pour une superficie totale de 1512 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section CL numéros 207, 399 et 400 en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Compte tenu de l'intérêt général des travaux et de la destination des terrains, la commune de La Ciotat accepte de céder les terrains en cause à titre gracieux.

Pour information, par un avis en date du 8 décembre 2017, les services de France Domaine ont évalué la valeur vénale des emprises foncières en cause à 400 000 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de La Ciotat des emprises foncières nécessaires à la réalisation d'une

gare routière métropolitaine sise avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat.»

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de La Ciotat des emprises foncières nécessaires à la réalisation d'une gare routière métropolitaine sise avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « l'acquisition à titre gratuit auprès de la commune de La Ciotat des emprises foncières nécessaires à la réalisation d'une gare routière métropolitaine sise avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat »

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 016-134/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier - Les Allées Pasteur - nécessaire à l'aménagement de l'avenue Pasteur sur la commune de Plan-de-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16286/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent

les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier « Les Allées Pasteur » nécessaire à l'aménagement de l'avenue Pasteur sur la commune de Plan-de-Cuques » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Par convention n° 15/1888 du 31 décembre 2015, l'immobilière Pujol représentant l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier « Les Allées Pasteur » située 40 avenue Pasteur à Plan-de-Cuques, a mis à disposition anticipée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, préalablement au transfert de propriété, une emprise de terrain de 18 m² à détacher de la parcelle AL 230.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières et qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite aujourd'hui finaliser le transfert de propriété de cette parcelle à son profit.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec l'Association Syndicale Libre « Les Allées Pasteur » cette dernière accepte de céder une emprise de terrain à détacher de la parcelle AL 230 moyennant une indemnité de 1 200 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier « Les Allées Pasteur » nécessaire à l'aménagement de l'avenue Pasteur sur la commune de Plan-de-Cuques ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 18 m² à détacher de la parcelle cadastrée AL 230 permettra l'aménagement de l'avenue Pasteur sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier « Les Allées Pasteur » nécessaire à l'aménagement de l'avenue Pasteur sur la commune de Plan-de-Cuques ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 017-135/18/CT

■ Requalification de la promenade du Port-Vieux - Commune de La Ciotat - Approbation de la convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16303/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Requalification de la promenade du Port-Vieux – Commune de La Ciotat - Approbation de la convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétences métropolitaines sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Le renouvellement urbain, de compétence métropolitaine, justifie aussi le souhait de cette entité d'engager les travaux nécessaires à la création d'une promenade urbaine portuaire sur la commune de La Ciotat, véritable prolongation du port industriel, reliant le centre ancien de la ville objet de nombreuses interventions publiques multi partenariales.

Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, propriétaire du Domaine Public Maritime, a donné en délégation de Service Public à la SEMIDEP l'ensemble de la gestion des ports (plaisance et industriel).

L'approbation de la création de l'opération d'aménagement a été délibérée le 30 Juin 2016 par le Conseil Métropolitain.

Dans le cadre de cette requalification, le CD 13 a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tri-partites avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP qui permet de coordonner l'ensemble des travaux de la signature de la dite convention jusqu'à la réception des travaux.

L'approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage a été délibérée le 17 octobre 2016. La convention a été signée le 23 novembre 2016.

Dans le cadre des compétences de chaque entité, il est acté une répartition des financements repris dans le tableau annexé à la présente délibération.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, il convient d'approuver une convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône pour le remboursement des travaux de compétence départementale.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Requalification de la promenade du Port-Vieux – Commune de La Ciotat - Approbation de la convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence s’est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants

et transversaux de compétence métropolitaine sur le territoire communal,

- Que pour bonne la réalisation de projet, il convient d’approuver la convention de partenariat financier avec le Conseil départemental des bouches du Rhône.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Requalification de la promenade du Port-Vieux – Commune de La Ciotat - Approbation de la convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ».

Adoptée à l’unanimité,
des membres présents et représentés

VU 018-136/18/CT■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16327/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :
L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille» satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique sur son territoire.

Pour cela, l'Etablissement public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA) l'accompagne, sur les secteurs tendus, en renouvellement urbain et notamment le périmètre Marseille Nord couvert par la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Façade Maritime Nord.

Dans la continuité de l'action foncière partenariale menée sur le territoire Marseille nord, guidée par le plan d'actions foncières du territoire Marseille Provence et face à l'accroissement des acquisitions et négociations sur le foncier à vocation économique sur certains secteurs stratégiques, la stratégie foncière engagée sur Marseille nord doit s'adapter pour évoluer.

Une ingénierie foncière et de projets renforcée a été engagée dès l'année 2017 sur le secteur de Plombières à cheval sur les 3^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille et invite à reconsidérer l'action de l'EPF PACA sur ce secteur.

En effet, Plombières, secteur à vocation économique en renouvellement urbain initialement ciblé comme périmètre de veille foncière active au titre de la première version de la convention, sera désormais intégré dans la catégorie des périmètres en phase d'impulsion.

Par ailleurs, dans un contexte de pression foncière, et face à des durées de portage moyen/long terme, la recherche d'optimisation de la gestion transitoire des biens, notamment économiques, est un moyen d'accompagner le recyclage foncier et la sortie opérationnelle de certains ilots.

A cet effet, la récente délibération n°2017/54 en date du 30 novembre 2017 du conseil d'administration de l'EPF PACA ouvre la possibilité de déduire du prix de cession des biens acquis par

l'EPF PACA les éventuelles recettes locatives perçues par l'Etablissement pendant la durée de portage pour les opérations présentant un équilibre contraint. Cette nouvelle facilité proposée vient s'ajouter à l'exonération de l'imputation du montant des taxes foncières sur le coût de cession de l'opération. Le présent avenant N°2 vient consacrer cette modalité de cession.

Enfin, les modalités de gestion transitoire des biens acquis par l'EPF PACA sont précisées et clarifiées, notamment pour les biens ayant vocation à être intégrés aux stratégies de développement du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation

de programme pour la politique stratégie foncière ;

- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 002-2501/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant N°1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération N°2017/54 du 30 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Etablissement public Foncier PACA ;
- La lettre de saisine du Président du Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la production de foncier économique en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de poursuivre et optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 019-137/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - NPNRU Préfiguration

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16283/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 a posé le cadre et fixé les objectifs et moyens du NPNRU.

Le 21 décembre 2015, les principes du protocole de préfiguration à conclure avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Ville de Marseille ont été adoptés par le Conseil de Communauté.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce dispositif, l'opération d'investissement n°2016103700 « Participation aux études transversales et territoires du NPNRU » a été créée par délibération DEVT 016-1130/16/CM du 17 octobre 2016.

Le projet de protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cofinancé par l'ANRU pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille à soumettre à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a été approuvé par le Conseil de Métropole le 19 octobre 2017.

Ce dernier se déroulera en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme

d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU.

En vue d'affiner la gestion du NPNRU, une opération d'investissement n°2018103400 « NPNRU-Préfiguration » a été créée et affectée par délibération du 14 décembre 2017, pour un montant de 10 000 000 euros TTC.

Afin de rationaliser le suivi des investissements réalisés sur ce nouveau programme, et de maintenir un volume d'autorisations de programmes constant, il convient de ne maintenir qu'une seule opération d'investissement et donc d'affecter le reste à financer de l'opération n°2016103700, soit 5 160 000 euros sur l'opération n°2018103400, dont le nouveau montant s'élèvera désormais à 15 160 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2018103400 - NPNRU Préfiguration - et de son affectation ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2018103400 - NPNRU Préfiguration - et de son affectation.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 020-138/18/CT■ Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16311/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Rénovation urbaine du quartier de Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des espaces extérieurs de la copropriété du parc Bellevue.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires du bâtiment D de la copropriété du Parc Bellevue d'une emprise foncière de 2 911 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°100 sise rue Félix Pyat à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement .»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.»

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 021-139/18/CT

■ Concession d'aménagement ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - Projet d'acquisition du bâtiment H en vue de sa démolition

Information du Conseil de territoire DUFSV 18/16345/CT

Le Parc Kallisté est un site d'environ 10 hectares situé chemin des Bourrelly dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Il est composé de 9 copropriétés privées dénommées de A à I et comptant au total 753 logements, des garages, des commerces de proximité et un groupe scolaire.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Confrontés dès les années 70 à des difficultés de gestion, les copropriétaires ont fait appel aux pouvoirs publics dès 1995 en raison de fortes dettes vis à vis de la société des eaux. En 2000, un plan de sauvegarde a été mis en place pour aider au redressement technique, de gestion et social de l'ensemble immobilier. Ce plan de sauvegarde (2000-2005) a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'Euros de travaux sur les parties communes via une opération d'amélioration de l'habitat, l'instauration

d'un DPUR en 2003 et la mise en place d'un opérateur social, Marseille Habitat.

Les interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. La viabilité de certaines copropriétés (B et H), qui cumulent désordres techniques, difficultés financières et de gestion, semble compromise.

Aussi, dans ce contexte, les partenaires publics ont élaboré un projet d'ensemble sur le long terme dont la finalité générale est de sortir le territoire et sa population de la marginalisation : améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi favoriser l'accueil de nouvelles populations pour développer la mixité urbaine et sociale. Par délibération du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté. Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet prévoit notamment la démolition des 245 logements des bâtiments B et H.

Sa mise en œuvre se réalise pour partie dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat qui est en charge d'acquérir, de reloger les occupants et de démolir les deux bâtiments.

A ce jour, la copropriété B, comprenant 132 logements, a fait l'objet d'une ordonnance d'expropriation le 24 mai 2017 au profit de Marseille Habitat. Pour rappel, la Ville de Marseille avait sollicité auprès du Tribunal de Grande Instance en avril 2011 une expertise sur la base de l'article L615-6 du code de la construction et de l'habitation. L'objet de cette expertise était de déterminer la nature et l'importance des travaux à mettre en œuvre pour assurer la conservation de l'immeuble tout en mesurant l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires et sa capacité à voter les travaux et à les financer.

Au terme de trois années d'expertise, l'expert désigné par le Tribunal a rendu son rapport et relevé la dangerosité de l'immeuble pour la sécurité des occupants conjugué à une situation financière déficitaire et alarmante.

Sur la base de ce rapport, la Ville de Marseille et Marseille Provence Métropole ont saisi le Tribunal de Grande Instance pour faire déclarer l'état de carence du Bâtiment B et ont obtenu l'ordonnance de carence le 24 avril 2015.

L'utilité publique du projet d'acquisition du bâtiment B en vue de sa démolition a été déclarée le 18 mai 2016 par le Préfet des Bouches du Rhône.

Il convient d'initier aujourd'hui la même démarche sur la copropriété H du Parc Kallisté. Le Président de la Métropole a saisi le Président du Tribunal de Grande Instance sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'habitation afin de faire désigner un expert chargé de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires, la répartition des dettes par copropriétaire ainsi que la nature et l'état des parties communes et conséquemment, la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. A l'issue de l'expertise, le Président de Grande Instance pourra déclarer l'état de carence du syndicat des copropriétaires ce qui permettra à la Métropole Aix Marseille Provence de mener une procédure d'expropriation sur les lots non maîtrisés.

Pour rappel, le bâtiment H, cadastré quartier Notre Dame Limite section C parcelle 115, est un immeuble de 12 étages comprenant 113 logements confronté depuis des années comme le bâtiment B à des difficultés financières importantes et à un état de dégradation du bâti inquiétant. La copropriété, longtemps gérée par le cabinet Dominici, est aujourd'hui gérée par le cabinet Auxitime.

Le fonctionnement de la copropriété est fragilisé depuis des années par :

- un niveau d'entretien du bâti très faible pour un immeuble de ce type depuis 10 ans : pas de travaux significatifs réalisés depuis les travaux de sécurité réalisés dans le cadre du 1er plan de sauvegarde et qui avaient bénéficié de fortes subventions publiques,
- des dégradations fréquentes des équipements communs, notamment les ascenseurs,
- des conditions de salubrité et de sécurité de l'immeuble qui se sont fortement dégradées entraînant la chute de la valeur patrimoniale des logements,
- un taux d'impayés de charges en augmentation constante et un montant de créances qui ne cesse de croître, et ce malgré les acquisitions réalisées par Marseille Habitat,
- une situation financière inquiétante malgré les procédures de recouvrement menées par le syndic,
- des copropriétaires très fortement démobilisés depuis des années et une participation aux assemblées générales très faible : sans la présence de Marseille Habitat aux AG, la copropriété ne pourrait pas prendre de décisions faute de quorum.

Squatté massivement depuis fin 2017, cet immeuble a fait l'objet d'un arrêté d'insécurité des équipements communs avec interdiction d'habiter et d'utiliser les

lieux le 25 janvier 2018 au regard d'un danger grave et imminent de sécurité pour les occupants. L'immeuble est aujourd'hui entièrement vacant et sécurisé pour éviter toute nouvelle occupation.

L'objet du présent rapport est donc d'informer, suite à la saisine du Président du Tribunal de Grande Instance, l'Assemblée délibérante du projet d'acquisition publique du bâtiment H du Parc Kallisté en vue de sa démolition, et ce conformément aux dispositions de l'alinéa II de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Acquisition et démolition du bâtiment H :

Dans le cadre de la concession d'aménagement, Marseille Habitat a déjà acquis à l'amiable aujourd'hui 102 logements sur 113. Il resterait donc à acquérir 11 logements afin de maîtriser entièrement l'immeuble. Une procédure coercitive est donc à envisager sur ces derniers lots bien que l'opérateur privilégie la négociation avec les propriétaires concernés.

Compte tenu de l'état de dégradation du bâtiment H et de sa configuration aujourd'hui obsolète et de gestion coûteuse, l'objectif de la collectivité, et plus largement de l'ensemble des partenaires publics du projet, est la démolition totale avec mise en état des sols. La libération du foncier du bâtiment H, conjuguée à celle du bâtiment B, permettra de mettre en œuvre un processus de requalification visant à une meilleure qualité de vie pour les habitants du quartier.

- Relogement des occupants :

La prise de l'arrêté municipal d'insécurité des équipements communs du bâtiment a précipité l'évacuation de l'immeuble et le relogement des occupants titrés, locataires ou propriétaires de façon temporaire ou définitive.

Au total sur le bâtiment H, 19 ménages titrés ont été recensés lors des enquêtes sociales effectuées au moment de la prise de l'arrêté dont 6 ménages de propriétaires occupants et 13 familles locataires. A ce jour :

- 9 ménages ont été relogés définitivement (8 locataires et 1 propriétaire occupant),
- 5 ménages de propriétaires occupants bénéficient d'un logement de Marseille Habitat sur les bâtiments D et G, en attendant une proposition de logement définitif en accession sur site,
- 5 ménages sont logés en parc relais aux Jardins de l'espérance dans le 14^{ème} arrondissement et feront l'objet de propositions adaptées en fonction de leur composition familiale et de leur souhait.

Les occupants sans droit ni titre évacués le 12 février dernier ont été pris en charge par les services de l'Etat pour un diagnostic social et un accompagnement dans les diverses démarches administratives à engager.

Il faut noter que 27 autres familles avaient déjà bénéficié d'un relogement au fur et à mesure des acquisitions de Marseille Habitat sur le bâtiment (relogements sur le Parc de Marseille Habitat ou d'un autre bailleur ou dans le parc privé).

- Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

- Coût du foncier :

Le coût total des acquisitions sur le bâtiment H est évalué à 3,6M d'euros, frais liés aux expropriations compris.

- Coût des relogements :

Le montant des frais de relogement comprenant notamment l'hébergement et les déménagements s'établit à environ 245 000 euros.

- Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 1,3M d'euros auquel il convient d'ajouter environ 160 000 euros pour la maîtrise d'œuvre.

Le montant total prévisionnel de l'opération d'acquisition/relogement/démolition du bâtiment est donc évalué à 5,3 M d'euros et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat depuis 2012.

Cette opération est inscrite au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine et a bénéficié d'une autorisation de démarrage anticipé. La Métropole Aix Marseille Provence et son concessionnaire mobiliseront tous les financements publics possibles liés à ce type d'opération.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le rapport d'information portant sur « concession d'aménagement ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15^{ème} arrondissement – Projet d'acquisition publique du bâtiment H en vue de sa démolition ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Président de la Métropole présente pour information à l'assemblée délibérante le projet d'acquisition publique du bâtiment H en vue de sa démolition ;
- Qu'il s'agit d'un point informatif.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'acquisition publique du bâtiment H du Parc kalliste en vue de sa démolition.

VU 022-140/18/CT

■ Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites - 1er et 2ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16344/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre Ville – Requalification du centre ville de Marseille – Approbation du bilan de la concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites - 1^{er} et 2^{ème} arrondissements » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de l'opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, à pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Dans le cas où ce dispositif s'avère insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il est prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffit pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du code de l'urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité

publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

En application des modalités de concertation préalable fixées conformément à l'article L103.2 du code de l'urbanisme et par délibération n° URB 012-3286/17/CM du Conseil de la Métropole Marseille Provence du 14 décembre 2017, la concertation publique a donné lieu :

- à une exposition, en des lieux publics des 1^{er} et 2^e arrondissements, du 8 janvier au 9 février présentant sur des panneaux le cadre général de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM, le dispositif incitatif d'aides de l'OPAH-RU mis en place, et enfin la procédure de Restauration Immobilière dans ses phases administratives et judiciaires.

- à des permanences techniques permettant d'apporter des explications et répondre aux questions des usagers et propriétaires.

Durant tout ce mois, des registres étaient à disposition du public, pour consigner les remarques, questions et observations des visiteurs.

Cette concertation a été annoncée par avis de presse ainsi que par un mailing adressé à tous les propriétaires et syndicats de copropriété d'immeubles d'habitation inclus dans le périmètre de l'OPAH-RU multisites.

En complément des modalités prévues, une séance a été organisée le 6 février 2018 avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (UNPI 13) pour les informer sur la démarche engagée, recueillir les avis des professionnels de l'immobilier et s'en faire des relais auprès de leurs adhérents et des syndicats.

Le bilan ci annexé tiré de la concertation est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante et fait l'objet du présent rapport. En résumé :

36 personnes ont participé à la concertation en laissant des observations dans les registres, en répondant par courrier ou par mail ou en téléphonant à la SOLEAM pour se renseigner sur la nature des aides proposées, demander des informations sur le caractère coercitif de la procédure de Restauration Immobilière, demander des rendez-vous ou visites sur site. Sur les 860 courriers adressés aux propriétaires et syndicats de copropriété des immeubles inclus dans les pôles de l'OPAH-RU, le nombre de participants peut paraître faible mais la SOLEAM a observé une augmentation de la mobilisation des propriétaires dans le cadre de l'OPAH qui étudient la possibilité ou souhaitent engager des travaux de rénovation de leur bien. L'objectif de mobiliser et motiver les propriétaires des pôles est donc atteint.

D'une manière générale la procédure n'a pas soulevé d'opposition ni d'objection, le dispositif d'accompagnement technique et d'aide financière recueillant un accueil plutôt positif.

Ce bilan sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet.

Par la suite des procédures de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière (DUP RI) vont être engagées au bénéfice du concessionnaire pour obtenir la réhabilitation globale et pérenne des immeubles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Opération Grand Centre-Ville – Requalification du centre ville de Marseille – Approbation du bilan de la concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites - 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre Ville – Requalification du centre ville de Marseille – Approbation du bilan de la concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites - 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Opération Grand Centre Ville – Requalification du centre ville de Marseille – Approbation du bilan de la concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites - 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 023-141/18/CT

■ Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation publique pour le Quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle à Marseille 1^{er} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16348/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation publique pour le Quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle à Marseille 1^{er} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en faveur du renouvellement urbain de 35 pôles de projets, dont 25 pôles prioritaires, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) aujourd'hui classées en Quartier Prioritaire de la Politique de la

Ville (QPV) éligibles au Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement est concédée à la société publique locale d'aménagement Soléam par convention n°T1600914CO (ex-n°11-0136).

Le mode opératoire de l'opération « Grand Centre-Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Cinq pôles opérationnels du quartier Noailles (Noailles-Capucins, Bedarrides, Saint-Louis Delacroix, Arc-Palud et Ventre-Lieutaud) ont fait l'objet d'une étude urbaine qui a permis de déterminer des axes d'intervention possibles en associant usagers, commerçants, résidents, riverains et associations à travers deux forums ouverts et des balades urbaines en lien avec les services techniques compétents. Ces orientations d'intervention en matière de requalification des espaces publics, circulation et stationnement, gestion urbaine de proximité ou encore stratégie d'intervention sur le bâti, doivent faire l'objet d'une restitution.

Parallèlement, un programme et une faisabilité ont été élaborés en vue de la création d'un équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle pour répondre à un besoin avéré sur le quartier.

Ces projets intéressants le quartier Noailles étant prêts pour être soumis à concertation publique, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibérations n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 et n° URB 017-1822/17/CM du 30 mars 2017 les modalités de concertation publique pour :

- le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles, à l'étude sur deux sites complémentaires (14-18, rue Moustier site Domaine Ventre et 44, rue d'Aubagne) et à destination d'un public d'enfants et de jeunes fortement représenté dans le quartier Noailles

- la restitution sur le quartier Noailles (pôles Noailles-Capucins, Bedarrides, Saint-Louis Delacroix, Arc-Palud et Ventre-Lieutaud) des orientations de l'étude urbaine en matière de requalification des espaces publics, stratégie et premières interventions et matière d'habitat et de logements.

Sur la base de ces délibérations, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de cette concertation. En plus des mesures de publicité légales, un courrier d'information a également été distribué dans les boîtes aux lettres des habitants du quartier.

Une réunion publique de lancement de la concertation s'est tenue le 24 janvier 2018 au théâtre Mazenod (88, rue d'Aubagne - 13001), en présence des élus. La concertation s'est déroulée du 22 janvier au 23 février 2018 inclus, sous la forme d'une exposition publique dans les locaux de la Ville 40, rue Fauchier (13002), avec mise à disposition d'un registre permettant au public de consigner remarques, questions et observations. Pendant ce mois de concertation, dix permanences techniques, organisées les mardis matin et jeudis après-midi, ont permis d'apporter des explications sur les projets et de répondre aux questions des visiteurs.

Ces permanences ont permis d'accueillir au total treize personnes. Le registre a permis de consigner vingt-six contributions écrites ; cinq contributions formalisées par le milieu associatif y ont été annexées, soit un total de trente et une contributions.

Suite à la demande du Conseil Citoyen des 1^{er} et 6^{ème} arrondissements d'organiser la concertation au plus près Noailles, un deuxième jeu de panneaux a été installé dans le hall des locaux de la Soléam, 49 La Canebière – 13001, à proximité immédiate du quartier, et un troisième jeu remis Conseil Citoyen qui a organisé quatre après-midis d'exposition dans différents lieux afin de recueillir les contributions habitantes sur les projets. Le 23 février, à l'issue de ces quatre après-midis de présence sur le quartier, un membre du Conseil Citoyen est venu directement porter au registre de concertation, consigné rue Fauchier, les dix-huit contributions habitantes recueillies ainsi qu'une contribution de cinq pages rédigée au nom du Conseil Citoyen.

Aujourd'hui, conformément aux articles L 103-2 et suivants du code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation publique qui met particulièrement en avant l'attente des habitants et usagers sur les points suivants :

- l'espace public : les contributions font état du déficit de lieux de rencontre et de rassemblement pour les habitants et usagers du quartier, de l'importance d'encourager les initiatives de végétalisation et de la nécessité d'un contrôle plus efficace de la qualité des aménagements réalisés.

- la circulation / le stationnement : le projet de piétonisation est accueilli favorablement. Si certaines contributions expriment le souhait d'une plus grande ambition et la crainte d'un retard dans sa mise en œuvre, d'autres font état de la nécessité d'une politique volontariste en vue d'accompagner la disparition progressive de la voiture dans le centre ancien. Les problématiques de respect des règles de stationnement et de circulation sont évoquées notamment au regard de leurs conséquences sur la sécurité des piétons et des cycles.

- la gestion urbaine de proximité (gestion des déchets, organisation des livraisons) : après le constat d'une amélioration récente de la propreté du quartier, les contributions font ressortir la nécessité de conduire une réflexion poussée sur les équipements de collecte et sur la mise en œuvre d'une politique volontariste en matière de réduction et de valorisation des déchets. Concernant l'organisation des livraisons, l'importance d'associer les acteurs concernés et de mettre en place des expérimentations est soulignée.

- l'habitat : plusieurs contributions insistent sur l'urgence de traiter le mal-logement et la nécessité d'engager rapidement des démarches en faveur de la rénovation du bâti dégradé. La mise en œuvre d'une politique ambitieuse en matière de production de logements sociaux sur le quartier est attendue.

- le commerce / l'attractivité : si les participants font état de la perte d'attractivité du quartier et de la vacance de certains commerces, ils insistent toutefois sur la richesse de sa diversité commerciale et la nécessité de maintenir le commerce existant qui permet de répondre aux besoins des habitants. Certains posent la question du contrôle des occupations commerciales et de la politique municipale en matière de soutien du commerce traditionnel.

- les équipements publics : les contributions évoquent les besoins d'écoles maternelle et élémentaire, de crèches et d'équipements ludiques et sportifs pour la jeunesse ainsi que de lieux de rencontre pour les habitants du quartier.

- l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles : plusieurs contributions écrites expriment les inquiétudes des riverains au regard du projet du Domaine Ventre et de son potentiel impact sur la tranquillité résidentielle du lieu. L'association des acteurs locaux à la définition du projet social du futur équipement est attendue, notamment afin de ne pas concurrencer les structures déjà en place.

- la communication et la concertation sur les projets : des craintes ont été exprimées quant à la finalité des opérations prévues, notamment vis-à-vis des habitants du quartier. Des participants expriment leur impatience au regard des études restant à conduire et de l'échéance annoncée des premières réalisations, en insistant sur l'urgence de la problématique de mal-logement. Globalement, les contributions font ressortir la nécessité d'associer plus en amont les habitants à la définition des projets et d'améliorer leur communication notamment avec la mise en place d'outils pour permettre des échanges plus réguliers avec les porteurs de projet.

Des réponses ont été apportées en séance publique par les élus et les techniciens sur l'extension de la piétonisation en centre-ville et le plan de mobilité, sur

l'attractivité et la fonction commerciale du quartier, notamment avec le retour du marché après requalification de la place des Capucins, sur les conditions complexes et coûteuses qui ralentissent l'action publique en matière de lutte contre l'habitat dégradé et en matière de maîtrise foncière nécessaire pour produire des équipements ou du logement à prix maîtrisé dans un quartier dense et historique. Ces réponses sont synthétisées dans le bilan de concertation joint en annexe.

L'ensemble des observations formulées est annexé au bilan.

Si les participants et contributeurs accueillent plutôt favorablement les orientations d'intervention sur le quartier Noailles et le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle, ils appellent toutefois de leurs vœux :

- une meilleure concertation des habitants et usagers tout au long de la mise en œuvre des projets publics programmés ;

- plus d'ambition et d'efficacité dans la mise en œuvre des politiques publiques (lutte contre l'habitat indigne, production de logements sociaux, projet de piétonisation...) ;

- pour le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle, l'association des acteurs de terrain à la définition du projet social du futur équipement et la mise en place d'un groupe de travail associant services techniques et riverains pour le site Domaine Ventre.

Ces attentes seront examinées en coordination avec les différents services compétents pour pouvoir y donner suite. Les contributions écrites des associations feront l'objet de réponses formalisées ou de temps d'échanges. Le Conseil Citoyen des 1^{er} et 6^{ème} arrondissements sera le relai des échanges à venir.

Le bilan de la concertation sera mis en ligne sur le site internet de la Soléam, concessionnaire de l'opération « Grand Centre Ville ».

Les évolutions relatives à l'avancée des études et des projets seront publiées régulièrement sur le site internet de la Soléam et des collectivités concernées et pourront donner lieu à l'organisation d'autres rendez-vous avec les habitants, associations locales et autres personnes concernées dans le cadre de temps de concertation complémentaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation publique pour le Quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle à Marseille 1^{er} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation publique pour le Quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle à Marseille 1^{er} arrondissement » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation publique pour le Quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle à Marseille 1^{er} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 024-142/18/CT

■ **Projet de renouvellement urbain d'Air Bel à Marseille 11^{ème} arrondissement - Dispositions relatives à la concertation publique**

DUFSV 18/16346/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), la Métropole a défini 8 grands secteurs pour le pilotage stratégique des futurs projets de renouvellement urbain (PRU), dont 4 sur Marseille. Le secteur «Sud – Vallée de l'Huveaune» est l'un de ces 8 secteurs, au sein duquel le Quartier Prioritaire Politique de la Ville (QPV) d'Air Bel est éligible.

La vallée de l'Huveaune, un secteur potentiel de développement économique

Parmi les territoires porteurs de développement définis au SCOT figure le territoire de projet de la vallée de l'Huveaune, couloir économique majeur de Marseille et de la Métropole, et ses deux centralités métropolitaines associées, La Valentine-Barasse et Prado-Michelet-Capelette.

Contraintes (inondations) mais également atouts (zones de loisirs...), la vallée est par ailleurs située au carrefour de grandes entités écologiques et paysagères - massifs du Garlaban, Saint Baume, St Cyr, cours d'eau de l'Huveaune - et s'ouvre au sud sur le Parc National des Calanques.

Mêlant de grands tènements voués à l'industrie lourde, puis aux centres commerciaux et aux entreprises high-techs dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, développés à côté de noyaux villageois historiques, et des zones d'habitat sur les coteaux, la vallée est un couloir de déplacement naturel depuis le centre de Marseille vers le pays d'Aubagne et de l'Etoile, accueillant toutes les infrastructures d'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

Les priorités du Contrat de Ville pour le secteur Grand Sud Huveaune :

Le territoire « Grand Sud Huveaune » présente la particularité d'une répartition très diffuse des QPV, où les difficultés urbaines et sociales sont moins lisibles car éclatées sur une multitude de micro-sites qui ne permettent pas une analyse statistique pertinente. Elles n'en sont pas pour autant moins pesantes que sur d'autres sites Marseillais en QPV.

Les interventions sur ce secteur doivent viser à :

- intégrer ces « enclaves » de précarité au fonctionnement urbain et social de la ville, en s'appuyant sur la vie associative et les dynamiques en place, en travaillant sur les parcours résidentiels, en s'appuyant sur la dynamique du NPNRU, en accompagnant les démarches de Gestion Urbaine de Proximité-GUP, en développant des réponses innovantes en matière de mobilité et en valorisant le patrimoine naturel et culturel du secteur,
- développer et faciliter l'accès des habitants aux services, en développant l'animation territoriale et la mise en réseau des acteurs, en renforçant l'accès aux droits des publics les plus fragiles et en développant le territoire autour de la lecture,
- favoriser l'épanouissement des enfants et des jeunes du territoire, en accompagnant les citoyens de demain, en favorisant la réussite éducative, en promouvant la santé et en prévenant les inégalités sociales de santé,
- connecter les quartiers prioritaires et leurs habitants à la dynamique économique du territoire, en faisant mieux bénéficier le public jeune de la dynamique économique du territoire, en renforçant l'accompagnement professionnel et le traitement des freins à l'emploi, en mobilisant les grands acteurs économiques du territoire.

Les enjeux et objectifs du projet de renouvellement urbain (PRU) du quartier Air Bel

Parmi les 13 QPV du territoire Grand Sud Huveaune, allant de la porte des Calanques dans le 9ème

arrondissement, à la Penne-sur Huveaune dans le 11ème et jusqu'aux Caillols dans le 12ème, le quartier Air-Bel a été retenu pour faire l'objet d'un NPRU.

Ce QPV, en limite Ouest du 11^{ème} arrondissement de Marseille, dans la vallée de l'Huveaune, à proximité immédiate des réseaux de transport en commun et des réseaux routiers, comprend la cité Air-Bel, ainsi que les 2 copropriétés, Bel-Ombre et la Mazenode, au sud de la cité, le long de l'A50. Il regroupe un peu moins de 6 000 habitants sur un périmètre d'environ 33 ha. Il se situe dans l'un des 6 arrondissements Marseillais dont le taux de logement social dépasse 25%, dans le quartier de la Pomme qui concentre une part importante des logements de l'arrondissement (plus de 30% sur 10% de la superficie), essentiellement en collectif (89%).

Air-Bel est positionné de façon stratégique en « entrée sur la Ville » pour tout le grand secteur « Vallée de l'Huveaune ». Le système viaire suit la vallée, mettant à proximité immédiate de la cité de grandes infrastructures routières et des réseaux de transports en commun - le tramway en particulier dessert directement Air-Bel au Nord, importante amélioration qui met, depuis 2008, la Canebière à 20 minutes. Située sur un épaulement rocheux du coteau sud, face au massif de Saint-Cyr, la cité s'est construite en 1971 sur les terrains d'anciennes Bastides (la Villa Air-Bel), posant tant bien que mal sa trame hexagonale sur une topographie qui accuse 40m de dénivelé.

C'est ainsi que, malgré son positionnement à la Pomme, proche de transports en commun importants (gare SNCF, tramway...) et de l'échangeur Florian, formant l'entrée urbaine de Marseille, Air-Bel demeure une enclave monolithique de logements locatifs sociaux, et un lieu de relégation sociale, contraint par des coupures physiques fortes et l'absence de circulations transversales, qui le tiennent à l'écart des dynamiques économiques du secteur de la vallée et qui excluent le développement de fonctions et d'activités urbaines en son cœur.

Le quartier d'Air Bel compte ainsi :

- 21 hectares, dont 16 en copropriété entre 3 bailleurs sociaux (Erilia, Logirem, Unicil),
- 1 200 logements, 100% sociaux (57 logts/ha.)
- 4 000 habitants, 50% de moins de 30 ans, 40% de chômage
- 60% de grands logements (T4 et au-delà)

Une première phase d'étude Urbaine et sociale a été menée par le GIP MRU entre 2013 et 2015, confiée au groupement Urban Act – Espacité – AD2I et LM Communiquer. Ce travail mené avec les partenaires de projet a été enrichi par des diagnostics en marchant et des rencontres avec les habitants, les représentants associatifs, les acteurs locaux.

Cette étape a permis de dresser les diagnostics, préciser les enjeux et valider des objectifs partagés

pour un PRU visant le désenclavement social et spatial de cette poche de précarité.

Dans le contexte de la dynamique de développement urbain de la Vallée de l'Huveaune, l'objectif à Air-Bel est bien de conforter un secteur résidentiel, bien relié aux pôles d'échanges et de transports favorisant les déplacements vers l'emploi, les équipements, les services ou les espaces naturels de proximité :

- Les enjeux de l'intervention sur l'habitat : requalifier pour maîtriser des charges dans le bâti existant et diversifier, dans les formes, les statuts, le peuplement, pour redonner une attractivité au site.
- La vocation résidentielle du secteur : à conforter et faire évoluer la composition de l'habitat vers une diversité de produits
- Les enjeux des travaux d'aménagement : créer des continuités publiques et une perméabilité avec l'environnement, des espaces publics de qualité, qui favorisent les flux et les mobilités vers l'activité, les services ou les commerces aux abords du quartier.

Modalités de la concertation

1. Les étapes réalisées

Dès la phase diagnostic en 2014, des démarches ont été initiées pour associer les acteurs locaux et les habitants au projet, dans le cadre d'ateliers et de diagnostics en marchant, avec l'équipe d'urbanistes, et en s'appuyant sur les « rencontres locales » animées par la Politique de la Ville et le Centre Social, et sur les Conseils Citoyens à partir de 2016.

Fin 2016, une mission a été confiée par le GIP-MRU à l'Association Robins des Villes, pour favoriser la participation des habitants, en leur permettant de s'exprimer et de participer en confiance à la réflexion urbaine et architecturale sur le projet, et aux changements qui vont s'opérer sur leur quartier. L'organisation et l'animation d'ateliers dans ce cadre a permis d'ores et déjà la formalisation d'un « cahier de propositions habitantes », sur le projet urbain, et l'expression d'attentes en termes de local du projet et de travaux sur la mémoire du quartier, qui ont été transmis au porteur de projet.

Aujourd'hui, conformément au protocole NPNRU, une phase complémentaire d'études est engagée par le GIP-MRU, pour finaliser un plan guide, dans l'objectif de formalisation d'une convention de Renouvellement Urbain avec l'ANRU.

Il convient donc de poursuivre le processus de concertation et d'échanges dans le cadre de la loi

ALUR qui a étendu la concertation réglementaire aux opérations de renouvellement urbain.

2. Les modalités de la concertation réglementaire proposées

La présente concertation réglementaire s'inscrit dans la continuité du dialogue déjà engagé. Elle s'inscrit également dans le cadre plus global de la co-construction des contrats de ville promue par la loi LAMY

n° 2014-17. Depuis la préparation du contrat de ville en 2015, des rencontres sont tenues dans chaque quartier en politique de la ville avec les structures locales et des groupes d'habitants qui ont permis de faire émerger les Projets de territoire, sous le pilotage des Equipes Politique de la Ville de la Métropole qui en assure le suivi.

Avant contractualisation de la convention territoriale ANRU pour Air Bel, les modalités de la concertation proposées sont les suivantes :

- des permanences techniques sur site, avec les partenaires du projet, pour mettre à disposition des documents de présentation des études, apporter des explications et répondre aux questions du public. Le calendrier de ces permanences sera affiché dans les lieux publics sur site, et en mairie de secteur. Un registre sera mis à disposition des administrés pour inscrire leurs remarques sur le projet,
- des réunions avec le Conseil Citoyens et les Associations de locataires, pour relayer l'information et recueillir les remarques des habitants et usagers,
- une réunion publique de présentation du projet et des opérations programmées dans le cadre de la Convention. Cette réunion sera portée à la connaissance du public par un avis publié dans un journal local et affiché en Mairie de secteur.

Les documents de présentation pourront être complétés en tant que de besoin au fur et à mesure de l'avancée des études, et des présentations complémentaires au public programmées.

Les habitants seront informés de la concertation et de ses différentes modalités via un avis administratif affiché à la Mairie de Secteur, en Mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et consultable en ligne sur le site Internet du GIP Marseille Rénovation Urbaine

Un bilan de cette concertation sera soumis à l'approbation du Conseil de Métropole avant approbation de la convention territoriale ANRU pour Air Bel.

Une synthèse du bilan de la concertation, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet, sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'article L 103-2 du code de l'urbanisme ;
- L'accord de l'ANRU en Comité d'Engagement de l'ANRU le 16 décembre 2016 ;
- L'accord de la Ville de Marseille par délibération du 16 octobre 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 approuvant le protocole de préfiguration des projets de Renouveau Urbain cofinancés par l'ANRU dans le cadre du NPNRU pour Marseille ;
- La signature du protocole de préfiguration pour le NPNRU le 21 décembre 2017 .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est portée candidate au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) dont le cadre est posé par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dite loi Lamy, votée le 21 février 2014. Le quartier Air-Bel à Marseille, dans le 11^{ème} arrondissement, a été retenu pour la mise en œuvre d'un programme de renouvellement urbain d'intérêt national lors du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) du 15 décembre 2014 ;
- Que conformément au nouveau cadre réglementaire issu de la loi ALUR (24 mars 2014), les projets de renouvellement urbain doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec les habitants pendant toute la durée de l'élaboration du projet en application de l'article L 103-2 du code de l'urbanisme. L'objet de cette délibération est de préciser les objectifs poursuivis par le projet et les modalités de la concertation réglementaire relative au projet de renouvellement urbain du quartier Air Bel à Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'objectif d'élaborer un projet de renouvellement urbain du quartier Air-Bel à Marseille 11^{ème} arrondissement dans la perspective de signer une convention PRU avec l'ANRU et selon les objectifs précisés dans le présent rapport.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de la concertation préalable précisées par le présent rapport, conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 025-143/18/CT

**■ Approbation de la programmation 2018 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence et des subventions afférentes
DGDU 18/16359/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N°2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé début octobre 2017 par le conseil de territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets associatifs ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 23 mars 2018 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des représentants des conseils citoyens et des autres partenaires.

La participation de la Métropole correspond au financement de 537 actions pour un total de 3 220 050 euros:

- 7 actions concernent la commune de La Ciotat pour un montant de 68 040 euros,
- 519 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 3 094 510 euros,
- 7 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 38 000 euros,
- 5 actions concernent la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 20 000 euros.

Sur les 519 actions concernant la commune de Marseille, 48 actions correspondent à des projets mis en œuvre par des gestionnaires de Maisons Pour Tous (MPT) dont le porteur pourrait changer d'ici mai 2018 dans le cadre des nouveaux contrats de Délégations de Service Public des MPT de la Ville de Marseille. Le financement de la Métropole sur ces actions est de 190 895 euros qui seront proposés au vote d'un prochain Conseil et attribués aux nouveaux opérateurs des MPT.

La participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence votée à ce présent conseil couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence pour un montant global de 3 029 155 euros (489 actions) qui se répartissent comme suit:

- 116 actions pour un montant de 700 390 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 37 actions pour un montant de 260 850 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».
- 6 actions pour un montant de 18 875 euros qui ont pour objectif d'assurer une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires et qui contribue à la remise en mouvement des parcours résidentiels des ménages.
- 14 actions pour un montant de 119 679 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 5 actions pour un montant de 43 900 euros qui ont pour objectif le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire.
- 230 actions pour un montant de 1 343 901 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 38 actions pour un montant de 219 310 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 43 actions pour un montant de 322 250 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers

prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

En complément de l'appel à projet 2018 de la Politique de la Ville et dans le respect des engagements du Contrat de Ville Marseille-Provence 2015-2020 et du cadre national de fonctionnement des Conseils Citoyens, des subventions peuvent être accordées par la Métropole à ces instances créées sur le territoire Marseille Provence, pour leur fonctionnement ou pour des projets spécifiques qu'elles souhaiteraient conduire. Les demandes de subvention devront être présentées par une association porteuse ou membre du Conseil Citoyen, ces projets feront l'objet d'un conventionnement spécifique.

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 3 220 050 euros. Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les associations qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification

- Pour les associations qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé à l'association dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par l'association avant le 30 juin 2019 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2019 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les associations qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces

administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 septembre 2018.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 23 mars 2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 489 projets associatifs émergeant de l'appel à projet Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en octobre 2018 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 23 mars 2018 rassemblant l'ensemble des partenaires.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 3 029 155 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 026-144/18/CT

■ Demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville

**Information du Conseil de Territoire
DGDU 18/16360/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville. Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique.

Le Contrat de Ville constitue le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Contrat de Ville a pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales (Conseil régional PACA et Conseil départemental des Bouches-du-Rhône), les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre du Contrat de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel du Contrat de Ville et d'un dispositif spécifique de la Politique de la Ville, l'Atelier Santé Ville (ASV).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2017, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole étaient arrêtés pour une enveloppe globale de 1 028 203 euros.

Par courrier du 22 février 2018, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 923 093 euros pour l'année 2018.

Conformément au courrier du Préfet de novembre 2015, les crédits de fonctionnement subissent à nouveau une baisse de 2% de l'enveloppe globale par rapport à l'année 2017 en faveur du contrat de ville.

Les crédits alloués au titre des crédits de fonctionnement sont répartis comme suit :

- Contrat de Ville : 773 093 euros
- Atelier Santé Ville : 150 000 euros

La Métropole doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions et à signer les conventions correspondantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur la notification des crédits Politique de la Ville de l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le territoire Marseille Provence .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport portant sur la demande de subvention auprès de l'Etat.

VU 027-145/18/CT■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat - Approbation de l'avenant n°1 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n°1 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022

Information du Conseil de Territoire DHCS 18/16305/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

L'année 2017 a donc été la première année de mise en œuvre de cette compétence.

1. Bilan 2017 de la délégation de compétence

1.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2017 étaient les suivants :

5 000 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 315 logements.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 000 logements PLUS
- 1 250 logements PLAI
- 1 750 logements PLS

Les financements et agréments 2017 représentent **4 097 logements sociaux financés**, dont 1 365 PLUS, 1 110 PLAI, 1 622 PLS

Dans le détail, les 4 097 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 365 PLUS familiaux
- 1 110 PLAI, dont 689 PLAI familiaux et 421 PLAI en résidences sociales
- 1 622 PLS, dont 1 246 PLS familiaux, 296 PLS destinés à du logement étudiant et 80 PLS en logements-foyers destinés à des personnes âgées

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 11 175 600 euros. 10 540 400 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 635 200 euros.

1.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2017 étaient les suivants :

- 932 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 64 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 674 logements au titre de la précarité énergétique
- 194 logements au titre de l'autonomie
- 137 logements de propriétaires bailleurs
- 766 logements en copropriété fragile
- le traitement de copropriétés en difficultés

Pour 2017, ont été subventionnés :

- 609 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 44 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 298 logements au titre de la précarité énergétique
 - 267 logements au titre de l'autonomie
- 167 logements de propriétaires bailleurs, dont

- 40 logements à loyer conventionné très social
 - 90 logements à loyer conventionné social
 - 37 logements à loyer intermédiaire
- soit un total de 776 logements subventionnés
- ainsi que des travaux simples de confortement d'un mur porteur au sein d'une copropriété de 500 logements.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 10 508 875 euros. Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 834 399 euros.

2. Objectifs 2018 de la délégation de compétence

2.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2018 sont les suivants :

Un objectif de base de 4 800 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 1 413 logements.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 100 logements PLUS
- 1 500 logements PLAI
- 1 200 logements PLS

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 14 700 000 euros (18 267 200 euros si réalisation de la tranche complémentaire).

Une enveloppe régionale complémentaire de 2 713 103 euros, spécifique aux opérations d'acquisition-amélioration, peut également être mobilisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

2.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2018 sont les suivants :

- 875 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 79 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 597 logements au titre de la précarité énergétique
- 199 logements au titre de l'autonomie
- 119 logements de propriétaires bailleurs
- 286 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 280 logements.

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 10 711 852 euros.

Des objectifs complémentaires sont également fixés, qui seront pris en compte dans le cadre d'une dotation en réserve régionale :

- 8 logements de propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 531 logements en copropriétés en difficulté (aide aux syndicats de copropriétaires)

Ce qui porterait le total de logements à 1 819.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Afin de prendre en compte les objectifs 2018 et les adaptations réglementaires, il convient aujourd'hui d'approuver l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 et l'avenant n°1 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte

contre l'exclusion notamment son article 28 ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 en date du 20 juillet 2017 ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 21 février 2018 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2018 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires 2018 .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat – Approbation de l'avenant n°1 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n°1 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022 ».

VU 028-146/18/CT

■ Attribution de subventions pour des baux à réhabilitation et approbation de conventions DHCS 18/16307/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Issue d'une proposition faite dans le cadre des Etats Généraux du Logement pour la préparation du deuxième Programme Local de l'Habitat 2012-2018, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 29 juin 2012, la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

Ce dispositif permet à un opérateur de réhabiliter un logement ou un immeuble d'habitation, d'en assurer la gestion, et de le restituer à son propriétaire à la fin du bail, en bon état.

Le bail à réhabilitation peut s'adresser :

- à des propriétaires occupants qui n'arrivent plus à faire face aux travaux à réaliser dans leurs logements.
- à des propriétaires bailleurs qui souhaitent faire réhabiliter leur patrimoine sans en assurer la gestion (particuliers, associations, autres établissements...),
- aux communes propriétaires de logements. Le patrimoine communal peut être confié à un opérateur qui fait les travaux nécessaires, les conventionne avec l'Anah et les gère pour la durée du bail à réhabilitation.

Dans tous les cas, il donne lieu à loyer conventionné ouvrant droit à l'Aide Personnalisée au Logement (APL) pour des occupants dont les ressources sont plafonnées.

Le bail à réhabilitation peut être conclu par un opérateur agréé par l'Etat pour assurer la maîtrise d'ouvrage de logements. Celui-ci s'engage à prendre le logement à bail pendant une durée minimale de douze ans, à réaliser des travaux, et à le rendre libre d'occupation et en bon état à la fin du bail, une proposition étant faite au locataire trois mois avant l'expiration du bail pour la location d'un logement

équivalent (à moins que le propriétaire ne souhaite poursuivre la location).

L'opérateur devient titulaire d'un droit réel immobilier et acquitte donc la taxe foncière pendant la durée du bail.

Le soutien financier apporté par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la mise en œuvre de baux à réhabilitation sur le territoire Marseille Provence répond à quatre objectifs :

- améliorer les logements vétustes ou insalubres,
- développer l'offre de logements à loyers maîtrisés dans le parc privé et ainsi améliorer l'insertion de ces logements par la réalisation de petites opérations,
- soutenir les communes de Marseille Provence dans l'amélioration de leur patrimoine.

La nature et le montant de l'aide apportée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au bail à réhabilitation sur le territoire Marseille Provence s'appuient sur la réglementation de l'Anah, qui précise les conditions de recevabilité des demandes et la qualité des travaux éligibles à ses subventions.

La Métropole Aix-Marseille-Provence verse à l'opérateur par logement pris en bail à réhabilitation une subvention de 20% du coût des travaux subventionnables par l'Anah plafonnée à 10 000 euros.

Chaque subvention allouée à une opération fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat, soumise au Conseil de Métropole.

Les aides proposées selon ces critères à l'approbation de ce Conseil sont décrites dans le tableau ci-annexé. Elles correspondent aux opérations ci-dessous :

- La Ville de Marignane confie pour 50 ans à SOLIHA Provence la gestion et la réhabilitation d'un immeuble situé dans le centre ancien : 2 rue CAZEAUX – deux logements à loyer très social
- Un propriétaire occupant confie pour 20 ans à SOLIHA Provence la gestion et la réhabilitation de son appartement situé Résidence « Plein soleil », 77 boulevard Plombières 13003 Marseille qui devient un logement à loyer très social. Ce propriétaire aux ressources très modestes devient locataire de son logement et pourra percevoir les APL de la CAF.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, a approuvé lors de ses commissions locales d'amélioration de l'habitat l'octroi de subventions de l'Anah pour la réhabilitation et le conventionnement très social de ces deux opérations.

Il convient d'approuver les subventions sur fonds propres de la Métropole Aix-Marseille-Provence allouées à SOLIHA Provence telles que précisées dans le tableau annexé, et les conventions de financement et de partenariat présentées en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération RNOV 003-095/12/CC du Conseil de Communauté du 12 février 2012 relative à la création d'une autorisation de programme du dispositif de soutien au bail à réhabilitation ;
- La délibération RNOV 002-431/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 relative à la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de ce dispositif qui permet de favoriser la réhabilitation de logements dégradés, de contribuer à la requalification

du parc privé et de développer l'offre de logements locatifs conventionnés à loyers très sociaux.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions accordées par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur fonds propres aux baux à réhabilitation pour les opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant de ces aides s'élève à 30 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions de financement et de partenariat ci-annexées avec SOLIHA Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer ces conventions de financement et de partenariat.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : - Sous-politique D110 – opération 2012101500 – Chapitre 4581121015.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 029-147/18/CT

■ Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - Attribution de subventions aux propriétaires privés

DHCS 18/16308/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » du territoire Marseille Provence sont :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence de deux primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

- Une prime « Habiter Mieux » valorisant les travaux générant un gain énergétique important, qui correspond à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, en lien avec le Plan Climat. Elle vise à inciter les propriétaires occupants aux revenus modestes à réaliser des travaux d'ampleur permettant un gain énergétique supérieur à 25 % et par conséquent, une baisse des charges et des consommations énergétiques ;
- Une prime « de réduction de loyer » valorisant la mise en place de loyers sociaux, qui correspond à l'objectif du PLH de production de logements locatifs sociaux. Elle vise à inciter les propriétaires bailleurs

à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la Caisse d'Allocations Familiales. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune pendant la durée de la convention.

Chaque prime accordée est adossée aux aides de l'Anah, qu'elle complète et majore.

Signataire de la convention de PIG « Habiter Mieux », la Région apporte des primes complémentaires à celles de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Aides aux propriétaires occupants très modestes :
 - Prime pour travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées ;
 - Prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50% d'économie d'énergie
 - Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 64 kW hep/m².an)

- Aides aux propriétaires bailleurs de logements conventionnés sociaux et très sociaux : l'aide régionale s'élève à hauteur de 50 % de la prime de réduction de loyer mobilisée par la Métropole et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- Prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé
- Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 64 kW hep/m².an)

L'animation du dispositif a été confiée par appel d'offres à 4 prestataires : Soliha, ETH, ADRIM, Urbanis, qui couvrent ainsi l'ensemble du territoire Marseille Provence.

Le demandeur est aidé dans toutes ses démarches par l'opérateur du PIG agissant sur le territoire où se trouve le logement. Celui-ci vérifie les critères d'éligibilité et la performance énergétique atteinte après travaux ou l'application du loyer social ou très social après travaux.

Les demandes de primes faites auprès de la Métropole et de la Région sont instruites sur la base de tableaux fournis par les équipes d'animation du PIG, synthétisant le nom et le prénom des bénéficiaires, leur statut (bailleur ou occupant), l'adresse des travaux, la typologie du logement, la surface habitable et le type de loyer de sortie pour les logements locatifs, la nature des travaux réalisés et le montant des travaux, le montant des subventions et primes de l'Anah, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région PACA, et autres financeurs s'il y a lieu.

Il est proposé de subventionner 162 propriétaires pour un total de 210 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 93 primes répondent à l'objectif de performance énergétique ;
- 46 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 27 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole s'élève à 347 025 euros dont 123 782 euros de subventions sur fonds propres et 223 243 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 2,9 millions d'euros qui génèrent un montant de travaux global de 5,1 millions d'euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;

- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux ».

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions aux propriétaires dont les listes sont jointes en annexe, pour un montant de 347 025 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 347 025 euros, Sous politique E110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 20422 Fonction 52 au sein de l'opération 2018104600 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 1382.

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 223 243 euros tel que précisé dans l'annexe.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 030-148/18/CT

■ Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat DHCS 18/16326/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée au 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence sont les suivants :

- développer et mieux répartir l'offre de logements sociaux, en accélérant le rattrapage pour atteindre 20 % de logements sociaux par rapport à l'ensemble des résidences principales sur chaque commune hors Marseille et chaque secteur de Marseille,
- soutenir les acquisitions-améliorations de logements sociaux dans l'habitat existant, afin de maintenir sur place une population fragile dans des conditions d'habitat améliorées et d'élargir les possibilités de relogement en intervenant sur le diffus, et faciliter, lorsque nécessaire, la mise en œuvre de travaux importants de réhabilitation

Les aides directes concernent les logements PLUS et PLAI (hors ANRU). Pour les opérations programmées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre jusqu'à fin 2017, elles se déclinent de la façon suivante :

- Pour les logements neufs :
Subvention au titre du rééquilibrage de l'offre de logements sociaux : 3 000 euros par logement pour les communes, et les secteurs de Marseille, qui sont en dessous du seuil des 20%.

- Pour les logements en acquisition-amélioration :
Subvention pour soutenir les opérations d'acquisition-amélioration : 3 000 euros par logement.
Cette subvention est majorée pour les opérations nécessitant les travaux les plus importants. Les critères de modulation s'appuient sur le coût des travaux au m² de surface utile (SU) :

Catégorie 1

Travaux < 500 € HT au m² SU

Aide de 3 000 € / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 2

Travaux de 500 à < 1000 € HT au m² SU

Aide de 7 000 € / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 3

Travaux de 1000 à <1500 € HT au m² SU

Aide de 12 000 € /logement PLUS ou PLAI

Catégorie 4

Travaux à partir de 1 500 € HT au m² SU

Aide de 18 000 € / logement PLUS ou PLAI

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport :

- d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles au titre de la programmation 2017 des logements locatifs sociaux sur le territoire de Marseille Provence dans le cadre de la délégation des aides à la pierre confiée par l'Etat à la Métropole et d'approuver les conventions afférentes :
Elles s'élèvent au montant total de 2 328 000 euros pour 20 opérations représentant 635 logements, et se décomposent de la façon suivante :
 - 1 764 000 euros pour les logements neufs au titre du rééquilibrage,
 - 564 000 euros pour les logements en acquisition-amélioration,
- d'allouer une aide directe d'un montant de 54 000 euros à l'opération de LOGIREM « Figuière », éligible au titre de la programmation 2015 des logements locatifs

sociaux sur le territoire de Marseille Provence et d'approuver la convention afférente. Cette opération ayant connu des difficultés de montage, la subvention n'avait pu être proposée au vote auparavant, elle est aujourd'hui en cours de réalisation.

- d'approuver un avenant à la convention de partenariat et de financement n°16/0053 relative à l'opération d'UNICIL « Le Domaine des Cyprès » à Allauch, afin de modifier le numéro et la typologie d'un logement réservé en contrepartie de la subvention.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans le tableau annexé.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;

- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole HPV 008-1617/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 201 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient, pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence, d'attribuer des aides directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Que les priorités retenues pour attribuer ces aides sont le développement et la meilleure répartition de l'offre de logements sociaux ainsi que le soutien aux acquisitions-améliorations ;
- Qu'il convient également d'approuver un avenant à une convention de partenariat et de financement existante pour modifier le numéro et la typologie d'un logement réservé .

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social pour les 21 opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant total de ces aides s'élève à 2 382 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant à la convention de partenariat et de financement n°16/0053 afin de modifier le numéro et la typologie du logement réservé.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les conventions et avenant afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire 2018 du Territoire : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 031-149/18/CT■ Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence DHCS 18/16320/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, a signé une convention de partenariat et de financement avec l'association Handitoit Provence.

Dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2018, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole entendait répondre aux besoins en logements et en structures d'accueil pour les personnes handicapées en favorisant une politique d'amélioration et de création de logements adaptés dans le secteur public et privé. Le partenariat engagé avec l'association Handitoit Provence a été un des leviers identifiés à cet effet.

L'association Handitoit Provence a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne et en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

Ainsi, en lien avec les acteurs institutionnels en charge de la politique en faveur des personnes handicapées, et notamment la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Bouches du Rhône :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégataire des aides publiques en faveur de l'habitat, associe Handitoit Provence, sur le territoire Marseille Provence, au repérage des programmes de logements sociaux neufs et à la concertation avec les bailleurs pour la création d'une offre locative adaptée, ainsi qu'à la sensibilisation des propriétaires bailleurs privés sur les aides disponibles auprès de l'Anah,
- l'association Handitoit Provence, quant à elle, s'engage, dans le cadre de la plateforme du logement adapté, à repérer la demande en logements émanant de personnes handicapées, la faire connaître et apporter son expérience technique pour la conception et la réalisation de logements adaptés.

Dans ce cadre, en 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a contribué à hauteur de 10 000 euros à l'action d'Handitoit Provence.

En ce qui concerne le bilan de l'année écoulée, Handitoit est partenaire de 17 bailleurs sociaux présents sur le territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de ces conventions, 40 logements accessibles et adaptés ont été livrés à Gignac-la-Nerthe, Marignane, Sausset-les-Pins et Marseille. L'association Handitoit Provence a également été sollicitée pour la relocation de 8 logements adaptés dans le parc existant. Ce sont donc 48 ménages qui ont obtenu un logement adapté sur le territoire de Marseille Provence.

L'association participe à la réalisation de 67 logements accessibles et adaptés actuellement en projet dans différents programmes de logements sociaux qui seront livrés principalement en 2018-2019.

L'identification de la demande se poursuit grâce au réseau que l'association Handitoit a construit et entretient avec différents partenaires tels que les centres de rééducation fonctionnelle, les centres hospitaliers, les Centres Communaux d'Action Sociale, les Maisons Départementales de la Solidarité, la Maison Départementale des Personnes Handicapées, les associations de personnes handicapées et d'aide à la personne....

La demande identifiée fin 2017 sur le territoire Marseille Provence s'élève à 533 ménages en recherche de logement accessible et adapté (dont 35% de personnes seules et 46% de personnes utilisant un fauteuil roulant).

Ce partenariat n'est pas la seule action habitat engagée par l'EPCI sur le territoire Marseille Provence vis-à-vis du public handicapé. Avec la délégation des aides à la pierre, en 2017, 169 logements de propriétaires occupants ont bénéficié d'aides aux travaux d'adaptation au titre du handicap ou du maintien à domicile versées par l'Anah (subventions de 703 936 euros).

De plus, par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui vise notamment à développer l'offre de logements adaptés, et à accompagner la prise en compte des besoins en logements des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie dans leur politique locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap.

Au vu de ce bilan, et de la demande de l'association pour l'année 2018, il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'accorder une subvention de 10 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action de « plateforme régionale du logement adapté » sur le territoire Marseille Provence, et la signature d'une convention d'objectifs pour l'année 2018.

Dans le cadre de la plate-forme du logement adapté, l'association réalisera les actions suivantes :

- réalisation d'actions de sensibilisation auprès du réseau associatif, du secteur sanitaire et médico-social pour identifier les personnes handicapées mal logées (réunions d'information, diffusion de plaquettes auprès du grand public lors de manifestation),
- information du public sur la plate-forme du logement adapté (accueil téléphonique, diffusion des offres de logements adaptés),
- mobilisation des acteurs du logement pour mettre en relation ce public avec les offres de logements adaptés proposées,

- mise en place de partenariat avec les bailleurs sociaux pour favoriser la création de logements adaptés, notamment avec la diffusion d'un cahier de préconisation
- mise en œuvre d'actions pour promouvoir le droit au logement et à la vie autonome des personnes en situation de handicap auprès des collectivités locales et des acteurs de l'habitat

Cette subvention est attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération RNOV 006-2331/10/CC du 1^{er} octobre 2010 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association Handitoit Provence signée le 16 décembre 2010 ;
- La délibération DEVT 011-2971/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie ;

- La demande de subvention faite par l'association Handitoit Provence en date du 31 octobre 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'action engagée par l'association Handitoit Provence permet de contribuer aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée une subvention d'un montant de 10 000 euros au titre de l'année 2018 à l'association Handitoit Provence pour son action de plateforme régionale du logement adapté sur le territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectif sur le territoire Marseille Provence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Handitoit Provence pour l'année 2018.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer cette convention d'objectif.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrit dans l'Etat Spécial de Territoire 2018 du Territoire Marseille Provence nature 65748 fonction 552 sous-politique D110.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Commission "Proximité"

**PROX 001-150/18/CT■ Approbation d'une convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modification du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - section Chemin du Vallon de Toulouse-Saint Marguerite à Marseille 9ème et 10ème arrondissements
DIFRA 18/16289/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS).

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain

Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment GRDF, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par GRDF dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

La réalisation du BUS nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, GRDF doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux de réseaux préalables, indispensables aux travaux de voirie du Boulevard Urbain Sud, est portée par GRDF.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant la réalisation d'une première phase de travaux entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, une première convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF sur cette section du BUS (phase 1) a été approuvée lors de la séance du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole notifiée le 1^{er} février 2018 sous le numéro 18-0066.

Les travaux du Boulevard Urbain Sud devant se poursuivre sur la section entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite (phase 2), les parties ont décidé de conclure la présente convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF. Cette convention ne porte que sur la section «Chemin du Vallon de Toulouse/Boulevard Sainte Marguerite» du BUS et les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Le coût total des travaux de réseaux de distribution publique de gaz naturel sur la section «Chemin du Vallon de Toulouse/Boulevard Sainte Marguerite» du

BUS est évalué à 93 720 euros HT. Ces travaux étant des travaux de dévoiement induits par la création du BUS, ils sont pris en charge par la Métropole.

En revanche, GRDF supporte la charge financière des études de réseaux correspondantes à hauteur de 6 904 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite, il est nécessaire que GRDF dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique de gaz naturel ;
- Que la maîtrise d'ouvrage de ces travaux sur le réseau de gaz est portée par GRDF ;
- Qu'il convient de rembourser GRDF de la part des travaux pour un montant total de 93 720 euros HT.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec GRDF relative à la réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, dans le cadre des travaux de la section « Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite » du projet du Boulevard Urbain Sud, à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Le montant à la charge de la Métropole est de 93 720 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 4581151084 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311 – Budget Territoire.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 002-151/18/CT

■ **Approbation d'une convention relative aux études de dévoiement et de modification du réseau de distribution publique du gaz naturel GRDF dans le cadre des travaux de requalification de la Rocade du Jarret - Section boulevard de la Blancarde - avenue de la Timone à Marseille 4ème, 5ème et 10ème arrondissements**
DIFRA 18/16292/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret.

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de par sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit surpassant la seule desserte de la ville de Marseille et assurant la jonction entre les territoires situés de part et d'autre de la Ville. Cet axe majeur devrait voir son trafic diminuer significativement, à la mise en service de la Rocade L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité du tracé du projet de requalification de la rocade du Jarret.

Les concessionnaires, et notamment GRDF, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet de requalification ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des déviements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par GRDF dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de requalification.

La requalification de la rocade du Jarret nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, GRDF doit réaliser les études relatives aux déviements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du déplacement du réseau de distribution publique de gaz naturel sont portées par GRDF.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a phasé les travaux de requalification de la rocade du Jarret en cinq sections identifiées en tranche ferme et en tranches optionnelles :

- *Tranche Ferme (Section 1) : du boulevard Chave à l'avenue de la Timone,*
- *Tranche Optionnelle 1 (Section 2) : du boulevard de la Blancarde au boulevard Chave,*
- *Tranche Optionnelle 2 (Section 3) : de la rue Roche au boulevard de la Blancarde,*
- *Tranche Optionnelle 3 (Sections 4 & 5) : de St Just à la rue Roche et de l'Avenue de la Timone à la place de Pologne.*

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant le démarrage des travaux du Jarret par les sections 1 et 2, la présente convention ne porte que sur les sections 1 et 2 du projet. Les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Le coût total des travaux de réseaux de distribution publique de gaz naturel correspondant est évalué à 80 008 euros HT. Ces travaux étant des travaux induits par le projet de requalification de la rocade du Jarret, ils sont pris en charge par la Métropole.

En revanche, GRDF supporte la charge financière des études de réseaux correspondantes à hauteur de 6 286 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au C.T.MP.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements) sur les sections, comprises entre le boulevard Chave et l'avenue de la Timone, et entre le boulevard de la Blancarde et le boulevard Chave, il est nécessaire que GRDF dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique de gaz naturel ;
- Que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux sur le réseau de gaz sont portées par GRDF ;
- Qu'il convient de rembourser GRDF de la part des travaux pour un montant total de 80 008 euros HT.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec GRDF relative à la réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, dans le cadre des travaux de requalification de la Rocade du Jarret entre « le boulevard Chave et l'avenue de la Timone » et entre « le boulevard de la Blancarde et le boulevard Chave », à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).
Le montant à la charge de la Métropole est de 80 008 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108500 - Nature : 4581151035 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311 – Budget Territoire.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 003-152/18/CT

■ Approbation de la convention avec GRDF relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modification de distribution publique de gaz naturel relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements DIFRA 18/16316/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initié dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

Toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic attendu avec la mise en service future de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud, qui, avec la rocade du Jarret, constituait l'un des deux grands axes de transit en centre-ville.

Ainsi, par délibération VOI 001-710/16/CC en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1 300 mètres, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

La maîtrise d'œuvre de la requalification du Cours Lieutaud est assurée depuis septembre 2017 par le groupement TANGRAM Architectes (Mandataire) / ARTELIA Ville & Transport / Philippe DONJERKOVIC / LATERALE.

Dans le cadre de ce projet, il s'avère nécessaire de procéder au déplacement de quelques réseaux de gaz enterrés, afin de les rendre compatibles avec les plantations d'arbres envisagées.

Il convient par conséquent de conclure une convention avec GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (GRDF) afin de fixer les modalités techniques et financières de réalisation des travaux de déplacement des réseaux concernés.

Le projet d'aménagement du Cours Lieutaud conduit à dévier des canalisations de gaz sur deux sections :

- Entre la rue Bel Air et la rue du Commandant Imhaus : déplacement de 230 mètres de réseau et reprise de deux antennes de réseaux de desserte ;
- Au niveau du Bd Théodore Turner : abandon de 80 mètres de réseau et reprise de deux maillages de réseaux de desserte.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux, préalables indispensables aux travaux de voirie, est portée par GRDF.

Le montant de ces déviations de réseaux à charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 194 383 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établi la convention ci annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016, du Conseil de la Métropole, approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole, approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements), le déplacement de certains réseaux de gaz s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de déplacement de réseaux correspondante avec GrDF.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel dans le cadre de la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Le montant à la charge de la Métropole est de 194 383 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal – Territoire Marseille, rattachée au programme 08 GEI hors projets spécifiques – Code AP 171082BP sur la Nature : 4581131081 - Fonction : 851 - Numéro d'opération : 2017103600 - Sous-Politique : C311

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 004-153/18/CT

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique passée avec la Ville de Marseille, pour la requalification de la rue Paradis entre la place Estrangin et la Canebière à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements**

DIFRA 18/16295/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan « Ambition Centre-Ville », la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé par délibération VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015, le principe de la requalification de la partie basse de la Rue Paradis, axe commercial emblématique du centre-ville.

Cette requalification de la rue Paradis a fait l'objet d'une inauguration le 2 décembre en présence de la Présidente du Conseil Départemental, du Président de la Métropole, du Président du Conseil de Territoire et des Maires de Secteur.

Pour menée à bien cette opération, par délibération VOI 003-1726/17/BM en date du 30 mars 2017, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole pour l'opération de requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la place Estrangin et la Canebière (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Cette convention présentait les ouvrages et équipements relevant de la compétence de la Ville de Marseille que, pour des raisons d'efficacité technique et financière, la Métropole allait réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage et dont les coûts de travaux seraient remboursés par la Commune.

A ce titre, les montants prévisionnels de chaque catégorie d'ouvrage étaient indiqués dans la convention.

L'article 8 de la convention stipule qu'en cas d'augmentation de ce montant prévisionnel, un avenant à la convention doit être conclu de sorte à ce que la participation financière de la Commune soit ajustée au coût réel des travaux exécutés et facturés, révision de prix comprise.

Le tableau suivant montre l'évolution des montants de chaque catégorie d'ouvrage concerné par la convention n°17/0436 :

| | Montant prévisionnel | | Montant définitif | |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Montant € HT | Montant € TTC | Montant € HT | Montant € TTC |
| Eclairage public | 5 970,00 | 7 164,00 | 14 062,75 | 16 875,30 |
| Vidéo-protection / vidéo-verbalisation et équipements multimédia | 36 771,85 | 44 126,22 | 66 813,70 | 80 176,44 |
| Stationnement intelligent | 71 459,00 | 85 750,80 | 74 264,60 | 89 117,52 |
| Réseau de lutte contre l'incendie | 4 500,00 | 5 400,00 | 5 625,00 | 6 750,00 |
| Révision des prix | 0,00 | 0,00 | 2 518,00 | 3 021,60 |
| Total | 118 700,85 | 142 441,02 | 163 284,05 | 195 940,86 |

La participation financière définitive de la ville de Marseille en faveur de la Métropole s'établit donc à 195 940,86 euros TTC au lieu de 142 441,02 euros TTC prévus initialement.

Il convient par conséquent de conclure un avenant à la convention n°17/0436.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 003-1723/17/BM du 30 mars 2017 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour l'opération de requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la place Estrangin et la Canebière.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le coût définitif des travaux relevant de la compétence de la Ville de Marseille est en augmentation par rapport au coût prévisionnel ;
- Que l'article 8 de la convention n°17/0436 prévoit qu'en ce cas un avenant doit être conclu afin que le remboursement à la Métropole soit ajusté en conséquence.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/0436 de maîtrise d'ouvrage unique, ci annexé, conclu avec la ville de Marseille pour l'opération de requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la Place Estrangin et la Canebière (1er et 6ème arrondissements).

Article 2 :

Les recettes seront constatées aux budgets 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature : 4582 pour compte de tiers - Fonction : 811 - Numéro d'opération : 2015108200 - Sous-politique : C311

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le dit avenant.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 005-154/18/CT■ Approbation d'une convention avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic préventive dans le cadre de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat
DIFRA 18/16319/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la continuité des aménagements réalisés sur l'avenue du président Wilson et le boulevard Anatole France, la ville de La Ciotat a souhaité poursuivre la mise en valeur de sa façade maritime, en engageant la requalification de la promenade du Port-Vieux.

Sur ce territoire stratégique situé à l'articulation de la ville et des chantiers navals, le projet de requalification doit permettre de mettre en valeur le Port-Vieux, par l'aménagement d'un espace public propice à la promenade en cohérence avec le programme de restructuration urbaine déjà engagé dans le centre ancien.

Ce projet permettra de mettre en valeur le Port-Vieux par l'aménagement d'un espace public propice à la promenade, et de retrouver des espaces de qualité comme lieux de vie autour du port,

Le projet étant situé dans l'emprise du domaine public maritime relevant du Département des Bouches-du-Rhône, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à réaliser les travaux de requalification de la promenade.

Les principes de requalification sont notamment les suivants :

- Renforcer l'attractivité touristique du centre-ville et poursuivre la requalification des espaces publics du centre ancien,
- Valoriser le caractère patrimonial et pittoresque du site par des aménagements qualitatifs et une mise en valeur des éléments historiques qui jalonnent le secteur,
- Assurer une circulation automobile apaisée autour des quais,
- Améliorer et requalifier la promenade piétonne de bord de quai en promenade urbaine, par un traitement cohérent et homogène de l'espace public,
- Permettre une fermeture ponctuelle des quais à la circulation pour des événements exceptionnels ou à certaines heures de la journée,
- Elaborer une charte des terrasses et des enseignes dans une logique d'harmonisation et de cohérence d'ensemble.

De par sa nature, ce projet d'aménagement entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie.

Par arrêté du 5 février 2018, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 5 février 2018 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016, approuvant les délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016 approuvant la création de l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ainsi que la création et l'affectation de l'opération d'investissement correspondante.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la requalification du Port-Vieux de La Ciotat, la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 007-155/18/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Etat relative à l'intégration du passage du BHNS Zenibus sur le pont ferroviaire des Florides à Marignane

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 18/16358/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en service le BHNS ZENIBUS en juin 2016 sur le réseau des bus de l'étang. Elle s'est engagée dans un projet de prolongation de cette ligne jusqu'à la ZAC des Florides à l'ouest sur la commune de Marignane, et jusqu'à la halte ferrée de Plan de Campagne à l'est sur la commune des Pennes Mirabeau.

Les études préliminaires de cette extension ont permis d'identifier des points de congestion de circulation aux heures de pointes, pénalisant l'exploitation du BHNS. Tel est le cas à l'entrée principale sud-ouest de Marignane, sur la RD9. Les possibilités d'aménagement de couloir de bus à cet endroit sont inexistantes puisque la D9 franchit le canal du Rove à cet endroit sur un ouvrage d'art à l'emprise limitée. Toutefois, un ouvrage ferroviaire contigu au pont routier franchi également le canal à cet endroit.

Les deux tabliers partagent les mêmes appuis. Les appuis et le tablier ferroviaire doivent faire l'objet d'une réhabilitation menée par l'État.

Aussi, la Métropole souhaite saisir cette opportunité afin d'étudier la possibilité de faire passer le BHNS sur le pont ferroviaire aux heures de pointes, s'affranchissant ainsi des contraintes circulatoires.

Il est donc nécessaire de reprendre les études engagées par l'État pour la réhabilitation du pont ferroviaire des Florides pour vérifier la faisabilité d'un usage mixte de celui-ci (train + BHNS). La Métropole, demandeuse de cette étude complémentaire, s'engage par la convention jointe à la financer, pour un montant de 22 786 euros HT, soit 27 343,20 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention avec l'Etat relative à l'intégration du passage du BHNS Zenibus sur le pont ferroviaire des Florides à Marignane.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Etat relative à l'intégration du passage du BHNS Zenibus sur le pont ferroviaire des Florides à Marignane.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 008-157/18/CT

■ **Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16288/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa dernière séance, la commission d'indemnisation amiable s'est prononcé, d'une part, sur la recevabilité de nouvelles demandes, et d'autre part, sur les montants des indemnités accordées selon la délibération ci-jointe.

1) La recevabilité de 5 demandes d'indemnisation:

Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- PRD-2018/03/6 : ELENA MIRO du 6 février au 6 novembre 2017
- PRD-2018/04/7 : MAISON DU MONDE du 6 février au 6 novembre 2017
- PRD-2018/04/8 : SOAYA du 6 février au 6 novembre 2017

- PRD-2018/05/9 : LOLETTA du 06 février au 06 novembre 2017

- PRD-2018/05/10 : MANFIELD du 06 février au 06 novembre 2017

- 2) Les montants des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

RUE PARADIS

| Référence | Nom | Adresse | Date de travaux | Préjudice évalué par expert | Proposition de la Commission |
|----------------|-------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------------|------------------------------|
| PRD-2017/10/01 | ARMENAK CHAUSSEUR | 34 Rue Paradis 13001 Marseille | 01/03/17 au 06/11/17 | 55 713 € | 33 428 € |
| TOTAL | | | | 55 713,00€ | 33 428,00€ |

| | |
|--|--------------------|
| Montant des indemnisations déjà accordées | 12 748,00 € |
| Total général Rue PARADIS | 46 176,00 € |

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 5 demandes d'indemnisation précitées et relatif aux montants d'indemnisations retenus pour 1 dossier ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 009-158/18/CT■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 18/16391/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Quatre dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 5 070.81 euros (cinq mille soixante-dix euros et quatre-vingt-un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Copropriété Les Eaux Vives – sinistre de juillet 2017– Montant : 264.00 euros,
- SCI DADOUKIKI – sinistre du 07 septembre 2016 – Montant 2 255.00 euros
- M. POLO Gérard – sinistre du 17 janvier 2016 – Montant : 2 385.30 euros
- Mme PAGANO Julie – sinistre du 26 janvier 2018 – Montant : 166.51 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 010-159/18/CT

■ Réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DMT 18/16294/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille -Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 011-160/18/CT

■ Approbation d'un contrat avec l'éco-organisme Eco-Mobilier au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur pour les Déchets d'Éléments d'Ameublement

Information du Conseil de Territoire DTD 18/16296/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) doit être assurée par les metteurs sur le marché et les distributeurs d'éléments d'ameublement. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément. Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets et, en amont de cette gestion, favoriser l'éco-conception des éléments d'ameublement.

A l'échelle de la Métropole, tous les Territoires ont déjà conclu des contrats avec l'éco-organisme Eco-mobilier agréé en 2013 pour la période 2013/2017. Suite à la création de la Métropole en 2016, les contrats existants ont été regroupés en contrat unique en maintenant l'ensemble des engagements existants.

L'échéance du contrat unique est arrivée à terme au 31 décembre 2017. Toutefois, Eco-mobilier poursuit ses engagements opérationnels d'enlèvement jusqu'au 31 juin 2018.

L'Etat a agréé de nouveau le 26 décembre 2017 l'éco-organisme Eco-mobilier. A compter du 1^{er} janvier 2018 rentre en application le cahier des charges de ce nouvel agrément relatif à la filière des DEA.

Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de la Loi de Transition Énergétique (LTE) d'août 2015. Eco-mobilier prendra en charge les

meubles, la literie usagés et son périmètre s'élargit aux couettes et oreillers usagés. A l'horizon 2023, Eco-mobilier s'est fixé pour objectif de viser le zéro enfouissement.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément, et le versement de soutiens :

- pour les tonnages de DEA collectés séparément,
- pour les tonnages de DEA collectés en mélange (uniquement si la collecte séparée est impossible),
- pour une partie des tonnages d'encombrants collectés en porte à porte,
- à la communication.

Ces engagements couvrent la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- L'arrêté du 26 décembre 2017 portant agrément d'Eco-mobilier ;
- L'adhésion à Eco-mobilier approuvée par délibération AGER 022-429/13/CC ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle et des soutiens financiers

apportés par l'éco-organisme agréé, le contrat de gestion des DEA doit être signé.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant le contrat avec l'éco-organisme Eco-Mobilier.

PROX 013-161/18/CT

■ Approbation d'un avenant à la convention avec l'association Oléo-déclic DGPROP 18/16361/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 6 juillet 2017 pour l'approbation d'une convention entre le Conseil de Territoire de la Métropole et l'association Oléodéclic pour la réalisation des objectifs suivants:

1. Evaluation du gisement des Huiles Alimentaires Usagées (HAU) des particuliers sur le territoire ;
2. Enquête auprès des établissements de restauration isolés et/ou de petite taille afin de connaître la destination de leurs HAU et les solutions possibles pour les valoriser ;
3. Analyse des possibilités de conversion de quelques chaudières du Conseil de Territoire Marseille Provence à l'utilisation d'Huiles Alimentaires recyclées ;
4. Organisation d'une journée de sensibilisation des acteurs du territoire à l'utilisation des Huiles Alimentaires Recyclées. Cette journée se déroulera sur un site de La Poste où une expérimentation est programmée.

L'objectif 4 ne pouvant être réalisé dans les délais, en raison d'un retard dans la mise en œuvre de l'expérimentation sur le site de la Poste, il est proposé de modifier les termes de la convention en remplaçant cet objectif par l'élaboration d'un argumentaire de sensibilisation des acteurs du territoire à l'utilisation des Huiles Alimentaires Recyclées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 003-797/17/CT du 6 juillet 2017 approuvant la convention avec l'association Oléo-déclic.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'avenant, ci-annexé, à la convention de partenariat conclue avec l'Association Oléo-déclic.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document nécessaire à son application.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

**PROX 014-163/18/CT■ Approbation d'une convention avec l'association Treize Evènements et attribution d'une subvention
DGPROP 18/16363/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un «Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 milles euros, est la concrétisation de l'appel à projets « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit dans son axe 2 le développement de l'économie circulaire sur le territoire par la mise en œuvre d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'Association Treize Evènements a pour objectif de promouvoir la lutte contre le gaspillage alimentaire à destination du grand public.

Dans le cadre de la Journée Nationale de Lutte contre le Gaspillage Alimentaire 2018 elle organise un grand repas gratuit ouvert au public et exclusivement réalisé à partir de produits destinés à être jetés.

Plusieurs associations, à travers des ateliers pratiques et ludiques (l'art d'accommoder les restes, jus de fruits avec des fruits présentant un défaut physique.....) attireront l'attention du consommateur sur le fait que la moitié des aliments qui finissent à la poubelle sont des fruits ou des légumes tout à fait consommables et qui sont écartés de la vente à cause d'un « délit de sale gueule ».

Cette manifestation se déroulera à Marseille le Lundi 15 Octobre 2018 avec distribution d'un brunch gratuit confectionné par les chefs de l'Association GOURMEDITERRANEE.

Les manifestations organisées par l'association Treize Evènements sur ce sujet depuis 2013 ont permis de sensibiliser en moyenne entre 3 000 et 4 000 personnes sur une journée. Pour l'édition 2017, environ 3 000 personnes sont passées sur les différents stands d'information et de dégustation. Les chefs de Gourméditerranée ont préparé de petites assiettes confectionnées à partir de fruits et légumes difformes. La Banque alimentaire, Véolia, le Secours Populaire, Ecosphère, l'Assiette Verte, Solution Compost étaient présents et ont accueillis un public très nombreux et curieux.

Par ces actions l'association participe à l'objectif du territoire de sensibilisation des habitants à la lutte contre le gaspillage alimentaire et ainsi à la réduction des déchets et à l'économie de la ressource.

Par conséquent une convention est proposée avec l'Association Treize Evènements pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERE

- Que le projet de sensibilisation des habitants à la lutte contre le gaspillage alimentaire représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Treize Evènements.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 3 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros à l'Association Treize Evènements.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 015-165/18/CT■ Approbation d'un dégrèvement sur facture d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées sur la commune de Gémenos partie villageoise

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16304/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que

la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, une demande de dégrèvement est présentée au Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 018-1471/16/CM portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos partie villageoise ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un dégrèvement sur facture d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées sur la commune de Gémenos partie villageoise.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un dégrèvement sur facture d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées sur la commune de Gémenos partie villageoise.

PROX 016-166/18/CT

■ Approbation de l'avenant 1 au contrat d'agglomération signé entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16367/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le contrat d'agglomération de Marseille signé le 10 juillet 2014 entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, comporte un programme de 25 actions majeures pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques. Son programme représente un investissement de 185 millions d'euros pour lequel l'Agence de l'eau s'est engagée à apporter une subvention de 50 millions d'euros et à rétablir la prime d'épuration en 2018 sous réserve de mise en œuvre du programme d'actions dans les délais impartis. Il porte sur la durée du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau et se termine au 31/12/2018.

A la fin de l'année 2017, l'ensemble des opérations inscrites au contrat sont engagées. La Métropole a

réalisé 3 des 5 bassins de stockage des eaux unitaires représentant un volume de 91500 m³. Les programmes d'amélioration du fonctionnement des réseaux d'assainissement, de suppression des rejets directs au milieu et de modification des prétraitements de la station d'épuration ont été engagés. Le montant investi en études et travaux représente une dépense d'environ 100 millions d'euros pour laquelle l'Agence de l'eau a pris des décisions d'aides à hauteur de 32,7 millions HT.

Une part significative des investissements non engagés au 31 décembre 2017 est liée à la réalisation des deux bassins de rétention unitaire du cours Pierre Puget et du quartier de Saint-Mauront, pour lesquels les études préalables à leur construction ont été lancées. La réalisation de ces bassins se heurte à des difficultés techniques administratives et locales notables, qui les rendent incompatibles avec le calendrier de mise en œuvre du contrat programme et les engagements financiers de l'Agence de l'Eau.

La Métropole a engagé en fin d'année 2016 une étude pour actualiser son schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille réalisé entre 1995 et 1999. Ces différentes modélisations de fonctionnement du réseau unitaire ont permis de simuler plusieurs scénarios et leur impact sur la réduction des déversements au milieu naturel. Cette étude a mis en évidence l'intérêt technique, financier et environnemental de nouvelles actions, en référence notamment à l'arrêté préfectoral notifié le 10 janvier 2018, complémentaire à l'arrêté n°2003-255/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille relatif à la définition de son débit de référence et aux nouvelles dispositions d'autosurveillance du réseau de collecte et à la recherche des substances dangereuses.

Ces nouvelles actions qui visent à réduire les déversements et les débordements comprennent :

- Un ensemble d'études de faisabilité de travaux de reprise de déversoirs d'orage de construction d'un tunnel de stockage,
- Un ensemble de travaux ponctuels sur le réseau, consistant à modifier des déversoirs d'orage et à réaliser un volume de rétention supplémentaire dans un ouvrage existant, la galerie dite du canal.

« L'intégration de ces nouvelles actions et les ajustements financiers liés à l'abandon d'opérations structurantes et à l'actualisation des montants engagés nécessite la passation d'un avenant au contrat d'agglomération, dont le programme comporte désormais 24 actions pour un montant total de dépenses estimé à 110 millions d'euros HT. »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération AGER 005-808/13/CC portant approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et l'Etat ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation de l’avenant 1 au contrat d’agglomération signé entre l’Etat, l’Agence de l’Eau et la Communauté urbaine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l’approbation de l’avenant 1 au contrat d’agglomération signé entre l’Etat, l’Agence de l’Eau et la Communauté urbaine.

PROX 017-167/18/CT

**■ Attribution d'une subvention à la Confédération Générale des CIQ de la Ville de Marseille et des Communes environnantes
DGS 18/16377/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le comité d'intérêt de Quartier (CIQ) est une association issue de la loi 1901, qui a pour but principal de défendre les intérêts généraux des habitants d'un périmètre, pour tout ce qui a trait à leur vie citoyenne, matérielle et intellectuelle. Ses administrateurs sont des bénévoles qui agissent auprès des autorités politiques et administratives. Ils contribuent à l'expression directe des habitants du quartier, en ce qui concerne la vie quotidienne.

L'ensemble des CIQ est regroupé au sein de la *Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes* qui a pour but d'appuyer et de coordonner leurs actions.

Les actions et les objectifs poursuivis par l'association correspondent aux objectifs que le Territoire Marseille Provence souhaite valoriser en matière de proximité.

Aussi, il est proposé de prolonger ce partenariat d'une année avec la Confédération Générale des CIQ par le versement d'une subvention de 60 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt que représente pour le développement des actions de proximité que souhaite mettre en place le Territoire Marseille-Provence la mise en place d'un partenariat avec la Confédération générale des CIQ.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 60 000 euros TTC à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la Ville de Marseille et des Communes environnantes.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la Ville de Marseille et des Communes environnantes.

Article 3:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 EST CT1 - A330-65748-022-2DGS.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 018-168/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2018 - Approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16362/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent un des angles de prise en considération de ces enjeux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaires aux publics en recherche ou en insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- Meet-up Mobilité (*ou Action 1*)
Animation de groupes de travail thématiques et multidisciplinaires, permettant une veille, une co-construction et mise à jour des actions et orientations prises par les employeurs, les collectivités, professionnels de l'emploi et opérateurs de mobilités.
- Trophée Entreprises (*ou Action 3*)
Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun.
- Plan de Mobilité Filière (*ou Action 4*)
Permettre l'emploi de publics peu ou pas qualifiés sur des postes nécessitant un fort besoin en mobilité par l'intégration de la mobilité durable et inclusive travers des plans de mobilité réalisés par filières.
- Plateforme de Mobilité collaborative (*ou Action 6*)
Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges.
- Accompagnement « mobilité » à la politique de recrutement (*ou Action 7*)
Visant à accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
- Mise en place d'un outil de valorisation des données et de l'action de la MDE (*ou Action 8*)
Faciliter le recueil et l'analyse professionnels des données de la MDE et de ses partenaires, afin de disposer de diagnostics, d'évaluation des mesures mises en œuvre par la MDE et ses partenaires, disposer de résultats sur l'impact des différentes actions liées à la mobilité, conduites sur les publics bénéficiaires, tant au niveau quantitatif que qualitatif.
Cet outil est indispensable pour la mesure et le suivi ainsi que pour la mise en œuvre des outils dispensés par la MDE, afin de jouer un rôle d'observatoire sur le thème mobilité/accès à l'emploi dans le cadre notamment du travail sur les filières d'activité
- Centrale de Mobilité – Accompagnement à la mobilité des publics en insertion (*ou action 9*)
Accompagner les publics en insertion et les salariés précaires vers l'emploi et/ou la formation par la levée du frein mobilité.

- Accompagnement à la mobilité des habitants des QPV du nord et du centre-ville de Marseille (*ou action 10*)
Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des habitants des QPV en agissant sur leur mobilité en synergie avec les acteurs du territoire et les habitants eux-mêmes.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 91 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2018 - Approbation d'une convention

PROX 019-170/18/CT

■ **Approbation d'une convention avec la SNCF Mobilités relative aux travaux de démolition d'un bâtiment et d'un quai de déchargement dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16242/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Les usagers de la gare de Cassis qui s'y rendent en voiture stationnent à ce jour sur un terrain appartenant à la SNCF qui n'est pas aménagé à cet effet et qui comportent deux bâtiments désaffectés.

La Métropole souhaite donc réaménager ce terrain et profiter de toute la surface disponible en démolissant notamment les deux bâtiments, l'un appartenant à SNCF Réseau et l'autre à SNCF Mobilités, ainsi que le quai de déchargement contigu au bâtiment appartenant à SNCF Mobilités.

La démolition des bâtiments va être réalisée directement par les deux entités de la SNCF.

La convention ci-jointe a pour objet de définir les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution de ces travaux de démolition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder au réaménagement du parking de la gare de Cassis en utilisant toute la surface disponible ;
- Qu'il convient donc de faire démolir par la SNCF Mobilités le bâtiment lui appartenant, ainsi que le quai de déchargement contigu ;
- Que les travaux de démolition correspondants sont à prendre en charge par la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec la SNCF Mobilités relative aux travaux de démolition d'un bâtiment et d'un quai de déchargement dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 020-169/18/CT

■ **Approbation d'une convention avec la SNCF Réseaux relative aux travaux de démolition d'un bâtiment dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16243/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Les usagers de la gare de Cassis qui s'y rendent en voiture stationnent à ce jour sur un terrain appartenant à la SNCF qui n'est pas aménagé à cet effet et qui comportent deux bâtiments désaffectés.

La Métropole souhaite donc réaménager ce terrain et profiter de toute la surface disponible en démolissant notamment les deux bâtiments, l'un appartenant à SNCF Réseau et l'autre à SNCF Mobilités, ainsi que le quai de déchargement contigu au bâtiment appartenant à SNCF Mobilités.

La démolition des bâtiments va être réalisée directement par les deux entités de la SNCF.

La convention ci-jointe a pour objet de définir les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution de ces travaux de démolition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder au réaménagement du parking de la gare de Cassis en utilisant toute la surface disponible ;

- Qu'il convient donc de faire démolir par la SNCF Réseau le bâtiment lui appartenant ;
- Que les travaux de démolition correspondants sont à prendre en charge par la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention avec la SNCF Réseaux relative aux travaux de démolition d'un bâtiment dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 021-170/18/CT

■ Approbation d'une convention avec la Régie des Transports Métropolitains de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de renouvellement du métro de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 18/16284/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec la Régie des Transports Métropolitains, un contrat d'obligation de service public (OSP) pour l'exploitation de ses services de transport public urbain, d'une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2011.

Ce contrat a notamment rationalisé la relation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains dans le domaine de la gestion des biens et des investissements. Ainsi, les biens dédiés au réseau par l'Autorité Organisatrice et/ou la Régie ont été classées en deux catégories : les biens de catégorie (A) et les biens de catégorie (B). L'article 3.4.4 du contrat dispose que le renouvellement des biens de catégorie (A) incombe à l'Autorité Organisatrice qui en assume le financement.

Dans ce cadre, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder au renouvellement du matériel roulant utilisé dans le métro de Marseille

ainsi qu'à l'adaptation des infrastructures et des systèmes correspondants.

Par ailleurs, dans le cadre de la relation in house qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence à sa régie de transports et conformément à l'avenant n° 9 au contrat d'obligation de service public, la Régie des transports Métropolitains et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont convenues qu'une part significative des investissements prévus en matière de transport et mis à charge de l'Autorité Organisatrice par le Contrat dans sa rédaction initiale seraient désormais confiés à la Régie.

Il s'agit d'investissements relevant du champ de compétence de la RTM, que cette dernière est en capacité technique et financière de mener à bien. Ce programme est composé d'éléments indispensables, en lien pour l'essentiel avec le renouvellement des rames de métro.

Dans le cadre de ce programme d'investissements, l'adaptation des infrastructures et équipements et l'installation de façades de quais asservies à l'exploitation du réseau dans les stations du métro de Marseille relève de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Régie des Transports Métropolitains.

Afin d'assurer la bonne coordination des travaux situés dans l'enceinte des infrastructures du métro relevant simultanément de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole et de la maîtrise d'ouvrage de la RTM, conformément à l'article 1 de l'avenant 9 au contrat d'obligation de service public qui lie les deux entités, les parties souhaitent recourir aux modalités de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n° 2004 566 du 17 juin 2004.

Cette loi, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, indique que « Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Que dans ce contexte et en raison de l'unicité du projet exposé qui concerne les aménagements, les équipements et systèmes et l'exploitation d'une même infrastructure, la procédure de co-maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération. Ainsi, il est proposé d'adopter les termes de la convention ci annexée qui désigne la Métropole Aix-Marseille-Provence comme maître d'ouvrage unique et détermine les conditions d'organisation de cette maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention avec la Régie des Transports Métropolitains de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de renouvellement du métro de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention avec la Régie des Transports Métropolitains de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de renouvellement du métro de Marseille.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 022-171/18/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'augmentation de la capacité et accessibilité de la station de métro Saint-Charles réalisé par la RTM pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 18/16330/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Dans le cadre de l'avenant n°9 au contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains

(RTM) la réalisation de l'augmentation de capacité et mise en accessibilité de la station de métro Saint-Charles. Cette opération, qui contribue à améliorer l'attractivité et la performance du réseau de transports collectifs, s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Le pôle d'échange multimodal de Saint-Charles constitue l'une des principales portes d'entrée du territoire métropolitain. Conçue il y a plus de 40 ans, la station de métro Saint-Charles, en lien direct avec la gare SNCF, accueille les voyageurs quotidiens, les grands voyageurs et visiteurs touristiques sur le réseau de transport urbain. Ce pôle d'échange multimodal accueille plus de dix millions de voyageurs par an et connaît une forte croissance du flux piétonniers vers les quais de la station de métro Saint-Charles.

Compte tenu de l'augmentation de la fréquentation, de nombreux nœuds dans les flux de voyageurs se sont créés occasionnant des dysfonctionnements au niveau de la mezzanine ainsi qu'au pied des grands escaliers mécaniques. Par ailleurs, les quais latéraux de la Ligne 2 sont très régulièrement saturés aux heures de pointe du fait de leurs caractéristiques géométriques.

Face à l'augmentation régulière du trafic TER (dans une moindre mesure du TGV et grandes lignes), et de celui de la gare routière, le dimensionnement global du Pôle d'Echange constitue un enjeu stratégique majeur pour la Métropole. Il a fait l'objet d'une série de réflexions portant notamment sur sa mise en accessibilité, sa mise en connexion à long terme avec la future gare SNCF dans le cadre du projet Ligne Nouvelle, ou encore sur sa capacité à accueillir les nouvelles rames de métro automatisées.

Il convient de concevoir une opération d'ensemble afin de repenser l'organisation de cette station qui constitue l'interface majeure entre les transports urbains, métropolitains, régionaux, nationaux et internationaux, en capacité d'accueillir les nouveaux flux de voyageurs.

Cette opération s'inscrit de surcroît dans une logique d'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (PMR) puisqu'elle permettra de créer une liaison PMR complète entre le niveau de correspondance SNCF / Métro du Pôle d'Echange et la station de métro Saint-Charles.

L'objectif du projet consiste à déplacer les accès verticaux dans une nouvelle structure à créer et augmenter ainsi la surface utile des quais latéraux (ligne 2). Le programme des travaux est détaillé sommairement ci-après :

- Intégration d'ascenseurs desservant tous les niveaux ;

- Réagencement des flux de circulation et des espaces commerciaux, en particulier au niveau de la mezzanine ;
- Renouvellement des « grands escaliers » entre la station et la gare ;
- Elargissement des quais latéraux de la ligne M2 ;
- Amélioration du désenfumage (écrans de cantonnement, gaines de ventilation) ;
- Création d'issues de secours ;
- Création PC Secours pour l'exploitation Métro.

L'achèvement de cette opération est prévu pour fin 2024.

La RTM sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'aménagement de la station de métro Saint-Charles est estimé à 28.000.000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|--|-----------------|----------------------------|
| Département des Bouches-du-Rhône | 50 % | 14.000.000 euros HT |
| RTM agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence | 50 % | 14.000.000 euros HT |
| TOTAL | 100 % | 28.000.000 euros HT |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'augmentation de la capacité et accessibilité de la station de métro Saint-Charles

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil du Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'augmentation de la capacité et accessibilité de la station de métro Saint-Charles.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 023-173/18/CT■ Demande de subvention d'investissement relative à l'extension du Parking Relais sur le site du métro La Rose à Marseille 13ème arrondissement par la RTM pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis au Conseil de Territoire DPMOD 18/16331/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM en date du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Dans le cadre de l'avenant n° 9 au contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) la réalisation de l'extension du parking relais sur le site du métro La Rose. Cette opération, qui

contribue à améliorer l'attractivité et la performance du réseau de transports collectifs, s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Agenda Métropolitain de la Mobilité.

Situé au terminus de la ligne 1 du métro, cet équipement viendra remplacer la structure actuelle de 400 places dont l'ossature porteuse est extrêmement dégradée. Le nouveau parking relais réalisé en superstructure sur 3 à 4 niveaux sera doté de 800 places de stationnement destinées aux clients du réseau, titulaires de la carte TRANSPASS.

Cet ouvrage étant situé sur une parcelle mitoyenne en contre-bas du centre de maintenance du métro, il est prévu de réserver son niveau supérieur au stationnement des agents de ce site, portant ainsi la capacité totale de l'équipement à 1 000 places.

Le doublement de capacité du parking relais permettra d'optimiser le rabattement sur le métro pour les automobilistes se dirigeant vers le centre-ville et provenant des quartiers du 13° arrondissement de Marseille (Saint-Mitre, Château-Gombert, la Croix Rouge, Les Mourets, Palama, les Médecins) ainsi que des communes de Plan-de-Cuques et Allauch.

Le programme de l'opération prévoit :

- La réalisation d'emplacements de stationnement destinés aux Personnes à Mobilité Réduites pour minimum 2% du nombre total de places ;
- Un pourcentage de places réservées aux véhicules électriques et équipées des installations permettant leur rechargement ;
- Une zone de stationnement d'environ 30 places minimum destinée aux voitures de clients co-voitureurs ;
- Une zone sécurisée destinée au stationnement des véhicules à deux roues comprenant 100 places pour vélos et pour motos située au rez-de-chaussée du parking ;
- La réalisation des cheminements piétons permettant un accès amélioré à la station de métro.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de développement durable, la RTM souhaite soutenir la promotion des énergies renouvelables. Aussi, le dernier niveau de l'ouvrage sera équipé d'une installation photovoltaïque permettant de concevoir un site où l'autoconsommation de l'énergie renouvelable est optimisée.

En accompagnement de la réalisation du parking lui-même il est prévu de :

- Reconfigurer le carrefour entre le boulevard du métro et les voies d'accès au groupe Lagarde d'une part au centre d'exploitation de la RTM, d'autre part, et où doivent être

positionnées les principales entrées-sorties du futur parc-relais ;

- Traiter l'espace compris entre le parking relais et l'entrée du Pôle d'échanges pour faciliter et sécuriser les circulations piétonnes ;
- Elargir le boulevard du métro, sur l'emprise actuelle du parking relais, afin d'y aménager un double alignement d'arbres et des cheminements de qualité pour les modes actifs.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

La RTM sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Le coût prévisionnel de l'aménagement du parking relais La Rose est estimé à 16.500.000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

L'achèvement de cette opération est prévu pour mi-2021.

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|--|-----------------|----------------------------|
| Département des Bouches-du-Rhône | 30 % | 4.950.000 euros HT |
| RTM agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence | 70 % | 11.550.000 euros HT |
| TOTAL | 100 % | 16.500.000 euros HT |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'extension du Parking Relais sur le site du métro La Rose dans le 13ème arrondissement de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil du Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'extension du Parking Relais sur le site du métro La Rose dans le 13ème arrondissement de Marseille.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 024-174/18/CT ■ Demande de subvention d'investissement relative à la réalisation d'une infrastructure de recharge électrique par la RTM - expérimentation - brique élémentaire -

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 18/16332/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se fixe pour objectif ambitieux de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun.

Le Conseil Métropolitain a ainsi adopté le 14 décembre 2017 une délibération sur la transition énergétique du parc de bus et de cars de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le basculement en électrique des flottes de bus de son territoire dans les zones très urbaines et particulièrement la flotte du réseau Marseillais de la RTM.

Néanmoins, la Métropole et la RTM souhaitent garder la possibilité de mettre en concurrence plusieurs fournisseurs en évitant les systèmes « propriétaire ».

Pour être techniquement et économiquement efficiente, la bascule à terme de la totalité du parc en bus électrique composé de 600 véhicules, suppose de maintenir une logique de flotte et de non affectation préalable des véhicules. En vertu de ce principe de gestion, il n'est pas envisageable de dédier un contingent de véhicules exclusivement à une ligne.

Par ailleurs, le renouvellement partiel et continu du parc suppose que les différentes solutions qui seront successivement retenues soient interoperables. Enfin, le système global (véhicules et dispositifs de rechargement) doit être évolutif pour bénéficier des avancées technologiques au fil du temps. La RTM se propose donc de tester, à l'échelle d'une quinzaine de véhicules, les différentes configurations envisageables.

L'objectif principal de cette opération « brique élémentaire » est d'identifier les conditions d'exécution qui permettront à la RTM de garantir la pérennité des solutions qu'elle sera amenée à déployer dans le cadre de l'électrification de son réseau. Cette opération est réalisée par la RTM dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement prévu au Contrat d'Obligation de Service Public.

L'expérimentation « Brique élémentaire » comprend les phases suivantes :

- Acquisition de 15 autobus 100% électrique auprès de 3 à 5 constructeurs différents ;
- Conception et réalisation d'une infrastructure de recharge dans un dépôt de la RTM permettant :
 - la recharge des véhicules des différents constructeurs
 - l'analyse comparée de différents systèmes de branchement des véhicules et modélisation à l'échelle d'un dépôt
 - l'étude de faisabilité d'un raccordement au réseau de distribution électrique
- Conception et réalisation en vue d'une analyse comparée de différents modes de charge sur la ligne ;
- Conception et déploiement des systèmes de supervision et d'administration du réseau de distribution électrique du dépôt, des stations de charge.

L'achèvement de cette opération est prévu pour 2020.

La RTM sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de cette expérimentation « brique élémentaire » est estimé à 11.000.000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|--|-----------------|----------------------------|
| Département des Bouches-du-Rhône | 50 % | 5.500.000 euros HT |
| RTM agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence | 50 % | 5.500.000 euros HT |
| TOTAL | 100 % | 11.000.000 euros HT |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à la

réalisation d'une infrastructure de recharge électrique par la RTM (expérimentation « brique élémentaire »).

Adoptée à l'unanimité,

des membres présents et représentés

PROX 025-175/18/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'Innovation Numérique ICAR

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16354/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Le programme ICAR se divise en deux axes complémentaires :

Le premier vise à unifier les systèmes de billettique et d'aide à l'exploitation. Au travers de ce premier axe, la Métropole disposera en 2020 d'un système modernisé permettant de fournir de l'information en temps réel sur tous les réseaux, un SAV clients à l'échelle du territoire mais aussi de faciliter l'uniformisation de la tarification.

Le deuxième axe vise quant à lui à généraliser l'usage à court terme des outils numériques pour faciliter le quotidien des voyageurs. Au travers de ce projet, la Métropole vise à ouvrir un ensemble de services numériques destinés au grand public avec notamment :

- Le calcul d'itinéraire multimodal temps réel
- La dématérialisation progressive des tickets sur les téléphones ;
- Le développement d'un accès facilité à une offre complémentaire de transport : parking, vélo, co-voiturage, autopartage ;
- La création de solutions collaboratives innovantes ;
- Le déploiement de services additionnels susceptibles de valoriser l'usage des transports en commun : accès gratuit pour les abonnés à

des services de musique en ligne ou de consultation de séries.

Le programme ICAR a fait l'objet d'une délibération de création d'opération d'investissement n°2018103800 d'un montant de 28.000.000 € HT inscrite au Budget Annexe Transport lors du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|--|-----------------|------------------------|
| DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (Plan Mobilité) | 50 % | 13.762.843 € HT |
| ETAT (Pacte Innovation Etat Métropole) | 13,6 % | 3.744.000 € HT |
| FEDER | 4,6 % | 1.275.500 € HT |
| METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE | 31,8 % | 8.743.555 € HT |
| TOTAL | 100% | 27 525 898 € HT |

Le taux de financement accordé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sera susceptible de varier selon les volets techniques développés, au sein du programme ICAR, et dans la limite de l'enveloppe financière affichée de 13.762.843 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'Innovation Numérique ICAR.

PROX 026-176/18/CT

■ Demande de subvention de fonctionnement pour la mise en œuvre d'une plateforme de Conseil en Mobilité et Accompagnement des plans de Mobilité sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16350/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Face aux enjeux prioritaires posés par la congestion du trafic routier - particulièrement dans le cadre lié aux activités professionnelles (domicile-travail / intra-zones d'activité) -, ainsi qu'au seuil critique des pollutions atmosphériques et de leurs conséquences étayées par un ancrage fort de l'autosolisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose la mise en œuvre d'une véritable plateforme centrale des Plans de Mobilité, capable de répondre aux attentes fortes du monde économique.

Cet outil constitue une réponse effective et concrète à un double besoin lié à l'exercice de la compétence Conseil en Mobilité :

Accompagner les entreprises dans leur mise en conformité avec l'obligation légale en matière de Plans de Mobilité, d'une part ; créer un instrument de conseil multi-usages (influence, changement comportemental et mesure de résultats de report modal), d'autre part.

L'objectif du projet de services est d'assurer l'accompagnement des référents d'entreprise chargés des démarches de mobilité depuis la phase de réflexion initiale jusqu'à la mise en œuvre et la promotion de la démarche, ainsi que pour la phase d'évaluation pour laquelle ils seront responsabilisés. L'objectif opérationnel est le report modal effectif de l'autosolisme thermique vers tous les autres modes de déplacement domicile-travail promus par la mise en œuvre de Plans de Mobilité d'entreprise(s) et

d'administration (s) à l'échelle territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces objectifs seront au cœur d'un dispositif d'assistance et support au service de la collectivité ainsi que des entreprises qui la sollicitent.

Ces services seront intégrés comme étant un composant de la palette de services de l'« Agence des Mobilités Métropolitaines » inscrite à l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'accompagnement et animation des démarches de mobilité en entreprise se décomposera en sous-ensembles :

- 1) Un service support, permettant de recueillir les demandes exprimées par les entreprises et d'assurer une assistance complète, doté d'un « portail » (numéro unique d'accès téléphonique et accès internet simplifié pour contact), assurant l'orientation des requêtes et diffusant les informations de premier niveau.
Il aura également un rôle d'assistance de la collectivité, pour l'enregistrement et le suivi de l'ensemble des démarches, véritable plateforme de gestion et observatoire des Plans de Mobilité ;
- 2) Un accompagnement, conseil et suivi individualisé à destination d'entreprises, administrations ou collectivités déjà engagées dans le cadre d'un PDM en cours, que ce soit individuellement ou à l'échelle de grandes zones et de Plans de Mobilité Inter-entreprises, ou à destination de démarches nouvellement initiées, avec un volet prospection pour cette dernière catégorie ;
- 3) L'accompagnement de la collectivité au sein d'une cellule pluridisciplinaire pour la relocalisation d'entreprises et l'aménagement ou requalification de zones, instaurée en partenariat avec les différentes Directions concernées par ces projets, dont la Direction du Développement Économique.

Ce conseil et suivi sera soutenu par des prestations de complément :

- La production de feuilles de route individualisées et cartographies,
- L'accompagnement individuel au changement modal,
- L'organisation et fourniture de petits déjeuners ou collations, support à des échanges sur les mobilités au sein des entreprises.

Entre autres axes d'intervention, la plateforme centrale assurera l'audit et l'enrichissement des Plans de Mobilité et l'incitation des entreprises à contractualiser avec l'AOM des objectifs d'engagement à des résultats.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

La mise en œuvre de cette opération et des services fournis sont estimés pour une durée de 3 ans, à 580 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce marché est le suivant :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|----------------------------------|-----------------|---------------------|
| ADEME PACA | 27.60 % | 160 000 euros |
| Métropole Aix-Marseille-Provence | 72.40 % | 420 000 euros |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la demande de subvention de fonctionnement pour la mise en œuvre d'une plateforme de Conseil en Mobilité et Accompagnement des plans de Mobilité sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 027-177/18/CT■ Attribution d'une subvention à l'association Mobilidées pour 2018 - Approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16351/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacement Inter Entreprises) par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités aménagées par la Métropole, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

L'association Mobilidéas, créée fin 2012, a pour objectif la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter Entreprises (PDIE), élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, la Zone d'Activités de la Plaine de Jouques sur Gémenos et la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne qui représentent un des bassins d'activités parmi les plus importants de la Métropole en termes d'emploi avec près de 12000 salariés.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Consciente de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et de coordonner les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise, l'association permet :

- De favoriser le report modal vers les transports en commun et les modes de déplacement alternatifs pour les salariés, les clients et les visiteurs des entreprises et des établissements situés dans le secteur considéré ;

- D'améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes sur ce secteur.

Afin d'atteindre ce double objectif, l'association s'appuie sur un conseiller en mobilité salarié à plein temps, et met en œuvre des moyens de promotion, communication et sensibilisation, notamment :

- des animations thématiques ainsi qu'une animation majeure durant la semaine européenne de la mobilité
- des actions marketing ciblées auprès des différentes entreprises dans son périmètre pour la promotion des transports en coordination avec l'autorité organisatrice et Lepilote.com,
- des actions de promotion de l'autopartage et du co-voiturage,
- des actions de sensibilisation aux risques routiers du secteur et à la sécurité routière visant à favoriser les modes partagés
- un conseil en mobilité au service des entreprises du secteur
- des actions d'actualisation et suivi permanent du PDIE,

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des Plans de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, afin de consolider les résultats satisfaisants obtenus depuis 2012 et de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 40.000 euros à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement globale appuyée sur une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Mobilidées pour 2018 - Approbation d'une convention.

PROX 030-178/18/CT

■ Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modification de la délibération du 19 octobre 2017

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16353/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En vertu de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Dans ce cadre, par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseil de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents de la Métropole et

de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.

Cependant, compte tenu des modifications intervenues dans les délégations de fonctions accordées aux Vice-Présidents et notamment l'octroi d'une nouvelle délégation de fonction en ce qui concerne le handicap, il est nécessaire d'actualiser et de modifier la composition de ce dernier collège.

Dans ces circonstances, il convient de modifier le point II-1-1 de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017, comme suit :

" II-1-1 Un collège composé de 11 Vice-Présidents et de 3 membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité :

- Mobilité, Déplacements, Transports
- Habitat, logement et Politique de la ville
- Espace Public et Voirie
- Territoire numérique et Innovation technologique
- Promotion et Développement du Tourisme
- Patrimoine, Logistique et Moyens Généraux
- Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce et Artisanat
- Sports et Equipements sportifs
- Equipements d'Intérêt Métropolitain
- Culture et Equipement culturels
- Ports et infrastructures portuaires
- Enseignement Supérieur, Recherche et Santé
- Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire
- Handicap

Tout autre Vice-président ou membre du Bureau métropolitain dont le domaine d'intervention viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement."

Les autres dispositions de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modification de la délibération n° TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017.

PROX 031-179/18/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 18/16356/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM en date du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Navette Aix-Marseille par autoroute est la plus importante ligne interurbaine de France depuis de nombreuses années, avec plus de 2.6 millions de clients transportés en 2016. À elle seule, elle représente, sur l'année 2016, près de 25% de la fréquentation totale du réseau Carreze.

Le contexte est très particulier sur cet axe qui est le plus fréquenté du territoire métropolitain, avec près de 150.000 déplacements par jour sur les autoroutes A51 et A7 et selon les données connues et régulièrement diffusées, la part modale du transport en commun (TER et Navette) est d'à peine 15% sur cet axe malgré ce fort niveau de fréquentation. La Navette bénéficie donc d'un fort potentiel de développement, auquel le développement de couloirs réservés va permettre de s'exprimer.

Toutefois, la saturation des gares routières d'Aix et Marseille ne permet pas de mettre en place des départs supplémentaires. La seule alternative (comme en 2004 avec l'usage de véhicule de 15m) est de mettre en exploitation des autocars de plus grande capacité. Un autocar à double étage permet d'offrir 37% de sièges en plus (92 selon la configuration contre 67 actuellement) et permet donc d'accueillir une fréquentation attendue à la hausse à nombre de départ inchangé.

Il est donc prévu dans le cadre du renouvellement du parc de la RDT d'acquérir 10 véhicules double étage.

L'achat de ces véhicules permettra :

- D'augmenter la capacité proposée d'un équivalent de 4.5 autocars de 15 mètres, soit 2 500 places supplémentaires chaque jour, dont 1 700 en Heures de Pointe (période matin / midi / soir)
- De pallier les surcharges déjà constatées ;
- D'économiser le coût salarial qui aurait occasionné un renfort à matériel inchangé ;
- De réduire des problèmes de saturation des gares routières en évitant la mise en place de véhicules supplémentaires ;
- D'améliorer le bilan carbone par passager grâce à une augmentation de capacité;
- De répondre aux contraintes environnementales, puisque ces nouveaux véhicules répondent tous aux normes Euro 6.

La RDT sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat de cars double étage est estimé à 4.400.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|---|-----------------|---------------------------|
| Département des Bouches-du-Rhône | 70% | 3.080.000 euros HT |
| RDT agissant pour le compte de la Métropo Aix-Marseille-Provence | 30 % | 1.320.000 euros HT |
| TOTAL | 100 % | 4.400.000 euros HT |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 032-180/18/CT■ Demande de subvention d'investissement relative à l'achat de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 18/16357/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il

importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Métropole a lancé la mise en chantier du BHNS l'AIXPRESS.

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé par délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Cette ligne de 7.2 km reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais, desservira les grands quartiers d'habitat social d'Aix-en-Provence, le centre-ville et les facultés. Les travaux de réalisation ont débuté en 2017 pour une mise en service prévue en septembre 2019.

Afin d'exploiter cette ligne au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes

et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 a approuvé par la délibération n°TRA010-1798/17/CM le programme suivant :

- acquisition de 15 autobus 100% électrique de 12 mètres ;
- mise en place d'un dispositif de recharge pour le remisage (dépôt du Pont de l'Arc de la régie RDT) ;
- mise en place d'un dispositif de recharge rapide dit d'opportunité sur les deux terminus de la ligne ;
- travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance.

Ces acquisitions ont été confiées à la Régie RDT dans le cadre de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 par délibération n°TRA010-2749/17/CM.

La RDT sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat des 15 véhicules 100% électrique de 12 mètres est estimé à 15.000.000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | MONTANTS SOLLICITES |
|---|-----------------|---------------------|
| Département des Bouches-du Rhône | 50% | 7.500.000 euros HT |
| RDT agissant pour le compte de Métropo Aix-Marseille-Provence | 50 % | 7.500.000 euros HT |
| TOTAL | 100 % | 15.000.000 euros HT |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la Demande de subvention d'investissement relative à l'achat de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 033-181/18/CT

■ Approbation d'une convention relative à la mise à disposition de données informatisées concernant les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés sous contrat des Bouches du Rhône

Information au Conseil de Territoire DGMOB 18/16408/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports

- Dans le cadre de sa politique tarifaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose aux élèves âgés de moins de 26 ans, une réduction sur le tarif des abonnements annuels sur le territoire de la Métropole. Pour exemple, le prix de l'abonnement annuel applicable à un élève boursier est ramené à 50 % du tarif de l'abonnement.

Par conséquent, pour l'attribution des aides au transport, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite accéder aux données informatisées de l'Inspection Académique, répertoriant les élèves sur le territoire de la Métropole. Ces données seront transférées au service Administration Scolaire qui vérifiera la scolarité de l'élève et appliquera immédiatement le tarif préférentiel auquel l'élève peut prétendre. Ces données sont :

- le fichier des élèves contenant tous les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés âgés de moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année en cours
- le fichier « Bourse » relatif aux boursiers d'état des collèges et lycées publics et privés âgés de moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année en cours

L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi Informatique et libertés. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera leur sécurité et leur confidentialité.

L'inspection Académique transmettra les codes d'accès à la Métropole Aix-Marseille-Provence. La présente convention prévoit la mise à disposition du fichier des élèves et du fichier « bourses » à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention prévue pour une durée de quatre ans renouvelable une fois par tacite reconduction pour une nouvelle période de quatre années.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à la mise à disposition de données informatisées concernant les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés sous contrat des Bouches-du-Rhône.

PROX 034-182/18/CT■ Approbation de l'avenant n° 8 au contrat de concession relatif à la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - QPark France

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 18/16335/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement
Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille

Provence Métropole, le contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne d'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole aux droits de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans, a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 17 juin 2016, la Société Massilia Park a cédé l'intégralité de son capital social à la Société QPark France au sein de laquelle elle a été fusionnée le 31 décembre 2016, après accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce contrat de concession s'achèvera le 22 août 2018. Par délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 7 ans, afin de poursuivre cette activité concédée.

Avant la remise des offres, cette procédure a donné lieu à de nombreuses questions de la part des candidats. Aussi et afin de permettre à la collectivité de conduire les analyses des offres et les négociations avec l'ensemble des candidats dans un délai raisonnable, il apparaît nécessaire de prolonger de 6 mois le contrat de concession actuel, par voie d'avenant.

Le parking Estienne d'Orves génère un chiffre d'affaires d'environ 2,9 millions d'euros hors taxes alors que le montant de la redevance annuelle reversée à la collectivité reste modeste et s'élève à environ 12 000 euros par an. De plus la requalification du centre-ville, devant intervenir dans les prochains mois, risque d'entraîner la suppression de places de stationnement sur voirie au profit des résidents le Parking Estienne d'Orves pouvant leur offrir une solution de substitution.

Aussi, après négociations engagées avec le concessionnaire, la Métropole a obtenu le versement d'une redevance variable à hauteur de 90 000 euros HT par mois d'activité complémentaire, soit une redevance complémentaire évaluée à 540 000 euros HT pour 6 mois ainsi que la mise en place d'un abonnement « résident » dont le tarif est fixé à

900 euros TTC par an, qui sera commercialisé dès le 1^{er} septembre 2018.

L'ensemble de ces évolutions contractuelles a été repris au sein du présent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat d'un an et demi ;

- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le di contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession concernant l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille par la Société Massilia Park ;
- Le courrier du 17 juin 2016 émanant de la société Massilia Park notifiant la cession de l'intégralité du capital social de la Société Massilia Park à la société QPark-France à compter du 17 juin 2016 ;
- La délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, approuvant l'avenant n° 7 au contrat de concession concernant l'exploitation du parking Estienne d'Orves ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 13 Avril 2018
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation de l'avenant n° 8 au contrat de concession relatif à la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - QPark France.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 8 au contrat de concession relatif à la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - QPark France.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 036-183/18/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative au Parc de Stationnement Longchamp Cassini à Marseille 4ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16293/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Projet du parking Longchamp Cassini, d'une capacité de 470 places devrait se situer, à l'angle des boulevards Cassini et du Jardin zoologique, sous les jardins du parc Longchamp.

Il comprendra quatre niveaux souterrains. Les accès s'effectueront depuis le boulevard Cassini. Ce parking sera destiné tout d'abord aux résidents du secteur ; il permettra également de compenser les places de stationnement supprimées sur voirie sur le

boulevard Longchamp à l'occasion du tracé du tramway.

Ce parking a fait l'objet d'une procédure de délégation de service public sous la forme de concession d'une durée de 30 ans (réalisation et exploitation du parc), attribuée à la société QPARK par délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006. A ce titre, la Métropole Aix Marseille Provence, qui devrait verser à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, au délégataire une subvention d'équipement d'un montant de 5,295 millions d'euros, pour laquelle un 1er acompte de 1,765 million d'euro d'ores et déjà mandaté.

Des difficultés sont apparues lors de la mise en œuvre de la convention de concession, sur le plan contentieux, ayant conduit à un arrêt de l'opération de réalisation du parc de stationnement pendant plusieurs années.

Dans le même temps, l'évolution des conditions techniques et économiques de la concession, tant en ce qui concerne la réalisation et le coût des travaux, que leur amortissement, ont conduit à un déséquilibre de l'économie du contrat nécessitant de réévaluer les coûts supplémentaires induits tant au regard des modifications à apporter au projet initial, qu'à la prise en compte de la dégradation des conditions de financement des travaux et des possibilités d'amortissement des investissements.

Au vu des estimations réalisées et de l'évolution de la réglementation applicable aux concessions de services publics, la Métropole a estimé que la seule solution envisageable et juridiquement sécurisée était de résilier la convention de concession passée avec Q-Park France SAS.

Des négociations se sont alors engagées entre la Métropole et Q-Park France SAS, dans la mesure où les modalités de résiliation conventionnelles (article 8.6 du contrat de délégation de service public) ne trouvaient pas à s'appliquer «stricto sensu», en raison notamment du fait que la phase constructive n'avait jamais débuté et que, pour cette raison, l'investissement réalisé par le délégataire n'avait pas atteint celui initialement prévu.

Ces négociations ont abouti à des concessions réciproques formalisées dans le projet de protocole transactionnel de résiliation, soumis à votre approbation.

A cet égard, le délégataire a consenti d'une part, à céder à l'autorité délégante l'ensemble des études menées par lui, et d'autre part, à céder à la propriété intellectuelle de l'architecte.

Afin de poursuivre la réalisation de ce parking, dont les autorisations de construire ont été purgées en 2012, il est envisagé de recourir à une maîtrise d'ouvrage directe.

L'opération d'investissement 2017104300, Parc de stationnement Longchamp Cassini, d'un montant de 18 500 000€ TTC inscrite au budget territoire enregistrée dans l'autorisation de programme 171081BP du programme 08 de la Métropole doit être affectée.

D'autre part, l'opération d'investissement 2006/00143, 204-Parc de stationnement Longchamp Cassini, inscrite au budget territoire enregistrée dans l'autorisation de programme 13108BP du programme 08 de la Métropole doit être ramenée de 6 100 000 euros TTC à 1 765 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, approuvant le choix du délégataire Q.PARK France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 06/098 passé avec Q.PARK France, notifié à cette société le 29 septembre 2006 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le Budget du Territoire - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative au Parc de Stationnement Longchamp Cassini à Marseille 4ème arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de prendre acte de la résiliation du contrat de concession n°06/098 ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 18 500 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder concomitamment à la révision à la baisse du montant de l'opération dédiée à la subvention d'investissement initialement votée ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Budget du Territoire - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative au Parc de Stationnement Longchamp Cassini à Marseille 4ème arrondissement

| | |
|---------------------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 93 |
| Voix Contre | 24 |
| Abstentions | 12 |
| Ne prend pas part au vote | 1 |

Adoptée

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Muriel PRISCO - Nouriati DJAMBAE - Gérard POLIZZI.

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Lionel ROYER-PERREAUT

PROX 037-184/18/CT

■ **Approbation de la convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE concernant la réalisation d'un complexe cinématographique Square Léon Blum Marseille 13001**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 18/16046/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille Provence gère dans le cadre d'un contrat de concession n° 91/354 du 2/4/1991, le parking Gambetta sis allées Léon Gambetta à Marseille 13001.

Par ailleurs, la Ville de Marseille, compte actuellement 9 cinémas représentant un total de 8 147 fauteuils. Cette offre s'avère insuffisante notamment en centre-ville. Fort de ce constat, la ville de Marseille a donc décidé de renforcer cette offre. Dans ce cadre, La Société ARTPLEXE CANEBIERE a présenté à la Ville un projet de réalisation d'un complexe cinématographique et culturel dénommé ARTPLEXE, associant à la fois une offre cinématographique couvrant le cinéma d'art et d'essai et le meilleur du cinéma populaire d'auteur. Ce complexe sera aussi doté d'une offre commerciale et de restauration tout public, tournée vers la culture.

Intéressée par ce projet d'envergure contribuant notamment à la requalification du haut de la Canebière, la Ville de Marseille a choisi pour la réalisation de ce complexe, de recourir à un bail emphytéotique administratif signé le 26 février 2016 au profit de la Société ARTPLEXE qui a par ailleurs obtenu un permis de construire en date du trois mai 2017.

L'emplacement du futur complexe cinématographique sera situé à la fois sur une partie de l'emprise de la mairie de secteur des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements propriété de la Ville de Marseille, une ancienne voie publique de circulation automobile et une partie du square Léon Blum, dont la désaffectation a été constatée et le déclassement du domaine public de la voirie routière décidée, après enquête publique, suivant la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 21 décembre 2015.

Il convient aussi de préciser que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking public métropolitain « Gambetta » puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus du parking souterrain comptant 630 places, concédé à la Société QPARK France jusqu'au 2 décembre 2021.

Dans le cadre du projet, la société ARTPLEXE devra réaliser des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking. Ces derniers induiront la suspension temporaire d'utilisation de places de stationnement, étant précisé que la gestion desdits travaux sera réalisée par phases entraînant la fermeture des différents niveaux du parking, soit 63 places de stationnement au maximum, ainsi que la perte définitive d'une dizaine de places de stationnement.

En outre, ces travaux occasionneront une perte d'exploitation pour la société Q-PARK France, liée à la fermeture de zones de stationnement pendant la durée des travaux, ainsi qu'une gêne manifeste pour les usagers.

C'est dans ce cadre et afin de respecter l'ensemble des contraintes techniques, économiques et de sécurité de cet établissement recevant du public « ERP de type Parc de Stationnement », que les parties se sont rapprochées afin de mettre en œuvre une convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, le concessionnaire du parking Gambetta, Qpark France et la Société ARTPLEXE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France, et la Société ARTPLEXE concernant la réalisation d'un complexe cinématographique Square Léon Blum Marseille 13001.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de la convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France, et la Société ARTPLEXE concernant la réalisation d'un complexe cinématographique Square Léon Blum Marseille 13001.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

PROX 038-156/18/CT

■ Approbation de la convention de financement et de cession foncière concernant l'élargissement de la Traverse Gibraltar à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16371/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Ville de Marseille est propriétaire d'une parcelle cadastrée d'une surface de 1034 m² contiguë à la parcelle de l'Etat sur la bordure sud-ouest de la traverse de Gibraltar (13014).

La Ville a acquis une parcelle du Ministère de la Défense correspondant à l'ancienne caserne Bel Air, sise 74 Rue du Docteur Léon Perrin d'une superficie d'environ 8 381 m².

La juxtaposition de ses deux parcelles, permet d'engager par le groupe SNI les travaux de construction de 98 logements, sur une surface de plancher globale d'environ 6 200 m², se décomposant de la manière qui suit :

- 49 logements locatifs sociaux conventionnés (PLS, PLU et PLAI)
- 31 logements locatifs libres à loyers modérés
- 18 logements en accession à coûts maîtrisés.

L'instruction de la demande de permis de construire concernant ce projet a fait apparaître une difficulté de desserte du programme immobilier du fait de l'étroitesse de la traverse de Gibraltar, des pentes importantes et de l'absence de trottoirs. Cet état des lieux fait apparaître un défaut de sécurité des usagers compte tenu en outre de l'accroissement du flux automobile généré par la desserte de ces futurs 98 logements.

Pour résoudre cette difficulté du programme de construction sur la propriété Bel-Air, la Ville de Marseille et la Métropole A.M.P. ont engagé un projet visant à élargir et à aménager la traverse de Gibraltar afin d'améliorer la sécurité pour les circulations automobile et piétonne, notamment pour les élèves se rendant au Collège Alexandre Dumas, rue Chalusset.

Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé en séance du 9 décembre 2013 (n°13-25794-DDU) le principe de cession gratuite à la Métropole Aix-Marseille Provence des emprises nécessaires à la réalisation de l'élargissement de la voie et l'attribution d'une subvention à Marseille Provence Métropole pour l'aménagement de la voie.

Les modalités de versement du montant de cette subvention, établie à 250 000 euros TTC, doivent désormais être précisées dans le cadre d'une convention de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, en date du 9 décembre 2013, n°13-25794-DDU) relative à l'attribution d'une subvention à Marseille Provence Métropole pour l'aménagement d'une voie, la cession gratuite des emprises foncières de la voie - Bel Air, traverse Gibraltar (13014) ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération portant l'approbation de la convention de financement et de cession foncière concernant l'élargissement de la traverse Gibraltar, à Marseille (13014).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement de la traverse Gibraltar, à Marseille (13014) ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de financement ci-annexée, avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de financement et de cession foncière concernant l'élargissement de la traverse Gibraltar, à Marseille (13014).

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

PROX 039-184/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel portant résiliation du contrat de concession pour la réalisation et l'exploitation du Parc de Stationnement Longchamp Cassini à Marseille 4ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/15736/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n° TRA 4/904/CC du 17 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain à l'angle du boulevard Cassini et du boulevard du jardin zoologique à Marseille (4^{ème} arrondissement).

Par délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, a été approuvé le choix du délégataire – à savoir Q-PARK France.

Le contrat de concession n° 06/098 a été passé et notifié à la Société Q-PARK France le 29 septembre 2006.

Par avenant n°1 notifié le 21 septembre 2016, la Métropole a pris acte de la réorganisation du groupement Q-PARK avec pour conséquence la cession du contrat de Q-PARK France à Q-PARK France SAS.

A compter du 1^{er} janvier 2016, date de création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la dissolution des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) préexistants, dont la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n° 06/098 a été transféré de plein droit à ladite Métropole qui devient l'autorité délégante dans le cadre de cette convention.

Des difficultés sont apparues, lors de la mise en œuvre de la convention de concession, sur le plan contentieux, ayant conduit à un arrêt de l'opération de réalisation du parc de stationnement pendant plusieurs années.

Dans le même temps, l'évolution des conditions techniques et économiques de la concession, tant en ce qui concerne la réalisation et le coût des travaux, que leur amortissement, ont conduit à un déséquilibre de l'économie du contrat nécessitant de réévaluer les coûts supplémentaires induits tant au regard des modifications à apporter au projet initial, qu'à la prise en compte de la dégradation des conditions de financement des travaux et des possibilités d'amortissement des investissements.

Au vu des estimations réalisées et de l'évolution de la réglementation applicable aux concessions de services publics la Métropole a estimé que la seule solution envisageable et juridiquement sécurisée était de résilier la convention de concession passée avec Q-Park France SAS.

Des négociations se sont alors engagées entre la Métropole et Q-Park France SAS, dans la mesure où les modalités de résiliation conventionnelles (article 8.6 du contrat de délégation de service public) ne trouvaient pas à s'appliquer «stricto sensu», en raison notamment du fait que la phase constructive

n'avait jamais débuté et que, pour cette raison, l'investissement réalisé par le délégataire n'avait pas atteint celui initialement prévu.

Ces négociations ont abouti à des concessions réciproques formalisées dans le projet de protocole transactionnel de résiliation, soumis à l'avis du Conseil de Territoire.

A cet égard, le délégataire a consenti d'une part, à céder à l'autorité délégante l'ensemble des études menées par lui, et d'autre part, à céder la propriété intellectuelle de l'architecte sur l'ensemble des documents établis.

L'indemnité transactionnelle s'élève à 1 765 000 euros se décomposant comme suit :

- remboursement des frais réellement engagés par le délégataire soit 762 832 euros TTC
- 1 002 168 euros au titre de l'indemnisation pour préjudice subi du fait de la résiliation anticipée soit au total 1 765 000 euros à imputer en totalité sur la subvention d'équipement déjà versée. Aucun versement complémentaire n'est à verser par la Métropole.

Concomitamment à la résiliation de cette concession, il est proposé d'approuver au Conseil une délibération sur l'opération d'investissement relative à la réalisation du parc de Stationnement de Longchamp Cassini à Marseille sous la maîtrise d'ouvrage directe de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, approuvant le choix du délégataire Q-PARK France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 06/098 passé avec Q-PARK France, notifié à cette société le 29 septembre 2006 ;
- L'avenant N°1 à la convention de concession n° 06/098, prenant acte de la réorganisation du Groupement Q-PARK avec pour conséquence la cession de la convention de concession de Q-PARK France à Q-PARK France SAS ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel portant résiliation du contrat de concession n°06/098 pour la réalisation et l'exploitation du Parc de Stationnement Longchamp Cassini à Marseille 4ème arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'application de la convention de concession n° 06-098 pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Longchamp-Cassini n'est plus possible dans les conditions techniques et financières initialement prévues ;
- Que la seule solution envisageable et juridiquement sécurisée consiste à résilier la convention de concession passée avec Q-Park France SAS ;
- Que cette résiliation est prévue par voie de protocole transactionnel, pour tenir compte de la situation particulière née de l'arrêt de l'opération pour raisons contentieuses ;
- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'arrêt de l'opération et entraîne renoncement des parties à toute instance et/ou action devant les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre une avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel portant résiliation du contrat de concession n°06/098 pour la réalisation et l'exploitation du Parc de Stationnement Longchamp Cassini à Marseille 4ème arrondissement.

| | |
|---------------------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 117 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |
| Ne prend pas part au vote | 1 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Lionel ROYER-PERREAUT

PROX 040-164/18/CT

■ Protocole transactionnel portant sur les litiges d'exécution de la délégation de service public relative au financement à la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés

Information du Conseil de Territoire DTD 18/16397/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Société Evéré (ci-après « le Délégataire ») est titulaire de la convention de délégation de service public (ci-après « le Contrat ») conclue le 18 juillet 2005 avec la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole aux droits de laquelle est venue Aix Marseille Provence Métropole (ci-après « la

Métropole ») et portant sur le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de Protocole transactionnel portant sur les litiges d'exécution de la délégation de service public relative au financement, à la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés

L'exécution du Contrat a dans les années venant de s'écouler fait naître plusieurs désaccords entre les Parties (i) sur les pénalités que la Métropole a décidé d'appliquer au Déléataire pour différents motifs qui se trouvent exposés ci-après et (ii) sur le bien-fondé des factures et réclamations du Déléataire que la Métropole a refusé d'honorer. Plusieurs litiges sont actuellement pendants devant le juge administratif ou sont en passe d'être introduits devant lui.

Ces litiges portent plus précisément sur :

1- Des dysfonctionnements techniques pour l'année 2011

Un titre exécutoire a été émis le 17 avril 2013 par la Métropole mettant à la charge du Déléataire des pénalités pour un montant global de 1 829 921,16 euros TTC correspondant à des dysfonctionnements techniques pour l'année 2011. Inclus dans ce montant global, figurent plus particulièrement des pénalités d'un montant de 1 396 710 euros TTC pour manquement à la garantie contractuelle annuelle de traitement, de 238 815 euros TTC euros pour manquement à la garantie contractuelle de capacité de traitement et de 194 396,16 euros TTC pour non-respect de la garantie contractuelle de performance de l'unité de valorisation énergétique relative aux rejets gazeux.

Il est précisé qu'en conséquence de l'émission du titre exécutoire, le comptable du centre des finances publiques a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération contractuelle du Déléataire.

Le Déléataire a demandé devant le tribunal administratif de Marseille l'annulation de ce titre exécutoire et la décharge de l'obligation de payer cette somme.

Par jugement du 12 juillet 2017, le tribunal administratif de Marseille, motifs pris de l'absence d'indication des bases de la liquidation, a (i) déchargé le Déléataire des pénalités auxquelles elle a été assujettie au titre de l'année 2011 à hauteur de 1 635 525 euros TTC et correspondant aux manquements à la garantie annuelle de traitement (pour 1 396 710 euros TTC) et à la garantie de capacité de traitement (pour 238 815

euros TTC), et (ii) annulé la décision du 27 juin 2013 du comptable public en tant qu'il a procédé à la compensation de la somme de 1 635 525 euros TTC sur la rémunération contractuelle du Déléataire. En application de ce jugement, la Métropole a procédé le 21 novembre 2017 au paiement de la somme de 1 635 525 euros TTC au bénéfice du Déléataire.

Néanmoins, un nouveau titre exécutoire est susceptible d'être émis par la Métropole.

2- Des dysfonctionnements techniques pour l'année 2013

Le 17 février 2015, la Métropole a émis à l'encontre du Déléataire un titre exécutoire pour un montant de 73 672,23 euros TTC afin de pénaliser ce qu'elle a considéré comme la non atteinte de la garantie contractuelle de traitement des déchets apportés sur le site et de la garantie contractuelle de performance d'exploitation des installations au regard des rejets gazeux. En conséquence de l'émission du titre exécutoire, le comptable du centre des finances publiques a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération du Déléataire.

Le Déléataire a contesté devant le tribunal administratif de Marseille la régularité du titre exécutoire ainsi émis (i) pour défaut d'indication des bases de liquidation de la créance (ii) pour absence de fondement des pénalités dès lors que, selon elles, les déchets ont bien été réceptionnés et traités au sein des installations et (iii) pour méconnaissance par la Métropole des stipulations du Contrat relatives au comptage des dépassements des seuils de dépassement en termes de rejets gazeux. Cette instance est toujours pendante.

3- Un litige sur l'évacuation de déchets en conséquence de l'incendie

A la suite de l'incendie ayant détruit une partie des installations en 2013, l'autorité préfectorale a prescrit des mesures afin de permettre le redémarrage de l'unité de valorisation énergétique et demandé l'évacuation des 14 469 tonnes de déchets contenus dans les fosses 1 et 2 des Installations.

La Métropole a considéré que ces déchets n'ont pas été traités alors même que la capacité technique annuelle de 475 529 t/an des installations n'était pas atteinte et ce en méconnaissance de la garantie contractuelle de capacité de traitement.

Un titre exécutoire a été émis le 25 novembre 2015 faisant application des pénalités pour méconnaissance de ladite garantie contractuelle et ce pour un montant de 1 302 210 euros TTC (correspondant aux 14 469 tonnes non traitées). En

conséquence de l'émission du titre exécutoire, le comptable du centre des finances publiques a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération du Délégué.

Le Délégué a fait opposition au titre exécutoire devant le tribunal administratif de Marseille aux motifs (i) de l'absence d'indication des bases de liquidation et (ii) de la circonstance que le Délégué n'a évacué les déchets qu'en application des prescriptions préfectorales susvisées ne résultant pas de son fait. L'instance est toujours pendante.

4- Un litige sur les « dysfonctionnements techniques » au cours de l'année 2014

Le 8 mars 2016, la Métropole a émis un titre exécutoire portant sur les pénalités pour méconnaissance de la garantie contractuelle de traitement et non-respect des seuils de rejets gazeux, et ce pour un montant de 117 277,95 euros TTC. Le comptable public a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération du Délégué.

Le Délégué a contesté le titre exécutoire devant le tribunal administratif de Marseille considérant (i) l'absence d'indication des bases de la liquidation (ii) la circonstance que les déchets auraient bien été traités sur le site pour avoir été réceptionnés et entreposés en fosse (iii) la survenance de l'incendie du 2 novembre 2013 et (iv) l'absence de fondement des pénalités pour rejets gazeux dès lors qu'au sens du Contrat les pénalités s'appliquent aux seules tonnes incinérées au-delà des 4 h consécutivement ou 60 h annuellement et non à la première tonne de dépassement. L'instance est toujours pendante.

5- Un litige relatif au coût généré par la grève de juin 2016 pour la Métropole

Par un titre exécutoire en date du 15 décembre 2016, la Métropole a émis un titre exécutoire à l'encontre du Délégué en conséquence de l'absence d'accueil des déchets sur le site entre le 8 et le 24 juin 2016 causée par le blocage de l'entrée des installations par des manifestants, et ce pour un montant de 945 063,06 euros TTC.

Le Délégué a contesté le titre exécutoire devant le tribunal administratif de Marseille considérant (i) le défaut d'indications des bases de la liquidation, (ii) l'absence de fondement du titre dès lors que le défaut d'accueil des déchets sur le site n'est pas imputable au délégué mais à un mouvement de grève national et (iii) le respect par le délégué de ses obligations contractuelles tenant au bon fonctionnement des ouvrages délégués.

Par décision en date du 29 août 2017, la Métropole a retiré le titre exécutoire contesté motif pris de sa défaillance sur l'indication des bases de liquidation.

Un nouveau titre exécutoire du même montant est susceptible d'être émis par la Métropole.

6- Un litige relatif au coût généré par la grève de juin 2016 pour le Délégué.

Par courrier en date du 18 juillet 2016 le Délégué demandait réparation de la décision de la Métropole d'évacuer directement les déchets des installations vers des centres de stockage à la suite du blocage de l'entrée des installations par des manifestants entre le 8 et le 24 juin 2016. Le Délégué demandait en conséquence de ces griefs réparation de son préjudice estimé à 931 002 euros TTC lié à l'absence de versement de la redevance proportionnelle aux déchets traités ainsi qu'à la perte de recettes de valorisation.

La Métropole indiquait au Délégué qu'elle considérait, au contraire que l'absence d'accueil et de traitement des déchets constituait un manquement du Délégué à ses obligations contractuelles.

Le tribunal administratif de Marseille est susceptible d'être saisi de la réclamation du Délégué.

7- Un litige portant sur l'application de la rémunération « PP5 » aux déchets détournés

A la suite de l'incendie précité de novembre 2013, l'endommagement des Installations a contraint le Délégué à détourner les déchets vers des centres de stockage extérieurs.

L'avenant 4 au Contrat prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2015, le mode de calcul de la redevance est modifié avec l'introduction d'une part proportionnelle « PP5 » rémunérant à hauteur de 13,25 euros HT la tonne traitée en représentation des surcoûts d'exploitation constatés par le protocole transactionnel n°1.

Selon le Délégué, cette part proportionnelle « PP5 » doit s'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2015 à l'ensemble des tonnages traités c'est-à-dire à la fois ceux traités sur les Installations et ceux traités à l'extérieur. Le Délégué considère en conséquence détenir sur la Métropole une créance de 549 195,39 euros TTC.

A l'inverse, pour la Métropole, la rémunération « PP5 » liée aux surcoûts générés par les modifications apportées aux Installations ne peut s'appliquer qu'au

traitement des déchets opéré sur ces mêmes Installations. La Métropole considère que les déchets détournés à la suite de l'incendie étaient contractuellement à la charge du délégataire et que le Contrat prévoit que les tonnages des déchets détournés sont facturés selon les conditions de vigueur avant l'adoption du protocole transactionnel n°1 c'est-à-dire sans prise en compte des surcoûts d'exploitation payés par la rémunération « PP5 ».

Le tribunal administratif de Marseille est susceptible d'être saisi de la réclamation du Délégué.

8- Un litige portant sur le paiement des déchets détournés en 2016 à la suite de la remise en service des Installations postérieurement à l'incendie

Par courrier en date du 1^{er} mars 2017, le Délégué adressait à la Métropole une facture correspondant au coût des déchets excédentaires 2016 traités sur les équipements extérieurs aux Installations pour un montant de 553 805,95 euros TTC et correspondant à 8 806,22 tonnes.

La Métropole refusait de payer cette facture dès lors que, selon elle, en application de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2014 pris à la suite de l'incendie ayant détruit une partie des Installations, la limitation de la capacité annuelle à 371 000 tonnes prescrit par cet arrêté cessait à la mise en service industrielle des installations reconstruites. Ainsi, selon la Métropole, une fois la mise en service industrielle constatée, le retour à la capacité annuelle normale (440 000 tonnes / an) empêchait toute facturation de déchets excédentaires. Or, la mise en service industrielle ayant été prononcée au 30 septembre 2016, il ne pouvait y avoir de déchets excédentaires postérieurement à cette date.

Le Délégué a fait valoir son désaccord au motif que la date de mise en service industrielle n'a pu intervenir avant la fin du mois de décembre 2016 sur la base du calendrier des essais réalisés. Un litige est susceptible d'être introduit sur ce point par le Délégué devant le tribunal administratif de Marseille.

La Métropole et le Délégué ont souhaité mettre un terme à ces litiges qui mettent en péril la bonne exécution du service public en concluant un protocole transactionnel au sens des articles 2044 et suivants, et ce au bénéfice des concessions réciproques suivantes :

- Le Délégué :
 - Accepte de se désister purement et simplement des instances introduites

devant le tribunal administratif de Marseille à l'encontre des différents titres exécutoires émis par la Métropole à savoir :

- le titre exécutoire portant sur un montant de 73 672,23 euros TTC ;
- le titre exécutoire portant sur un montant de 1 302 210 euros TTC ;
- le titre exécutoire portant sur un montant de 117 277,95 euros TTC.

- Renonce à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre du préjudice qu'elle a invoqué à hauteur de 549 195,39 euros TTC correspondant à la rémunération « PP5 » des déchets non traités par les Installations ;

- Renonce à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre du préjudice qu'elle a invoqué à hauteur de 931 002 euros TTC correspondant au manque à gagner généré par les mouvements sociaux de juin 2016 ;

- Renonce à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, concernant la rémunération du traitement des déchets excédentaires pour l'année 2016 en contrepartie du paiement de la facture de 553 805,95 euros TTC.

▪ La Métropole :

- Renonce à (i) émettre à nouveau un titre exécutoire en ce qui concerne la pénalité d'un montant de 1 396 710 euros TTC pour manquement à la garantie annuelle de traitement en 2011, et la pénalité de 238 815 euros TTC € pour manquement à la garantie de capacité de traitement en 2011 lesquelles avaient été annulées par le tribunal administratif de Marseille pour défaut d'indication des bases de la liquidation du titre exécutoire n° 3360 le 17 avril 2013 et (ii) à former toute réclamation ou recours à l'encontre du Délégué pour ces mêmes faits ;

- S'acquitte de la facture de 553 805,95 euros TTC correspondant au coût des déchets excédentaires à hauteur de 8 806,22 tonnes pour l'année 2016 ;

- Renonce à émettre un titre exécutoire en ce qui concerne le coût supporté par elle au titre des mouvements sociaux intervenus en 2016 et, en conséquence, renonce à toute pénalité et à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, relative aux conséquences de cet événement ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d’entreprises composé d’URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s’est substituée la société dédiée EVERE et ses avenants 1, 2, 3 et 4 ;
- Le projet de protocole transactionnel objet de la présente délibération ;
- Le projet de délibération portant sur le Protocole transactionnel portant sur les litiges d’exécution de la délégation de service public relative au financement, à la réalisation et l’exploitation d’un centre de

traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les procédures contentieuses en cours et à venir entre la Métropole et le Déléataire concernant les difficultés d’exécution de la délégation de service public sont et seront chronophages, longues et onéreuses ;
- Qu’il est indispensable de tout mettre en œuvre pour la meilleure continuation du service public d’élimination des déchets laquelle est perturbée par les litiges en cours entre la Métropole et le Déléataire ;
- Que la Métropole et le Déléataire ont consenti des concessions réciproques afin de mettre fin à ces litiges en application des articles 2044 et suivants du code civil relatifs à la transaction .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le Protocole transactionnel portant sur les litiges d’exécution de la délégation de service public relative au financement, à la réalisation et l’exploitation d’un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés

PROX 041-162/18/CT

■ Approbation de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information au Conseil de Territoire DGPROP 18/16437/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du 19 octobre 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets qui intègre 4 axes en termes de prévention des déchets. Au sein de ces axes « prévention », la réutilisation / réemploi des textiles, linges de maison et chaussures est un projet prioritaire.

La récupération des textiles, linges de maison et chaussures, dans un objectif de réutilisation, réemploi ou de recyclage, est déjà ancienne mais était jusqu'en 2009 liée à un tissu associatif ou d'entreprises dont l'économie était fragilisée par les aléas du marché. La mise en place d'un éco organisme en charge de la gestion de ces déchets (éco TLC) en 2009 et la contribution financière des metteurs sur le marché a permis de sécuriser la filière.

Depuis plusieurs années les conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont encouragé les communes membres dans l'implantation de conteneurs à textile sur le domaine public en accompagnement des initiatives privées. Ces actions, initiées dans une démarche de réduction des déchets ont de multiples intérêts :

- économique : chaque vêtement déposé à une association ou dans une borne à un coût nul pour la collectivité. Inversement, les textiles déposés avec les ordures ménagères représentent une dépense de collecte et traitement (coût complet OMR HT/tonne sur AMP de 308 € en 2016),
- social : la filière de collecte et de tri des textiles génère, à tonnage équivalent, un nombre d'emplois plus important que les autres modes de traitement. De plus, certains collecteurs présents sur le territoire portent des centres de tri locaux avec un travail d'insertion (Le Relais sur Marseille 13014, Magreg sur Marseille 13015 et Provence Tlc sur Vitrolles qui emploient au global une quarantaine de personnes). L'implantation de bornes sur notre territoire montre la complémentarité entre les collectes associatives et la récupération par les colonnes d'apport volontaire implantées sur les domaines public et/ou privé.
- environnemental : l'éco organisme permet de garantir plus de 99.7% de valorisation des textiles collectés dont 59,4% sont réutilisés en l'état, 40,3% sont recyclés ou valorisés (9,3% en chiffons, 22,5% en effilochage, 7,5% transformés en Combustibles Solides de Récupération et 1% éliminé avec valorisation énergétique).

Au niveau national chaque habitant achète en moyenne 9.2 kg de textiles par an (vêtements, linge de maison, chaussures) dont 3.2 kg/habitant/an sont collectés pour réemploi/réutilisation/recyclage à partir

de 41 700 points de récupération de ces textiles, soit une dotation de 1 point pour 1 600 habitants.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 750 points de récupération des textiles sont à la disposition des habitants pour donner leurs vêtements-linge de maison-chaussures, soit un point pour 2 500 habitants. Ces points de récupération ont permis de collecter sur 2016 plus de 1.5kg/habitant/an soit 2 700 tonnes sur la Métropole ce qui est important mais inférieur à la moyenne nationale (3.2 kg/habitant/an qui représenterait pour AMP environ 6 000 tonnes). Ce gisement non valorisé, encore conséquent, nécessite de poursuivre la communication sur le tri des textiles mais aussi d'accroître les moyens de tri mis à disposition des usagers.

Les points de récupération sont constitués majoritairement de colonnes d'apport volontaire installées sur le domaine public (61%) mais également de colonnes d'apport volontaire implantées sur le domaine privé et de vestiaires d'associations.

De plus 6 opérateurs de collecte ont été identifiés sur la Métropole dont 3 sont actuellement sous convention avec les Conseils de territoire (Le Relais, Provence Tlc et Eco-Textiles).

L'implantation des colonnes sur le domaine public est régie par des conventions signées par les conseils de territoire. Ces conventions, sauf pour le conseil de territoire Istres Ouest Provence, arrivent à échéance fin 2018.

Cette délibération a donc pour objet d'autoriser le lancement d'un appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires en vue de leur réutilisation sur les conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec signature d'une convention type relative à l'implantation et à l'exploitation des bornes de récupération des textiles usagés sur le domaine public.

La procédure de l'appel à projets sera la suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation ;
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation ;
- Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé des vice-présidents déchets des conseils de territoire concernés ainsi que de l'élu Métropolitain délégué aux déchets ménagers. Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Une fois le ou les opérateurs retenus sur chacun des lots géographiques proposés

des conventions d'implantation de ces équipements seront proposés pour une durée de 4 années avec versement d'une redevance d'occupation du domaine public au gestionnaire du domaine (commune ou Métropole) ;

Ces conventions signées entre le gestionnaire du domaine public, la Métropole et l'opérateur retenu préciseront notamment le rôle des opérateurs : recherche et proposition d'emplacements appropriés en accord avec le gestionnaire du domaine public, gestion des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public, fourniture, installation et entretien des bornes d'apport volontaire, collecte de ces points, suivi qualitatif et quantitatif du gisement capté, tri et envoi du gisement vers les filières de valorisation.

Chaque responsable de son domaine public reste décisionnaire sur ces implantations et la signature de la convention.

- La mise en œuvre de ces conventions se fera à partir de janvier 2019. Chaque année un bilan sera réalisé des quantités de textiles détournés.

En complément de cette démarche la Métropole engagera des actions de sensibilisation des habitants pour favoriser le réemploi / réutilisation des textiles sur son territoire et encouragera le maillage entre les domaines privé et public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire Marseille Provence prend acte de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 044-186/18/CT

■ Approbation du règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2018-2019

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16392/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

85 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Un règlement des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2018-2019 applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix Marseille Provence. Il définit les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix Marseille Provence, il définit aussi les modalités d'inscription et le rôle des différents acteurs , un règlement intérieur pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves enfin il définit aussi les ayants droits et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public.

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2018 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2018 2019.

Commission "Vie Economique"

VECO 002-187/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Centrale Marseille pour 2018 pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopôle de Château-Gombert -
Approbation d'une convention
DPEATSV 18/16349/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage du développement et de l'aménagement du Technopole de Château-Gombert, l'une des têtes de ponts de la recherche et de l'innovation sur le territoire métropolitain, 1er pôle français de recherche en mécanique-énergétique après Paris, qui rassemble 8 laboratoires de recherche, plus de 600 chercheurs, 2600 étudiants, 170 entreprises (Cybernétix, Traxens, CMR, ERAS...) 4000 salariés et un écosystème complet de soutien à l'innovation (Incubateur, pépinières, pôles de compétitivité).

En 2016, les usagers du Technopôle de Château-Gombert ont dû faire face à une recrudescence d'incidents graves sur le périmètre du cœur de site, qui regroupe en particulier les écoles Centrale Marseille et Polytech Marseille, les résidences étudiantes et plusieurs laboratoires de recherche.

Afin de lutter contre la survenue de tels actes, un travail collectif réunissant les directeurs des différentes structures concernées, les services de la police municipale, nationale et la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône a permis de définir une série de mesures préventives.

Conformément à « l'Etude Sûreté » réalisée par la section Prévention situationnelle de la Direction

Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, un dispositif de surveillance des accès autorisés des différents organismes du Technopole a été mis en place sur le périmètre concerné aux heures de faible fréquentation.

Financé conjointement par Centrale Marseille, la Métropole Aix-Marseille Provence, les résidences étudiantes et Aix-Marseille Université, ce dispositif a été géré de septembre 2016 à décembre 2017 par Centrale Marseille, qui dispose déjà d'un PC sécurité.

L'efficacité de ce dispositif, associé à la mobilisation de la police nationale et municipale dont la fréquence des rondes a été augmentée dans le secteur, a permis d'enrayer la spirale de violence qui semblait installée.

Comme l'avait anticipé l'étude « Sûreté », ce contrôle des différentes entrées d'établissements aux heures de faible fréquentation « participe à la dissuasion des actes de malveillance et envoie un signal fort à la fois aux usagers et aux individus malveillants ».

Le budget prévisionnel pour 2018 de cette prestation de renfort opérée par Centrale Marseille est de 45 454,44 euros.

Budget prévisionnel 2018

ECOLE CENTRALE MARSEILLE

Dispositif de surveillance des accès autorisés

| Période | coût TTC |
|---------------------------------|--------------------|
| 8 janvier au 11 février | 6 528,37 € |
| 12 février au 23 février | 1 887,89 € |
| 04 au 31 mars | 4 431,11 € |
| 01 au 20 puis du 29 au 30 avril | 3 667,74 € |
| 01 au 31 mai | 5 501,88 € |
| 01 au 30 juin | 4 745,48 € |
| 01 au 09 juillet | 1 433,12 € |
| 29 au 31 août | 468,06 € |
| 01 au 30 septembre | 4 758,78 € |
| 01 au 26 octobre | 4 103,44 € |
| 04 au 30 novembre | 4 446,89 € |
| 01 au 22 décembre | 3 481,68 € |
| Total 2018 | 45 454,44 € |

| | |
|-------------|-------------|
| Financement | |
| Métropole | 15 000,00 € |
| AMU | 14 000,00 € |
| Résidences | 5 000,00 € |
| ECM | 11 454,44 € |

hors coûts de structure
(PC de sécurité) et de
gestion du contrat

CONSIDERANT

Compte-tenu de l'efficacité du dispositif et des bénéfices pour l'ensemble de la communauté d'usagers et l'attractivité générale du site, il est proposé pour cette année de reconduire la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence au financement de ce dispositif via une subvention du Conseil de Territoire Marseille Provence à hauteur de 15 000 euros par une subvention à Centrale Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopole de Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence ;
- L'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image et de réputation pour le Technopole, site d'excellence académique et entrepreneuriale, et pour le territoire ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 15 000 euros à l'Ecole Centrale Marseille au titre de l'année 2018 pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopole.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière l'Ecole Centrale Marseille ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer ladite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 67 - Article 6748 .

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 006-188/18/CT

■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Médinsoft - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire. DGDE 18/16393/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, d'Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Depuis, Aix-Marseille French Tech développe une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- favoriser l'émergence des startups, accélérer leur croissance et en réduire la mortalité,
- faire rayonner le savoir-faire du territoire à l'international,
- fixer et importer les talents sur le territoire,
- capitaliser sur les projets phares pour appuyer le développement des acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation,
- développer au service du numérique l'emploi en stimulant les filières à fort potentiel de croissance,

- stimuler l'innovation et la croissance économique par les nouveaux usages du numérique,
- accompagner la transition numérique des métiers « traditionnels »,
- veiller à l'adéquation des dispositifs de formation aux besoins de développement de la filière numérique.

Le 12 novembre 2014 la Secrétaire d'État au Numérique, décernait le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

En complément de la labellisation des Métropoles French Tech, l'État a lancé, en avril 2016, un appel à projet sur les réseaux thématiques French Tech. Quatre candidatures correspondant au positionnement du territoire, ont été retenues à savoir :

- Objets connectés (IOT/Manufacturing),
- Sports,
- Santé (HealthTech),
- CleanTech/Mobility.

Depuis l'origine de l'obtention du label Aix-Marseille French le portage et l'animation ont été confiés à l'association Medinsoft.

Le travail effectué par Medinsoft a permis de lancer une dynamique fédératrice pour les entreprises innovantes du territoire et d'asseoir la marque Aix-Marseille French Tech.

L'agenda du développement économique de la Métropole et de la French Tech nationale se rejoignent sur l'objectif de mieux accompagner la croissance et l'internationalisation des start-ups.

Afin de s'y inscrire pleinement, les collectivités ont lancé en janvier 2018 un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de remettre en jeu le portage et l'animation du label.

Dans ce cadre, l'association AMFT 2.0 a été déclarée vainqueur de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et prend la responsabilité du portage du label depuis avril 2018.

Néanmoins, l'association Medinsoft a animé le label du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018 en ligne avec les objectifs de la feuille de route construite pour la période 2016-2018.

- Mener le suivi opérationnel et la coordination des actions inscrites dans la feuille de route annuelle Aix-Marseille French Tech (AMFT),
- Etre force de proposition de projets ou actions issus des travaux menés dans ses propres instances (commissions, ...) au même titre que peuvent l'être d'autres

- acteurs intervenant dans l'écosystème numérique,
- Mobiliser et coordonner l'offre de services résultant des différents dispositifs French Tech avec celle des acteurs de l'écosystème d'innovation (pôles de compétitivité, incubateurs, CEEI, pépinières...)
- Promouvoir le potentiel numérique du territoire Aix-Marseille Provence lors de grands événements nationaux et internationaux,
- Assurer l'animation digitale de la communauté professionnelle et entrepreneuriale regroupée dans Aix-Marseille French Tech,
- Assurer la coordination avec les Réseaux Thématiques French Tech en cohérence avec la feuille de route AMFT,
- Favoriser la coopération avec les autres métropoles labellisées et être l'interlocuteur référent de la mission nationale French Tech,
- Assurer un appui technique pour le fonctionnement des instances de gouvernance : planification, organisation, compte rendu,

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation d'Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 47.500 euros, représentant 23,75 % du budget prévisionnel 2018 proratisé sur 3 mois d'un montant de 200 00 euros (budget prévisionnel annuel de 800 000 euros).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 17 500 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 30.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération sur l'attribution d'une subvention de 47 500 euros pour 2018 à l'association Medinsoft.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Medinsoft qui l'a opéré du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018 ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 47 500 euros pour 2018 à l'association Medinsoft répartie comme suit :

- 17 500 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 30.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 007-189/18/CT

■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DGDE 18/16394/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, d'Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Depuis, Aix-Marseille French Tech développe une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- favoriser l'émergence des startups, accélérer leur croissance et en réduire la mortalité,
- faire rayonner le savoir-faire du territoire à l'international,
- fixer et importer les talents sur le territoire,
- capitaliser sur les projets phares pour appuyer le développement des acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation,
- développer au service du numérique l'emploi en stimulant les filières à fort potentiel de croissance,

- stimuler l'innovation et la croissance économique par les nouveaux usages du numérique,
- accompagner la transition numérique des métiers « traditionnels »,
- veiller à l'adéquation des dispositifs de formation aux besoins de développement de la filière numérique.

Le 12 novembre 2014 la Secrétaire d'État au Numérique, décernait le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

En complément de la labellisation des Métropoles French Tech, l'État a lancé, en avril 2016, un appel à projet sur les réseaux thématiques French Tech. Quatre candidatures correspondant au positionnement du territoire, ont été retenues à savoir :

- Objets connectés (IOT/Manufacturing),
- Sports,
- Santé (HealthTech),
- CleanTech/Mobility.

Après plus de trois ans de portage et d'animation par l'Association Medinsoft qui a permis de lancer une dynamique fédératrice au sein du territoire, les collectivités ont lancé en janvier 2018 un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de renforcer les actions de croissance économique et d'internationalisation des start-ups innovantes du territoire.

Dans ce cadre, l'association AMFT 2.0 a été déclarée vainqueur de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et prend la responsabilité du portage du label depuis avril 2018.

Constituée d'une équipe d'entrepreneurs ayant fait leurs preuves pour le développement d'entreprises innovantes et disposant de réseaux pour le financement de start-ups et de relais d'influence à l'international, les membres d'AMFT 2.0 s'engagent sur les grands axes suivants de la feuille de route d'Aix-Marseille French Tech :

- **Ambition 1 : Appui à la création et à la croissance de startups**
- **Ambition 2 : Attractivité du territoire et Internationalisation des startups**
- **Ambition 3 : Coordination**
- **Ambition 4 : Communication et visibilité de l'écosystème numérique**

Afin de soutenir ces ambitions, l'association Aix-Marseille Métropole French Tech s'engage à suivre la feuille de route suivante qui permettra de structurer sa démarche de développement au service des start-ups innovantes du territoire :

1) - Structuration de l'association

L'année 2018 sera en premier lieu marquée par :

- Le recrutement de membres (start-up notamment) dont le nombre légitimera les actions menées par l'Association
- la mise en place de la gouvernance de l'association
- la mise en place de groupes de travail alliant les membres du collectifs aux différents acteurs du territoire

L'association est composée de 3 catégories de membres :

- Les entrepreneurs de sociétés technologiques, qui élisent le collègue entrepreneur au Conseil d'administration
- Les structures d'accompagnement qui élisent le collègue Structure d'Accompagnement
- Les partenaires qui ne disposent d'aucun membre élu au Conseil d'Administration

Concernant la refonte des statuts, la nouvelle version prendra en compte les éléments suivants

2) – Création du Comité stratégique

Un comité stratégique sera mis en place et regroupera le bureau de l'association et les financeurs publics. Ce comité se réunira à l'initiative des financeurs sur la base de deux réunions annuelles ayant pour objectif :

- De définir la stratégie de l'association pour l'année N+1
- De faire un point d'étape en cours d'année sur la réalisation des objectifs

3) – Mise en place de groupes de travail portés par le collectif d'entrepreneurs à l'initiative du projet

Ces groupes de travail sont dirigés par les membres du collectif et ouverts aux acteurs territoires en fonction de leurs souhaits et de leurs compétences.

Les groupes de travail définis à ce jour sont :

- Business
- Culture
- Education / formation
- Femmes in tech
- Financements
- International
- Open innovation / grands groupes
- Relations structures d'accompagnement

4) Renouvellement du label French Tech

Une commission sera nommée début avril pour travailler et présenter le dossier de renouvellement du label French Tech. Cette commission pourra se faire assister si nécessaire par un consultant.

La coordinatrice Aix-Marseille French Tech, embauchée en CDI à compter du 1^{er} avril 2018, participera activement à l'élaboration du dossier

Le rôle d'Aix-Marseille Métropole French Tech est de s'impliquer au côté des collectivités qui portent le label.

5) Coordination

L'association Aix-Marseille Métropole French Tech a pour vocation de promouvoir le label FRENCH TECH en s'appuyant sur les acteurs du territoire pour soutenir et valoriser leurs actions. A ce titre, le rôle de l'association sera :

- De recueillir les attentes des startups et des structures d'accompagnement
- De suivre les programmes mis en place au niveau national par les structures mandatées par les instances (Pass French Tech par exemple)
- De s'associer aux actions de Marseille Promotion
- De coordonner les réseaux thématiques (Santé, Clean Tech, IOT, Sport) avec les pôles de compétitivité en charge de l'animation de ces réseaux

6) Communication

L'association mettra en place dès que possible une information régulière et ciblée de ses membres

A ce titre, l'association mettra en place, dès que possible :

- Un site internet propre
- Une newsletter hebdomadaire

Les actions de communication comprennent également :

- L'animation mensuelle du réseau
- La gestion de la marque « french tech » et la déclinaison des logos
- La mise en place et le suivi d'une stratégie de partenariat et de labellisation des structures de l'écosystème French Tech

7) International

L'international est un axe fort de l'Association Aix-Marseille Métropole French Tech

Pour 2018, les objectifs sont :

- L'accompagnement des start-ups régionales à des salons (CES, VIVATECH et autres salons)
- Le soutien des actions menées par Provence Promotion
- La connexion des start-ups du territoire avec les réseaux internationaux à travers notamment les membres du collectif
- Le développement de réseaux internationaux (french tech hub) par le biais, notamment, d'une communication auprès des réseaux français à l'étranger
- Un focus sur l'Afrique est prévu avec notamment la participation à l'évènement « Emerging Valley » en novembre 2018

8) Financement

Le Financement est un axe majeur de développement des start up.

L'association a vocation à faciliter l'accès des start up du territoire aux financements haut de bilan.

Dans ce cadre, deux actions majeures sont programmées en 2018 :

- La mise en place d'un hub, identifié par les VC nationaux et internationaux comme une place forte du financement sur le territoire ; le lieu de ce hub reste à définir
- La création d'un « South Tech Festival » en soutien des événements programmés sur le Territoire les 6 et 7 juillet prochain dans le cadre du Digital Tour ; les événements majeurs de ce festival seraient :

- o 5 juillet : organisation d'un « digital day » avec les écoles de code (organisation d'ateliers grand public de sensibilisation au code)
- o 5 juillet : soirée French Tech / France Digital avec les VC
- o 6 juillet : journée officielle France Digital
- o 7 juillet au soir : grande soirée à The Camp
- o Création d'un start up corner pour le week end où 30 000 étudiants sont attendus sur les plages du Prado

9) Formation / Compétence

Un groupe de travail dédié a été mis en place et a initié un travail en profondeur afin d'appréhender au mieux les besoins sur le territoire, en lien avec de nombreux partenaires.

Sont envisagées :

- La création d'une école de type ECOLE 42
- Le développement de formation aux métiers du numérique maillées avec des universités / institutions internationales pour augmenter le rayonnement et l'attractivité du territoire

10) Création et développement de relations d'affaires

Deux axes majeurs de développement sont envisagés pour 2018 :

- Déclinaison d'actions autour du thème « Ton territoire, ton premier client » visant notamment à multiplier les occasions de visibilité et de RDV d'affaires entre l'offre et la demande sur le territoire avec un objectif business assumé
- La mise en œuvre des relations entre les start up et les grands groupes afin :
 - o d'accélérer les relations génératrices de business (relations commerciale ou collaborations technique) entre les entreprises matures et les startups;
 - o de fédérer l'ensemble des acteurs économiques de la région PACA autour de modèles et idées disruptives;

Le rôle d'Aix-Marseille Métropole French Tech dans cette organisation sera de fédérer les start ups autour de cet évènement.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation d'Aix-Marseille French Tech du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 142.500 euros, représentant 41 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 350 500 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 52 500 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- 90.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 142 500 euros pour 2018 à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Aix-Marseille Métropole French Tech qui le porte depuis le 1^{er} avril 2018 ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 142 500 euros pour 2018 à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech répartie comme suit :

- 52 500 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 90.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 016-190/18/CT

■ Participation du Conseil de Territoire de Marseille Provence au salon Métierama 2018 DPEATSV 18/16378/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend le nom de « Association pour le développement de l'information sur les métiers et les emplois » et sous le sigle « Métierama-Adime ».

Cette association a pour but, en liaison avec les services publics compétents, d'une manière générale :

- D'ouvrir l'horizon des Jeunes sur le monde des métiers et des formations,
- D'aider les Jeunes, encore scolarisés ou sortis du système scolaire, à orienter leur choix d'un devenir adapté à leurs centres d'intérêts, à leurs talents et à l'emploi.
- De créer les conditions d'un dialogue entre les Jeunes en recherche et les professionnels, entreprises et formateurs
- De servir de médiateur entre le monde de la formation et le monde des professions pour une meilleure information réciproque.

Le label « Métierama » est une marque déposée à l'INPI depuis le 26 avril 1993, pour l'organisation des activités de l'Association. Il ne peut donc être utilisé pour une action conduite par un tiers, sauf si cette action respecte la Charte de l'Association et après accord du Conseil d'Administration.

Chaque année, une grande manifestation, dénommée « Métierama – Rencontres Métiers-Formations » destinées à l'ensemble des Jeunes de 14 à 25 ans, à leur famille et éventuellement à tout public en recherche d'insertion se tient à Marseille en association avec le Rectorat. Y sont présentées : Une large palette des métiers ainsi que les voies de formation permettant d'accéder à ces métiers.

- Un programme d'actions et d'informations au plus près des établissements scolaires et des structures d'insertion prenant la forme de « carrefours de métiers », tables rondes, conférences, visites d'entreprises...
- Des actions permettant des rencontres et du dialogue avec le monde professionnel.

Le bilan 2017

L'ambition, confirmée depuis la création de Métierama, est de permettre à chaque jeune de

découvrir ou confirmer l'orientation qui lui convient en fonction de ses goûts et de ses talents. A cette fin, est présentée une palette aussi complète que possible des métiers auxquels une formation permet d'accéder, présentation dynamique accompagnée d'une possibilité de dialogue avec les professionnels pratiquant ces métiers.

A particulièrement été accentuée la présentation des métiers par la présence retrouvée de nombreuses entreprises insérées dans notre Région.

La tenue simultanée du Salon de l'Etudiant dans le hall 1 du Parc Chanot a été une nouveauté attirant 35 000 visiteurs, essentiellement des collégiens et des lycéens.

La participation des « jeunes en recherche d'insertion », ayant quitté le dispositif de formation, s'est particulièrement améliorée.

Sur tous les pôles, des professionnels ont été mobilisés aux côtés de formateurs pour répondre et dialoguer avec les jeunes.

Les pôles les plus visités

- Santé – social
- Armées – marins pompiers
- Tourisme – hôtellerie – restauration
- Vente – commerce – grande distribution
- Sécurité des biens et des personnes
- **Numérique (nouveau en 2017)**

Une nouveauté pour 2017 : le café des parents

Un espace pur venir discuter du choix d'orientation des enfants entre parents responsables de la fédération PEEP13 (Parents d'Elèves de l'Enseignement public) animé par des professionnels de l'accompagnement.

Le succès de la manifestation 2017 conforte l'association dans sa volonté de répondre aux attentes des jeunes et des familles confrontés au toujours plus difficile problème de choix d'une orientation professionnelle et d'une formation adaptée.

Malgré l'existence d'autres Salons ou forums conçus pour répondre au besoin de plus en plus pressant de l'insertion professionnelle, Métierama conserve son originalité et reste un événement incontournable dans le parcours d'information et de découverte des métiers pour les jeunes de notre région.

Le salon en 2018

Les grands principes :

- Accélération vers le futur (approche populaire, ludique et moderne)
- Mobiliser les entreprises et leurs salariés
- Renforcer l'organisation de l'accueil des visiteurs avec l'appui de Kedge

- Mise en œuvre d'un portail des métiers ouvert à l'ensemble des branches (Région, ONISEP)
- Réseau social, permanence Inforizon
- Utiliser les jeunes, parents, profs
- Revoir le matériel et les méthodes de communication

Le budget prévisionnel de Métierama, pour 2018, s'élève à 436.392 euros.

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

Charges de personnel : 75.400 euros

Autres services extérieurs : 29.300 euros

Services extérieurs : 9.800 euros

Achats, fournitures : 245.000 euros

Dotation amortissement : 1.000 euros

Impôts et Taxes : 500 euros

Contributions volontaires : 76.392 euros

Les recettes sollicitées sont constituées par :

Etat : 5.000 euros

Région : 60.000 euros

Départements : 60.000 euros

VDM : 25.000 euros

Métropole Aix Marseille-Provence : 35.000 euros

Dont

- | | |
|--|----------|
| • Territoire Marseille Provence : | 10.000 € |
| • Territoire du pays d'Aix : | 5.000 € |
| • Territoire Pays Salonais : | 5.000 € |
| • Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : | 5.000 € |
| • Territoire Istres Ouest Provence : | 5.000 € |
| • Territoire Pays de Martigues : | 5.000 € |

CCIMP-CMA 13 : 50.000 euros

Aides privées : 90.000 euros

Autres produits de gestion courante : 35.000 euros

Contributions volontaires 76.392 euros

L'association Adime-Métierama a bénéficié au titre de l'année 2017 d'une subvention de 10.000 euros.

Il est proposé au Bureau de la Métropole de participer au salon Metierama au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros à l'association Adime Métierama.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion et l'orientation professionnelle des jeunes.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros au titre de l'année 2018 à l'association Adime-Metierama.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 – Sous-Politique B320.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 017-191/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation du Carburateur DPEATSV 18/16379/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Conseil de Territoire Marseille Provence) a décidé de réaliser le Carburateur, Pôle de l'Entrepreneuriat en ZFU-TE afin

de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016 a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole Aix-Marseille-Provence (maitre d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas de la Caisse des Dépôts, qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « *La Fabrique à Entreprendre* ».

Le partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre repose sur une convention tri-annuelle votée pour la période 2016/2018 et signée par l'Etat, la Métropole AMP, la Caisse des Dépôts et le Carburateur afin d'assurer le développement de ce dernier.

L'animation et la gestion du Carburateur sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat » (PME). Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole, Cosens, BGE Acces conseil et Esia. L'équipe du Carburateur repose sur 4 Emplois Temps Plein tels qu'une directrice, une secrétaire, une consultante entreprise et un factotum. Ainsi que sur un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) qui vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents par le biais de permanences ; de même que l'association d'entreprise de Marseille Nord, les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), des cadres dirigeants et chefs d'entreprises du territoire par le biais de mentorat (issus de la CMA CGM, la SNEF etc..), et autres réseaux contribuent à enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité, d'une part, de proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services adaptés) et, d'autre part, de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

Les objectifs sont :

- Le soutien à la création d'entreprises et l'hébergement de 50 jeunes entreprises sur 3 ans.

- L'accompagnement de 120 porteurs de projets par an relevant pour la plupart des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics (RSA, NACRE, CAPE etc..)
- Le soutien au développement de 50 entreprises du territoire (ne résidant pas au Carburateur) par an.
- La diffusion de l'esprit d'entreprendre auprès de différents publics

- L'accueil de plus de 500 porteurs de projets (dont 50% en Quartier Prioritaire)
- L'accompagnement de 100 entreprises du territoire ne résidant pas au Carburateur
- L'organisation de 8 événements, 25 petits déjeuners, 46 ateliers, 4 formations et 288 permanences

En 2017, pour sa première année complète d'exploitation, le Carburateur a réalisé :

- L'hébergement et l'accompagnement de 35 jeunes entreprises

manière suivante :

Dépenses

| | |
|----------------------------|---------------|
| Salaires et charges : | 196 753 euros |
| Achats : | 22 863 euros |
| Services extérieurs : | 87 373 euros |
| autres services extérieurs | 50 553 euros |
| Dotations amortissements : | 3700 euros |
| Impôts et Taxes : | 40 000 euros |

Total 401 242

Recettes

| | |
|---------------------------------------|---------------|
| Ressources locatives : | 140 000 euros |
| Subventions : | 259 492 euros |
| MAMP : | 65 000 euros |
| Politique de la Ville : | 64 500 euros |
| Région : | 40 000 euros |
| Département : | 20 000 euros |
| Caisse des Dépôts : | 69992 euros |
| Contributions volontaires en nature : | 1 750 euros |

Total 401 242

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement l'association PME depuis sa création, par une subvention annuelle de 65 000 euros, qu'elle souhaite reconduire pour 2018 comme précisé dans la convention quadri partite 2016/2018 avec la Caisse des dépôts, l'Etat et le Carburateur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération 07/02/2017 - N° DEEN 004-415/17/CT approuvant la convention tri-annuelle entre la Caisse des Dépôts, l'Etat le Pole métropolitain pour l'Entrepreneuriat et la Métropole et le financement de fonctionnement de l'association Pole métropolitain pour l'Entrepreneuriat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes du Territoire de Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 65 000 euros pour 2018 à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat selon la convention quadripartite (La Caisse des Dépôts, l'Etat, le Carburateur et la Métropole) et tri-annuelle.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous-Politique B320.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 018-192/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16282/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat – Energie Territorial (PECT) adopté en 2012, MPM s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction de ses dépenses énergétiques et de production d'énergies renouvelables sur son patrimoine.

Ainsi, ont été créées successivement l'opération d'investissement n°2013/00050 « Equiper en énergie renouvelable les bâtiments et équipements de MPM », puis l'opération d'investissement n°2015109900 «Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ».

Cette dernière a été adoptée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date du 19 février 2015, pour un montant de 500 000 euros TTC.

Afin de rationaliser le suivi des investissements réalisés sur le patrimoine de la Métropole en termes de valorisation énergétique, il convient de ne maintenir qu'une seule opération d'investissement et donc d'affecter le reste à financer de l'opération 2013/00050, soit 750 924,72 euros sur l'opération n°2015109900, dont le nouveau montant s'élèvera désormais à 1 250 924,72 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n 2015109900 - Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments - et de son affectation.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments .

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 019-193/18/CT

■ Attribution d'une subvention et approbation d'une convention avec l'association Agence Locale de l'Energie et du Climat pour le programme d'action 2018 DEE 18/16329/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Avec une population dépassant le million d'habitants et une densité 10 fois supérieure à la moyenne régionale, le territoire de l'actuel Conseil de Territoire Marseille Provence dispose d'un parc résidentiel important aux typologies techniques, économiques, énergétiques et sociales très complexes.

Véritable gisement d'économies, d'activités et d'amélioration du cadre de vie, ce parc requiert une intervention massive et adaptée profitable à l'ensemble des acteurs privés, publics, particuliers et professionnels.

Dans cet objectif, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi que ses partenaires, membres fondateurs, que sont la ville de Marseille, la Région PACA, le CD13 et l'ADEME ont créé une Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) le 6 octobre 2012.

La création de cette ALEC a été une des premières actions du Plan Climat-Energie Territorial (PCET) adopté le 26 octobre 2012.

Il s'agissait de la première ALEC de la région PACA : il en existe désormais 38 dans toute la France.

Les ALEC sont inscrites dans le Code de l'Energie (article L211-5-1) depuis l'entrée en vigueur de la loi Royal relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (article 192). Elles sont désormais reconnues en qualité d'organismes d'animation territoriale, créés à l'initiative des collectivités territoriales et ayant pour objet de conduire en commun des activités d'intérêt général favorisant la transition énergétique.

A la croisée des enjeux énergie (maîtrise et production), habitat, patrimoine et territoire, l'ALEC, association à but non lucratif de type loi 1901, assure ainsi une mission de service public auprès des particuliers, des copropriétés, des professionnels et des collectivités locales afin de leur apporter expertises, méthodologies et outils facilitant la conduite de leurs projets : amélioration (des performances) de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, rénovation du patrimoine public, aménagement du territoire, politique énergétique communale, production d'énergie renouvelable, etc.

Concernant la gouvernance de l'association, les principaux faits marquants de l'année 2017 sont :

- l'élection de Claude Vallette – Conseiller métropolitain de Marseille – à la **présidence de l'ALEC**, du Syndicat des Architectes des Bouches-du-Rhône et de Véolia Energie France (ALTERGIS) au Conseil d'Administration de l'Agence,
- la mise en place du **Comité de Coordination des Structures Locales de l'Energie et du Climat de la Métropole** dont la première décision a porté sur l'extension à l'ensemble du territoire métropolitain du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat,
- l'adhésion du **Pays d'Aubagne et de l'Etoile, second Conseil de Territoire desservi par l'ALEC** après celui de Marseille Provence.

Sur le plan opérationnel, outre **le recrutement d'une nouvelle conseillère énergie habitat individuel et copropriétés**, il conviendra de retenir **l'élargissement à toutes les communes de la Métropole** des « Ateliers collectifs Intercommunaux de Transition Energétique », la multiplication des actions menées en **partenariat avec le CPIE du Pays d'Aix** portant la Maison Energie Habitat Climat du même territoire (ci-après désignée MEHC) – notamment l'animation de l'Atelier Métropolitain de Transition Energétique, le développement de BELUGA, interface numérique et gestionnaire de suivi des projets de la Plateforme de la Rénovation Energétique portée par l'ALEC, et l'organisation des « Rendez-vous de la Rénovation » fin 2017 réunissant près de 400 participants.

Pour l'année 2018, dans la continuité de l'année 2017, il est proposé de subventionner les actions suivantes :

Action n°1 : Accompagnement des collectivités dans le développement de politiques énergétiques communales

Afin de répondre à leurs attentes, l'ALEC met à disposition des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence, les compétences mutualisées d'une conseillère en énergie spécialisée. Son rôle est double : d'une part, accompagner les collectivités au suivi des consommations et à la réalisation d'économies d'énergies et d'eau sur l'ensemble de leur patrimoine (bâtiments, flotte de véhicules, éclairage public) ; d'autre part, sensibiliser les élus et former les agents des services ainsi que les usagers des équipements publics.

Action n° 2 : Massification de la rénovation énergétique des logements

2.a) Informations et conseils aux particuliers

A travers le Point Rénovation Info Service (PRIS), l'ALEC assure une mission de service public qui permet aux particuliers de bénéficier d'un *conseil impartial et gratuit* dans les projets de rénovation de leur logement. Cette mission est assurée par 4

conseillers info-énergie spécifiquement formés. Les conseillers sont joignables tous les jours par téléphone et par email et lors de permanences installées à Marseille ou dans les autres communes du Conseil de Territoire Marseille Provence qui le souhaitent. Les questions posées concernent en majorité : le crédit d'impôt, l'éco-prêt à taux zéro, l'isolation des vitrages, la prime rénovation énergétique, l'isolation des toitures. Enfin, l'aide à la lecture des devis et factures est systématiquement proposée par les conseillers.

En 2017, 800 logements individuels ont bénéficié de l'appui de l'ALEC : 500 pour du «conseil simple» 300 pour du «conseil long terme».

2.b) Conseils aux copropriétés

L'ALEC accompagne actuellement 70 copropriétés, soit plus de 8 000 ménages concernés, incluant des ménages éligibles aux aides de l'ANAH.

C'est à ce titre que l'ALEC travaille en collaboration avec la Direction de l'Aménagement et de l'Habitat du Conseil de Territoire Marseille Provence et notamment avec les opérateurs du Programme d'Intérêt Général (PIG) du PLH afin de rediriger les publics susceptibles d'être éligibles aux aides de l'ANAH vers ces services mais aussi vers l'ADIL, SCHS, etc.

La mission de l'ALEC d'accompagnement des copropriétés connaît une montée en puissance du fait d'une sollicitation de plus en plus importante de "leaders énergétiques" mais également de conseils syndicaux et syndicats, voire des opérateurs logements de l'ANAH qui ont eu connaissance des actions déjà réalisées par l'association.

La rénovation énergétique de ces copropriétés allant de quelques lots à plusieurs centaines va avoir des conséquences en termes de dépôt de dossiers de financement de travaux auprès de l'ANAH par les copropriétaires éligibles aux aides, faisant de l'ALEC un acteur local incontournable dans la préparation et l'élaboration du futur Plan Local de l'Habitat (PLH).

Action n°3 : Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique de l'Habitat (PTRE)

La loi transition énergétique du 17 août 2015 a également consacré le réseau des Plateformes Territoriales de la Rénovation Energétique de l'Habitat (PTRE) comme service public de la performance énergétique de l'habitat (cf. article 22 de la loi et article L. 232-1 et suivant du Code de l'Energie).

L'objectif est de multiplier par trois le nombre des rénovations énergétiques en France grâce au travail des Plateformes.

Sur le territoire de Marseille Provence, c'est l'ALEC qui développe et porte cette PTRE depuis 2014.

Cette plateforme doit permettre de dynamiser durablement le marché local de la rénovation avec :

- L'émergence, la structuration et l'accompagnement de la demande.

- La mobilisation, le référencement, l'implication et l'articulation de l'offre, (dans une optique B2B et B2C).
- La co-animation et l'intermédiation Offre/Demande dans une optique de massification de la rénovation.
- La mobilisation et l'orientation des politiques locales, (fléchages des deniers publics).

Action n°4 : Communication et évènementiel

Volet connexe essentiel aux missions de conseil, suivi et orientation décrites précédemment, la communication et l'animation territoriale en direction du grand public, des Collectivités et des acteurs économiques constituent une des activités clés de l'ALEC.

Cette action peut être menée à des fins multiples (sensibilisation large, montée en compétences d'acteurs ciblés, valorisation de bonnes pratiques etc.) et sur des formats variés (des plus ludiques au plus professionnels).

L'ALEC est l'organisatrice d'au moins deux grands événements par an appelés «Rendez-vous de la rénovation». Ces rendez-vous rassemblent plusieurs centaines de personnes (400 personnes pour l'évènement de novembre 2017) venues de toute la France. Ils permettent, in fine, de consolider l'ancrage territorial de l'association et de renforcer ses liens partenariaux.

Pour ce plan d'actions 2018, les autres financeurs sont :

| ACTIONS | Coût total de l'action(€) | AMP CT 1 | AMP CT 4 | AMP | ADEME | Région PACA | CD 13 | Autres : Communes Politique Ville | Ville de Marseille | Autofinancement ALEC |
|--|---------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------------------------|--------------------|----------------------|
| Action n°1 : Collectivités | 152 200 | 5 000 | | 24 000 | 24 000 | | | 3400 | / | 95 800 |
| Action n°2 : Massification de la rénovation de l'habitat | 233 300 | 35 000 | 15 000 | | 120 000 | | 30 000 | 10 000 | / | 23 300 |
| Action n°3 : Plateforme Territoriale de Rénovation énergétique de l'Habitat de Marseille Provence (PTRE) | 222 700 | 10000 | | | 131 300 | 57000 | | | / | 24 400 |
| Action n°4 : Communication et évènementiel | 59 200 | 10 000 | 5 000 | | 10 000 | | | 9 600 | / | 24 600 |
| Autres projets : ATRE | 13 200 | | | | 10 000 | | | | / | 3 200 |
| TOTAUX | 680 600 100 % | 60 000 8,9 % | 20 000 2,9 % | 24 000 3,5 % | 295 300 43,4 % | 57 000 8,4 % | 30 000 4,4 % | 23 000 3,3 % | / | 171 300 25,2 % |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d’octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La taille, l'état et la complexité du parc résidentiel (individuel et collectif) situé sur le Conseil de Territoire Marseille Provence,

engagé, par endroit, dans un processus de déqualification ;

- La dynamique enclenchée sur le territoire en direction des copropriétés privées sur la base notamment des conclusions du rapport NICOL ;
- La dynamique enclenchée par la Métropole sur le futur PCAEM et sur la thématique «Réseaux d'énergies» ;
- La capacité de l'ALEC à générer de l'activité économique, des projets performants et des dispositifs technico-financiers innovants et fédérateurs ;
- La vocation d'intérêt général des ALEC confirmée par la loi TECV et les retours d'expériences nationaux des autres ALEC en France.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions 2018, ci-annexé, de l'association Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) au titre de l'action 24 du Plan Climat-Energie Territorial «*Mettre en place une agence locale de l'Energie pour agir, informer et conseiller*».

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à l'association ALEC au titre de l'action 24 du Plan Climat-Energie Territorial «*Mettre en place une Agence Locale de l'Energie pour agir, informer et conseiller*» pour l'année 2018.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2018 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et l'association ALEC, ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Fonctionnement : 60 000 euros - Sous-Politique G610 – Nature 6748 – Fonction 76

Crédits de paiements 2018 : 48 000 euros
Crédits de paiements 2019 : 12 000 euros

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention d'objectifs.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 021-194/18/CT

■ Approbation d'une convention de partenariat avec le GERES dans le cadre de l'appel à projets Prévention et gestion des déchets verts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et attribution d'une subvention pour les années 2018-2019 DEE 18/16337/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée, sur le territoire Marseille Provence, dans une politique de gestion des déchets respectueuse de l'environnement, pouvant impacter la qualité de l'air du territoire.

Il est donc ici proposé de poursuivre la démarche environnementale cohérente ayant le double objectif de renforcer la réduction des déchets ménagers sur le territoire, et plus particulièrement les déchets verts, et de favoriser l'amélioration de la qualité de l'air, en lien notamment avec le brûlage de déchets verts.

De fait, le projet permettra notamment de satisfaire aux objectifs du Plan Climat-Energie Territorial adopté en octobre 2012 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (Conseil de Territoire Marseille Provence), et plus particulièrement aux actions n°13 (« Mieux valoriser les déchets ») et n°14 (« Réduire les déchets, mieux collecter et mieux les traiter »).

La démarche de réduction des déchets du territoire

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé depuis plusieurs années dans une démarche de réduction des déchets collectés sur le territoire.

Le premier programme de prévention des déchets 2011-2016 déployé sur le territoire s'est traduit par la réduction de 9% du ratio d'ordures ménagères et assimilés collectés sur le territoire.

La nouvelle démarche «Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage» s'est concrétisée par la signature d'un «Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire» (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention de l'ADEME pour les 3 années de 450 k€, prévoit la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les

acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;

- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Au sein de l'axe 2, la réduction des déchets verts collectés sur le territoire notamment par l'expérimentation de dispositifs de broyage est prévue. Sur l'année 2016, plus de 21 000 tonnes de déchets verts ont été collectés en déchèteries et 7800 tonnes en plateformes dédiées aux professionnels.

Qualité de l'air : le contexte actuel des actions du territoire

Pour ce qui concerne la qualité de l'air la Métropole, compétente la matière, s'attache à la surveillance de qualité de l'air et le respect des normes de qualité d'air sur son périmètre.

Outre son adhésion annuelle à Air PACA, association agréée par le Ministère afin d'assurer la surveillance de la qualité de l'air sur la région PACA, la Métropole sur le territoire Marseille Provence conduit de nombreuses actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air.

De plus, en raison d'un dépassement fréquent des seuils d'émission de particules en suspension, plus particulièrement sur l'agglomération marseillaise, le territoire Marseille Provence, est concerné par **le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône**, approuvé par arrêté préfectoral du 17/05/2013.

Cet outil de planification départemental d'actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique comporte une quarantaine d'actions, dont une (l'action n°13) en lien avec le brûlage des déchets verts à l'air libre.

Interdit dans les Bouches-du-Rhône par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013, le brûlage des végétaux est la source de nombreux dommages sur l'environnement et la santé publique :

- troubles du voisinage (fumée, nuisance olfactive),
- augmentation du risque d'incendie,
- production d'importantes émissions de **polluants atmosphériques** (particules fines) et de gaz à effet de serre,
- effet **délétère sur la santé** en raison notamment de l'exposition aux particules fines, suspectée d'entraîner une perte moyenne d'espérance de vie (9 mois par personne en France selon l'Institut national de veille sanitaire).

Le projet permettra donc également de répondre à certaines exigences du Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA13).

**Démarche environnementale initiée en 2015-2017
(1er Appel à projet ADEME/Région)**

La Métropole fait donc face à la nécessité impérieuse de sensibiliser les acteurs de son territoire, tant pour la réduction des déchets que pour l'interdiction de brûlage, et de les former aux alternatives du brûlage des déchets verts.

La mobilisation des acteurs du territoire (population, services techniques, professionnels du paysage...) nécessite de déployer nombre d'actions

complémentaires visant, notamment, l'utilisation des déchets verts sous forme de broyats et conduisant à la lutte contre la pollution de l'air en enrayant les émissions liées au brûlage des déchets verts.

En vue d'atteindre ce double objectif «réduction des déchets / lutte contre la pollution de l'air» un partenariat avec l'association GERES (Groupe Energie Renouvelables Environnement et Solidarités), a été conclu avec le Conseil de Territoire Marseille Provence dans le cadre de l'appel à projet «Prévention et gestion des déchets verts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur» (2015-2017).

Pour cette première opération, le GERES a sollicité des financements, répartis comme suit :

| | Montant en euros net de taxes | Répartition (%) |
|--------------------------|----------------------------------|-----------------|
| ADEME-DRAAF- CR PACA | 63 738,40 | 74,2 |
| MPM (CT1) | 6 014,60 | 7 |
| Autofinancement GERES | 16 170,00 | 18,8 |
| TOTAL | 85 923,00 | 100 |

Pour la période 2015-2017 la Métropole, pour le Conseil de Territoire Marseille Provence (précédemment MPM), a apporté une participation à hauteur de 6 014,60 euros soit environ 7% du montant total de l'opération.

Ce partenariat a permis la promotion du broyage de déchets verts, la recherche de solutions alternatives au brûlage pour tous les producteurs de déchets, la recherche d'exutoires pour les paysagistes en lien avec la saturation des déchèteries et les coûts de gestion de déchets verts croissants.

La mise en œuvre de ce premier appel à projet a permis d'apporter les résultats suivants :

- mise en place de solutions pérennes dans certains services techniques municipaux du territoire,
- après entretien d'espaces verts privés, utilisation du broyat par les clients plutôt qu'une mise en plateforme,
- utilisation du broyat de déchets verts en agriculture comme fertilisant organique des sols.

par un renforcement de l'information des professionnels et des particuliers (*notamment pour la santé du brûlage des déchets verts à l'air libre, solutions alternatives au brûlage, amendes encourues pour les dépôts sauvages de déchets verts*) et par de nouvelles actions de promotion du broyage afin de disséminer ces bonnes pratiques et tester de nouvelles solutions.

Démarche environnementale proposée en 2018-2019 (2ème Appel à projet ADEME/Région)

Fort des conclusions du premier Appel à projet ADEME/Région, le GERES propose à la Métropole la poursuite des actions initiées précédemment sur le territoire Marseille Provence, dans le cadre d'un second appel à projet ADEME/Région « Prévention et gestion des déchets verts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ». Il s'agira de poursuivre la sensibilisation, plus particulièrement sur les effets sanitaires, et la promotion du broyage, de répandre ces bonnes pratiques mais aussi de tester de nouvelles solutions.

Pour cette seconde opération le GERES a sollicité les financements, répartis comme suit :

A ce jour, ces actions nécessitent d'être poursuivies

Pour la période 2018-2019 la Métropole, pour le Conseil de Territoire Marseille Provence, est sollicitée à hauteur de 50 000 euros soit environ 25% du montant total de l'opération.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver l'attribution d'une subvention à l'association GERES, retenue dans le cadre de cet appel à projets, pour un montant total de 50 000 euros, formalisée par la convention de partenariat afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;
- L'arrêté préfectoral n° 2013354-0004 du 20 Décembre 2013 relatif à l'emploi du feu et au brûlage des déchets verts et autres produits végétaux.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt et la nécessité pour le Conseil de Territoire Marseille Provence de réduire la production de déchets à la source, dans un souci environnemental, humain et financier ;
- L'intérêt pour le Conseil de Territoire Marseille Provence de renforcer la sensibilisation et la lutte contre la pollution de l'air sur son territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'Association GERES.

Article 2 :

Est approuvée la convention avec le GERES ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Conseil de Territoire Marseille Provence 2018 – Sous-Politique : G210 Qualité de l'air - Nature : 65748 – Fonction 74

Article 4 :

La programmation des crédits de paiement s'établit comme suit :

- Crédits de paiement 2018 : 40 000 €
- Crédits de paiement 2019 : 10 000 €

| | Montants en euros net de taxes | Répartition (%) |
|----------------------------------|---|----------------------------|
| CPIE | 8 199 | 4,23 |
| VARAPPE | 6 767 | 3,50 |
| UNEP | 17 723 | 9,15 |
| CHAMBRE D'AGRICULTURE | 29 005 | 14,98 |
| Métropole AMP | 50 000 | 25,82 |
| ADEME-CR PACA | 55 537,60 | 28,68 |
| Autofinancement GERES | 26 384,4 | 13,63 |
| TOTAL | 193 616,00 | 100,00 |

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 022-195/18/CT

■ Approbation du cadre d'intervention financière en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique dans le domaine des filières liées à la réduction des déchets

DPEATSV 18/16376/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 18 Juillet 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence, a délibéré sur son cadre d'intervention dans le domaine du Pacte de sécurité et de cohésion sociale pour le soutien des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) engagés dans les Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille.

Aujourd'hui, il paraît important de présenter un bilan de l'opération. Les 18 ACI soutenus annuellement par la collectivité pouvaient proposer à 190 personnes (137 Equivalent Temps Plein - ETP) une mise en situation de travail. Les personnes ainsi recrutées sont titulaires d'un contrat de travail et bénéficient d'un suivi, d'un accompagnement, d'un encadrement technique et d'une formation en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable. La durée des contrats des personnes recrutées est de six mois minimum.

Ces ACI ont concerné essentiellement des activités en « pied d'immeuble » sollicitées par des bailleurs sociaux afin de réaliser des travaux de sur-entretien que sont l'entretien d'espaces verts, le débroussaillage, les chantiers de bâtiment, des travaux d'embellissement.

A l'issue de cette période de travail, environ 40% des salariés ont retrouvé un emploi ou se sont engagés dans une formation qualifiante.

Prévue pour une durée de trois ans, l'aide de la collectivité au fonctionnement du Pacte arrive à sa fin. Il convient de définir un nouveau cadre d'intervention dans le domaine de l'insertion, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire (ESS) au niveau du Territoire Marseille-Provence.

Comme précisé dans l'agenda métropolitain du développement économique, il convient de soutenir la création d'activités économiques au sein des territoires les plus fragiles en maintenant le travail de synergie avec les services du Territoire et/ou de la Métropole que sont la politique de la ville ; la réduction des déchets ; l'économie circulaire ; le service Europe ; la DGA Emploi, Insertion, Economique Sociale et Solidaire

Aussi le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite-t-il maintenir son implication dans ce dispositif en l'élargissant sur le Territoire et propose de participer au financement des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) à hauteur de 100.000,00 euros par an dont la répartition entre les ACI bénéficiaires sera précisées dans une délibération subséquente.

Les SIAE, auxquels contribuera la collectivité, auront été préalablement retenues par le conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE) qui associe les services de la Métropole et en particulier ceux de la DGA Emploi, Insertion, Economique Sociale et Solidaire.

Les principes d'intervention proposés pour guider la sélection des SIAE et les montants financiers proposés sont les suivants :

- un critère de localisation : être situé sur le territoire du CT1 avec une attention pour les résidents des QPV ou de Veille Active,
- un critère concernant le public : retenir dans les effectifs recrutés une proportion significative de public suivi par les PLIE du CT ;
- un critère concernant le partenariat : être en lien avec les services de la Politique de la Ville, de la réduction des déchets, de l'économie circulaire ;
- un critère concernant la filière économique : utiliser comme support des emplois en cohérence avec l'activité économique du territoire et précisé dans l'agenda métropolitain du développement économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'instruction DGEFP n°2014-2 du 5 février 2014 « relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique » ;
- La délibération HPV 006-346/14/CC du 18 Juillet 2014 pour l'approbation des principes d'intervention financière de Marseille Provence Métropole en faveur des ateliers et chantiers d'insertion dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Marseille ;
- Vu l'avis de la commission et de suivi et cohérence des subventions aux associations.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite maintenir une politique d'aide des personnes en insertion vers l'emploi.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une contribution financière du Conseil de Territoire Marseille Provence dans le cadre du dispositif présenté.

Article 2 :

Le montant pour 2018 de cette contribution financière est de 100.000,00 €. Une délibération subséquente viendra préciser la répartition entre les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique bénéficiaires.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document pour la mise en œuvre de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de

Territoire Marseille-Provence - Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 65 - Sous-Politique E 120.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 023-196/18/CT

■ Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Pacwan

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 18/16380/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz. C'est donc la Métropole Aix-Marseille-Provence qui, intervenant dorénavant en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, devient signataire de ces conventions et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par Pacwan.

ERDF a donc sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser Pacwan à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation d'un réseau de communications électroniques par fibres optiques.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis, Pacwan et la FNCCR à laquelle adhère la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention adaptée à la concession de distribution publique d'électricité, sécurise l'intervention de Pacwan et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;

- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de concession de distribution d'électricité publique en cours ;
- Pacwan verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau.

Conformément au contrat de concession, son montant est fixé par support ou le cas échéant, par traverse, au prix de 27,5 euros (montant non révisé). Ce montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. Ce montant sera actualisé en fonction de la volumétrie prévisionnelle durant toute la durée de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code des Postes et des Communications Electroniques.
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Pacwan.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Pacwan.

VECO 024-197/18/CT

**■ Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association Emergence(s) Compétences Projets pour la mise en œuvre du PLIE MP CENTRE - Attribution d'une subvention pour l'année 2018
DPEATSV 18/16373/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 9 Février 2017, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a délibéré une Convention de fonds de concours 2018-2020 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des 6 plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain. Cela se traduira par le soutien financier des PLIE dans leurs missions d'accompagnement socio-professionnel et de placement en emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, dont les Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA).

Concernant le Territoire Marseille-Provence, trois PLIE sont concernés :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

D'une façon générale, les PLIE sont des dispositifs partenariaux réunissant l'Etat, la Région, le Département, les intercommunalités et les communes autour d'un objectif commun, faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des personnes en difficulté, en proposant un accompagnement à l'emploi individualisé. Les PLIE sont pilotés de manière partenariale ; les engagements de chaque partenaire sont inclus dans le document cadre du PLIE, le protocole d'accord, d'une durée de cinq ans (2018-2022).

L'engagement financier du Département d'un montant global de 1.873.000 euros (annuel) envers les 6 PLIE du territoire métropolitain fait l'objet de conventions financières pluriannuelles 2018-2020. Cependant, le présent rapport a pour objet d'autoriser le versement le montant attribué par le Département à l'association Emergence(s) Compétences Projets, gestionnaire du PLIE Marseille Provence Centre pour l'année 2018. Pour ce faire, le PLIE MP Centre, qui intervient sur les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons, devra accompagner, pour la période du protocole 2018-2022, 6.140 personnes tout en tenant compte des critères suivant :

- 60% de bénéficiaire du RSA,
- 50% de résident en Quartiers Politique de la Ville (QPV),
- 50% de sorties positives.

Dans cette démarche, le Département confie à la Métropole Aix-Marseille-Provence la gestion des fonds affectés aux PLIE du territoire métropolitain pour la période 2018-2020. En tant qu'Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du Fond Social Européen (FSE), la Métropole assurera la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE que sont ses fonds propres ainsi que ceux du Département qui sont consacrés à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, dans le cadre des PLIE.

Enfin, la participation financière du Conseil Départemental sera constatée dans la partie recettes au budget de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ; Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-2893/17/BM du 14 décembre 2017, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre – Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 016-1160/17/CT du 12 Décembre 2017, Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association Emergence Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MP Centre

- Attribution d'une subvention pour l'année 2018 ;

- Le rapport voté le 9 Février 2018 Convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département et la métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétente pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Centre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Centre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP Centre au titre de l'année 2018 ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 380.000,00 euros pour l'année 2018 à l'association Emergence(s) Compétences Projets.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Emergence(s) Compétences Projets gestionnaire du PLIE MP Centre.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document nécessaire à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 – Article 65748 - Fonction 65 -Sous-Politique E 120.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 025-198/18/CT

■ Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du PLIE MP EST - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 DPEATSV 18/16374/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 9 février 2017, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a délibéré une Convention de fonds de concours 2018-2020 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des 6 plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain. Cela se traduira par le soutien financier des PLIE dans leurs missions d'accompagnement socio-professionnel et de placement en emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, dont les Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA).

Concernant le Territoire Marseille-Provence, trois PLIE sont concernés :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

D'une façon générale, les PLIE sont des dispositifs partenariaux réunissant l'Etat, la Région, le Département, les intercommunalités et les

communes autour d'un objectif commun, faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des personnes en difficulté, en proposant un accompagnement à l'emploi individualisé. Les PLIE sont pilotés de manière partenariale ; les engagements de chaque partenaire sont inclus dans le document cadre du PLIE, le protocole d'accord, d'une durée de cinq ans (2018-2022).

L'engagement financier du Département d'un montant global de 1.873.000€ envers les 6 PLIE du territoire métropolitain fait l'objet de conventions financières pluriannuelles 2018-2020.

Cependant, le présent rapport a pour objet d'autoriser le versement le montant attribué par le Département à l'association Ciotat Emploi Initiatives, gestionnaire du PLIE Marseille Provence Est pour l'année 2018.

Pour ce faire, PLIE MP Est, qui intervient sur les communes de La Ciotat, Cassis, Carnoux, Roquefort la Bédoule, Ceyreste et Gémenos, devra accompagner, pour la période du protocole 2018-2022, 1.375 personnes tout en tenant compte des critères suivant :

- 60% de bénéficiaire du RSA,
- 20% de résident en Quartiers de Veille Active,
- 50% de sorties positives.

Dans cette démarche, le Département confie à la Métropole Aix-Marseille-Provence la gestion des fonds affectés aux PLIE du territoire métropolitain pour la période 2018-2020. En tant qu'Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du Fond Social Européen (FSE), la Métropole assurera la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE que sont ses fonds propres ainsi que ceux du Département qui sont consacrés à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, dans le cadre des PLIE.

Enfin, la participation du Conseil Départemental sera constatée dans la partie recettes du budget de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 002-2894/17/BM du 14 décembre 2017, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est – Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 012-1156/17/CT du 12 Décembre 2017, Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MP Est - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 ;
- Le rapport voté le 9 Février 2018 Convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département et la métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétente pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Est ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Est ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP Est au titre de l'année 2018 ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 .

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 210.000,00 euros pour l'année 2018 à l'association Ciotat Emploi Initiatives.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du PLIE MP Est.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document nécessaire à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 026-199/18/CT

■ Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association du PLIE MPM Ouest pour la mise en œuvre du PLIE MP OUEST - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 DPEATSV 18/16375/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 9 février 2017, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a délibéré une Convention de fonds de concours 2018-2020 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des 6 plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain. Cela se traduira par le soutien financier des PLIE dans leurs missions d'accompagnement socio-professionnel et de placement en emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, dont les Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA).

Concernant le Territoire Marseille-Provence, trois PLIE sont concernés :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

D'une façon générale, les PLIE sont des dispositifs partenariaux réunissant l'Etat, la Région, le Département, les intercommunalités et les communes autour d'un objectif commun, faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des personnes en difficulté, en proposant un accompagnement à l'emploi individualisé. Les PLIE sont pilotés de manière partenariale ; les engagements de chaque partenaire sont inclus dans le document cadre du PLIE, le protocole d'accord, d'une durée de cinq ans (2018-2022).

L'engagement financier du Département d'un montant global de 1.873.000 euros (annuel) envers les 6 PLIE du territoire métropolitain fait l'objet de conventions financières pluriannuelles 2018-2020. Cependant, le présent rapport a pour objet d'autoriser le versement le montant attribué par le Département à l'association du PLIE MPM Ouest, gestionnaire du PLIE Marseille Provence Ouest pour l'année 2018.

Pour ce faire, le PLIE MP Ouest, qui intervient sur les communes Marignane, Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Le Rove, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins, devra accompagner, pour la période du protocole 2018-2022, 1.500 personnes tout en tenant compte des critères suivant :

- 60% de bénéficiaire du RSA,
- 20% de résident en Quartiers Politique de la Ville (QPV),
- 50% de sorties positives.

Dans cette démarche, le Département confie à la Métropole Aix-Marseille-Provence la gestion des fonds affectés aux PLIE du territoire métropolitain pour la période 2018-2020. En tant qu'Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du Fond Social Européen (FSE), la Métropole assurera la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE que sont ses fonds propres ainsi que ceux du Département qui sont consacrés à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, dans le cadre des PLIE.

Enfin, la participation financière du Conseil Départemental sera constatée dans la partie recettes au budget de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 003-2895/17/BM du 14 décembre 2017, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest – Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 011-1155/17/CT du 12 Décembre 2017, Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association du PLIE MPM Ouest pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MP Ouest - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 ;
- Le rapport voté le 9 Février 2018 Convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département et la métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétente pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Ouest ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Ouest ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP Ouest au titre de l'année 2018 ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 160.000,00 euros pour l'année 2018 à l'association du PLIE MPM Ouest.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association du PLIE MPM Ouest gestionnaire du PLIE MP Ouest.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 65 - Sous-Politique E 120.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 027-200/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 5 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16409/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

La Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le périmètre 1 situé sur une partie des plans d'eau du Vieux-Port et de l'anse de la réserve objet du présent rapport et du contrat de délégation de service public n°06/191 a été conclu avec le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon. Son échéance initiale était prévue le 31 décembre 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 du futur contrat. Par la suite, la Métropole a dû envisager dans le cadre de la rédaction des cahiers des charges, les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Par conséquent, 2 avenants approuvés par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016 et du 14 décembre 2017 ont permis de reporter le terme du contrat de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 juin 2017. La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats lors de sa séance en date du 7 décembre 2017.

Elle a procédé à l'analyse des offres et admis les candidats à la négociation le 25 mars 2018. Les négociations ont eu lieu au cours des mois de mars et d'avril 2018.

L'attribution ne pourra être soumise qu'au Conseil de la Métropole prévu fin juin prochain, ce qui ne permettra pas au contrat d'entrer en vigueur le 1er juillet suivant eu égard aux délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure de passation (contrôle de légalité, signature du contrat, notification...).

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de deux mois, temps strictement nécessaire pour finaliser la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier marginal sur le total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR/1/431/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille,

identifiée sous la dénomination de périmètre 1 ;

- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 004-212/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 004-833/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 003-897/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 relatif à la prolongation de la délégation de service public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1 ;
- La délibération MER 001-3363/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°4 relatif à la prolongation de la délégation de service public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 15 mai 2018 ;
- L'avenant joint en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 108 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 22 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Christian AMIRATY

VECO 028-201/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 4 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à La Société Nautique de Marseille au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16410/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

La Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le périmètre 2 situé sur une partie du plan d'eau du Vieux-Port, objet du présent rapport et du contrat de délégation de service public n°06/190 a été conclu avec la Société Nautique de Marseille. Son échéance initiale était prévue le 31 décembre 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 du futur contrat. Par la suite, la Métropole a dû envisager dans le cadre de la rédaction des cahiers des charges, les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile.

Par conséquent, 2 avenants approuvés par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016 et du 14 décembre 2017 ont permis de reporter le terme du contrat de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 juin 2017. La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats lors de sa séance en date du 7 décembre 2017. Elle a procédé à l'analyse des offres et admis les candidats à la négociation le 25 mars 2018. Les négociations ont eu lieu au cours des mois de mars et d'avril 2018.

L'attribution ne pourra être soumise qu'au Conseil de la Métropole prévu fin juin prochain, ce qui ne permettra pas au contrat d'entrer en vigueur le 1er juillet suivant eu égard aux délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure de passation (contrôle de légalité, signature du contrat, notification...).

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de deux mois, temps strictement nécessaire pour finaliser la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier marginal sur le total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération POR/3/433/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 005-834/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 004-898/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 ;
- La délibération MER 002-3364/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°3 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille au sein du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 2
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de

Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 15 mai 2018.
- L'avenant joint en annexe ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 4 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 4 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 108 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 22 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Christian AMIRATY

VECO 029-202/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 6 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge au sein du Port de la Pointe Rouge - Périmètre 3

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16411/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

La Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le périmètre 3 situé sur le Port de la Pointe Rouge, objet du présent rapport et du contrat de délégation de service public n°06/192 a été conclu avec le Yachting Club de La Pointe Rouge. Son échéance initiale était prévue le 31 décembre 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 du futur contrat. Par la suite, la Métropole a dû envisager dans le cadre de la rédaction des cahiers des charges, les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile.

Par conséquent, 2 avenants approuvés par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016 et du 14 décembre 2017 ont permis de reporter le terme du contrat de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 juin 2017. La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des

candidats lors de sa séance en date du 7 décembre 2017. Elle a procédé à l'analyse des offres et admis les candidats à la négociation le 25 mars 2018. Les négociations ont eu lieu au cours des mois de mars et d'avril 2018.

L'attribution ne pourra être soumise qu'au Conseil de la Métropole prévu fin juin prochain, ce qui ne permettra pas au contrat d'entrer en vigueur le 1er juillet suivant eu égard aux délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure de passation (contrôle de légalité, signature du contrat, notification...).

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de deux mois, temps strictement nécessaire pour finaliser la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier marginal sur le total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR/3/433/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion

et l'animation d'une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille ;

- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 001-943/08/CC du 19 décembre 2008 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 006-1252/09/CC du 26 mars 2009 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 004-471/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 005-899/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de la Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération MER 003-3365/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n° 5 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du Port de la Pointe Rouge - Périmètre 3
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 15 mai 2018 ;
- L'avenant joint en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°6 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge au sein du Port de la Pointe-Rouge - Périmètre 3

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°6 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge au sein du Port de la Pointe-Rouge - Périmètre 3.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 108 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 22 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Christian AMIRATY

VECO 030-204/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association ORANE pour le Festival Marsatac DCOM 18/16385/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Festival Marsatac, né à Marseille en 1999, est porté par l'association ORANE. Il s'agit d'un festival de musiques actuelles et de cultures urbaines. Chaque année, ce festival est porteur de nombreux partenariats : étudiants, culturels, médias, associatifs, professionnels et institutionnels.

Le festival Marsatac propose depuis 20 ans sur le territoire métropolitain un événement de qualité, à la notoriété installée, conjugué d'une programmation saluée par la critique pour son originalité. Pour l'ensemble de ces atouts, le festival Marsatac jouit d'une véritable singularité sur la carte des festivals nationaux et européens.

Marsatac favorise l'émergence de talents locaux et régionaux en faisant le choix, depuis quelques années, de placer la création au cœur de ses préoccupations et en affirmant une réelle volonté d'impulser de nouveaux projets artistiques.

Pour ce faire, Marsatrac accompagne le développement de jeunes artistes, crée le cadre de promotion de leurs œuvres et d'épanouissement de leurs carrières, permet la création de répertoires inédits et leur offre la formidable expérience des scènes et du public du festival.

Le festival Marsatrac s'est engagé dès 2017 dans un cycle nouveau de son développement en changeant de lieu (Parc Chanot) et de date (dates estivales) pour accroître encore sa capacité d'accueil. L'année dernière le succès fut au rendez-vous de cette nouvelle version « augmentée » saluée par la critique et adoubée par un public venu en masse.

Dans cette évolution, il faut surtout voir l'envie de :

-Faire rayonner le festival au plus près de son public (53% du public est originaire de la métropole marseillaise),

-Conquérir de nouveaux publics (l'atout géographique et le repositionnement dans le calendrier estival valorise la destination marseillaise)

-Participer ainsi à renforcer encore l'attractivité de notre territoire

-Développer des actions pédagogiques pendant l'année et sur le temps du festival avec les classes musiques des primaires collèges et lycées.

-Développer des actions culturelles en collaboration avec l'Alcazar et l'association « culture du cœur »

Ce festival est largement couvert par les médias locaux, régionaux et surtout nationaux, donnant une visibilité importante au territoire.

L'association est soutenue par la ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et le ministère de la Culture.

Les objectifs portés par le projet sont :

- Renforcer le rayonnement de Marsatrac pour ancrer durablement sur le territoire marseillais un festival de musiques actuelles innovant qui dynamise son image de marque et participe à son attractivité,
- Conserver et développer une dimension de développement durable,
- Soutenir la création artistique locale (20 % des artistes sont issus du territoire),
- Poursuivre le partenariat avec les instances ressources nationales telles que le CNV (Centre national des variétés).

Le festival 2018 aura lieu les 15 et 16 juin. La programmation est internationale et éclectique. L'association s'engage sur un respect des riverains par la mise en place d'une implantation technique qui amoindrit les nuisances sonores et limite la soirée à 2 heures du matin.

Le prix de l'événement est de 44 euros la journée et 72 euros pour deux jours.

Le budget prévisionnel est de 2 500 733 euros avec 68 % d'autofinancement et de financements privés et 32 % de financement public.

L'association sollicite le Conseil de territoire à hauteur de 150 000 euros, le Conseil de Territoire propose un financement 2018 à hauteur de 100 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets d'envergure nationale conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas en 2017 et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire notamment en matière de communication.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante à l'association Orane pour le Festival Marsatac au titre de l'exercice 2018 : 100 000 euros (cent mille euros)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, Nature budgétaire 6574, Fonction 022.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 031-203/18/CT

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au déploiement de la vidéo-protection urbaine des plans d'eau du Vieux-Port et du J4 Mucem DIPOR 18/16151/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire en application des articles L 5217-2 I et L 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales.

C'est ainsi qu'elle gère 28 ports répartis sur 3 territoires:

Marseille-Provence : 24 ports - 8600 postes de bateaux

Istres Ouest-Provence : 2 ports - 380 postes de bateaux

Pays Salonais : 2 ports - 280 postes de bateaux

Le Vieux-Port de Marseille, situé au sein du territoire Marseille-Provence, rassemblant près de 3 600 postes à flot, est fréquemment la cible de vols et de dégradations sur les bateaux.

Les préjudices matériels et moraux subis par les usagers du port conduisent ces derniers à demander régulièrement à la collectivité la mise en place d'un système de vidéosurveillance.

Pour répondre à cette demande récurrente, la Métropole a travaillé en concertation avec la Ville de Marseille pour installer des caméras sur le pourtour du Vieux-Port ainsi qu'à proximité des darses du J4 afin de surveiller les bateaux et les équipements portuaires.

Les caméras installées auront pour but de sécuriser les biens et les personnes au sein des espaces du Port dont les accès sont réglementés.

Il s'agit d'installer 7 (sept) caméras autour du plan d'eau du Vieux-Port et 1 (une) caméra côté J4/Mucem au niveau de l'avenue Vaudoyer – Promenade Brauquier.

Ces caméras devront permettre de visualiser :

- les accès aux pannes de bateaux
- les accès aux mises à l'eau
- les bateaux amarrés.

Selon les dispositions de l'article 10 de la loi d'Orientation et de programmation relative à la sécurité n°95-73 du 21 janvier 1995, les images prises sur l'espace public ne peuvent être visionnées que par les autorités publiques compétentes en la matière.

Or, la Ville de Marseille dispose déjà en son sein d'un centre de vision (CESU) géré par du personnel de la police municipale dûment habilité pour exploiter les images enregistrées et traiter les informations ainsi recueillies.

Dans ce cadre et dans l'optique d'une optimisation des moyens, la Ville de Marseille propose de mettre à la disposition de la Métropole, à titre gratuit, le service de la police municipale pour le visionnage et l'exploitation des images provenant des caméras installées sur le port.

Par ailleurs, la Ville de Marseille propose d'assurer le montage du dossier technique et administratif, notamment le lancement du marché public relatif à l'acquisition, à l'installation et à la maintenance des caméras de vidéo-protection sur le port, ainsi que la rédaction du dossier de demande d'autorisation pour l'installation de ces caméras auprès des services de la préfecture.

Cette convention de partenariat doit permettre de garantir une bonne organisation des services et de répondre favorablement aux besoins des administrés, usagers du port de plaisance.

Enfin, ce partenariat présente l'intérêt d'assurer la mise en place, sur le port de plaisance, d'un système de vidéo-protection complémentaire à celui dont dispose déjà la commune, ce qui facilitera la connexion et l'harmonisation des futures caméras au système existant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil municipal n° 18/006/DDCV du 12 février 2018 par laquelle la commune de Marseille approuve la convention de partenariat relative au déploiement de la vidéo-protection urbaine des plans d'eau du Vieux-Port et du J4/Mucem ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention annexée.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'assurer une vidéosurveillance du Vieux-Port de Marseille et des darses du J4 afin de limiter les vols et dégradations commis sur des bateaux et répondre à la forte demande des usagers ;
- La présence au sein de la Mairie de Marseille d'un centre de vision habilité pour visionner et exploiter les images enregistrées sur le port ;
- L'intérêt d'optimiser les moyens et de garantir la mise en place d'un dispositif compatible avec le système existant.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la commune de Marseille pour l'installation et l'exploitation du dispositif de vidéo-protection mis en place sur le Vieux-Port de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au règlement de la dépense correspondante sont inscrits au budget annexe des ports 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Crédits de paiement 2018 : 80 000 euros TTC (66 666.66 euros Hors taxes) - Sous-Politique B220 - Opération 2013 111706 - Nature 2183.

| | |
|-------------|-----|
| Présents | 102 |
| Représentés | 28 |
| Voix Pour | 118 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 12 |

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 032-205/18/CT**■ Demande de classement de l'Office de Tourisme de Cassis en Catégorie I
DAJA 18/16447/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des articles L. 133-10-1 et D.133-20 et suivants du code de tourisme, les offices de tourisme peuvent faire l'objet d'un classement. Celui-ci est prononcé par arrêté préfectoral pour une durée de 5 ans sur la base des critères définis. Le classement est réparti en 3 niveaux, les catégories II et III s'adressent à des structures de moyennes et petites tailles tandis que la catégorie I est destinée aux offices de tourisme de type entrepreneurial à compétences élevées.

Le 16 mai 2013, par arrêté préfectoral l'Office de Tourisme de Cassis a été classé en catégorie I. Ce classement arrivé au terme des 5 ans. Il convient de solliciter un nouveau classement pour une nouvelle période de 5 ans.

En effet, le classement est un gage de qualité de l'offre touristique. Il vise à optimiser la satisfaction de la clientèle touristique présente dans la zone d'intervention de l'Office de Tourisme.

De plus, la commune de Cassis étant classée station de tourisme, il convient que l'Office de Tourisme soit classé en Catégorie 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L.5218-7 prévoyant une délégation automatique de l'exercice de la compétence aux Conseils de Territoire jusqu'au 31 décembre 2019;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code du Tourisme notamment son article D.133-20 ;
- L'arrêté interministériel du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- L'arrêté interministériel du 10 juin 2011 modifiant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- La délibération TVP 001 - 19/10/17 CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les orientations de la Métropole Aix-Marseille Provence sur les compétences liées au tourisme.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**Entendues les conclusions du rapporteur,****DELIBERE****Article unique :**

Décide de demander le classement en catégorie I de l'Office de Tourisme de Cassis.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 033-206/18/CT**■ Demande de classement de l'Office de Tourisme de la Ciotat en Catégorie I
DAJA 18/16449/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des articles L. 133-10-1 et D.133-20 et suivants du code de tourisme, les offices de tourisme peuvent faire l'objet d'un classement. Celui-ci est prononcé par arrêté préfectoral pour une durée de 5 ans sur la base des critères définis.

Le classement est réparti en 3 niveaux, les catégories II et III s'adressent à des structures de moyennes et petites tailles tandis que la catégorie I est destinée aux offices de tourisme de type entrepreneurial à compétences élevées.

Le 16 mai 2013, par arrêté préfectoral l'Office de Tourisme de la Ciotat a été classé en catégorie I. Ce classement arrivé au terme des 5 ans. Il convient de solliciter un nouveau classement pour une nouvelle période de 5 ans.

En effet, le classement est un gage de qualité de l'offre touristique. Il vise à optimiser la satisfaction de la clientèle touristique présente dans la zone d'intervention de l'Office de Tourisme.

De plus, la commune de la Ciotat étant classée station de tourisme, il convient que l'Office de Tourisme soit classé en Catégorie 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L.5218-7 prévoyant une délégation automatique de l'exercice de la compétence aux Conseils de Territoire jusqu'au 31 décembre 2019;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le Code du Tourisme notamment son article D.133-20 ;
- L'arrêté interministériel du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- L'arrêté interministériel du 10 juin 2011 modifiant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- La délibération TVP 001 - 19/10/17 CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les orientations de la Métropole Aix-Marseille Provence sur les compétences liées au tourisme.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Décide de demander le classement en catégorie I de l'Office de Tourisme de la Ciotat .

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 034-207/18/CT

■ Octroi d'une subvention à l'association Le Club des Marseillaises DCOM 18/16407/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association « Le Club des marseillaises » organise une course « La Marseillaise des femmes » solidaire et engagée pour les causes féminines. L'association soutient principalement deux associations humanitaires : Amnesty International pour le droit des femmes et la Fondation pour la Recherche Médicale pour lutter contre le cancer du sein.

La 9eme édition aura lieu le 17 juin prochain sur les Plages du Prado, 7000 coureuses sont attendues. Le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite promouvoir et valoriser auprès du grand public la course La Marseillaise des femmes, événement solidaire et engagé dans une démarche environnementale et humanitaire.

A ce titre il est proposé l'octroi d'une subvention de 20 000 euros ainsi que la mise à disposition gratuite de moyens logistiques et humains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- 40 474 euros TTC sous forme de mise à disposition de moyens logistiques et humains définis dans la présente convention,
- 20 000 euros TTC sous forme de subvention directe

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association le Club des Marseillaises.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de 60 474 euros TTC répartis comme suit :